

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en mars 2014.

Il s'agit d'un long texte de Maurice Brinton, du groupe anglais « Solidarity », tiré de la revue « *Autogestion et socialisme* », cahier N°24-25, septembre-décembre 1973, et consacré aux rapports entre bolchevisme et contrôle ouvrier entre 1917-1921.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

\*\*\*\*\*

# Les bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921

## L'État et la contre-révolution

Par Maurice Brinton

Du groupe « Solidarity » de Londres

### Note sur le groupe Solidarity

*L'ouvrage de Maurice Brinton, **The Bolsheviks and Workers Control, 1917-1921**, a été publié en 1970 par le groupe **Solidarity** de Londres<sup>1</sup>. Celui-ci fait partie d'un ensemble constitué par plusieurs groupes autonomes anglais, réunis autour de la plateforme « As We See It » que nous publions ici après le texte de Brinton. Le groupe de Londres, formé en 1960 sous le nom **Socialism Reaffirmed**, a publié depuis cette date le journal **Agitator**, puis (à partir de 1961) **Solidarity for Workers' Power** (une soixantaine de numéros parus) ainsi que de nombreuses brochures (une quarantaine). Les grands axes des activités et de la propagande de **Solidarity** ont été : a) au début des années 60, la participation à la lutte contre l'armement atomique dans le cadre du « Comité des 100 » (dont l'action s'est développée en marge des organisations bureaucratiques existantes et a réussi à mobiliser des milliers de militants pendant plusieurs années) et aux luttes et occupations pour protester contre la hausse des loyers, les conditions de logement, etc, (il s'agit de luttes qui ont commencé beaucoup plus tôt en Angleterre qu'en France, et qui ont un impact beaucoup plus grand qu'ici sur l'opinion) ; b) la diffusion d'informations sur les problèmes d'organisation et le contenu des luttes ouvrières (v. par exemple, récemment, les brochures **Strategy for industrial struggle** de Mark Fore et **Under new Management ? The Fisher-Bendix occupation**) ; c) la critique des sociétés bureaucratiques (textes sur la révolution hongroise de 1956, réédition de « *L'Opposition Ouvrière* » d'Alexandra Kollontai, traduction du **Kronstadt** de Ida Mett, etc.) ; d) la publication de textes sur les aspects les plus nouveaux des luttes révolutionnaires (une excellente brochure sur Mai 68 en France, des discussions sur l'enseignement, le rôle de la femme, une autre sur les rapport entre répression sexuelle et politique<sup>2</sup>, etc.), et, notamment, plusieurs textes importants publiés par la revue*

<sup>1</sup> *Solidarity* (London), 123 Lathom Road, London E. 6. Il a été traduit depuis en allemand, suédois, hollandais, japonais, grec et, récemment, en espagnol (*Los bolcheviques y el control obrero*, Ruedo Ibérico, coll. « El viejo topo », Paris, 1972).

<sup>2</sup> Maurice Brinton, *Authoritarian conditioning, sexual repression and the irrational in politics* (traduit et publié sous le titre *L'irrationnel en politique* par le groupe français qui publie le journal *Informations Correspondance Ouvrières* (I.C.O., P. Blachier, 13 bis rue Labois-Rouillon, Paris 19ème); celui-ci reproduit fréquemment des

française **Socialisme ou Barbarie** (1949-1965) (dont les idées ont eu une influence décisive sur l'orientation du groupe), en particulier « *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » de P. Cardan [C. Castoriadis], S. ou B., 31-33, 1960-62, sous le titre **Modern Capitalism and Révolution**, 1965, et « *Sur le contenu du socialisme* », S. ou B., 22, 1957, sous le titre **Workers' Councils and the economies of a self-managed society**, 1972.

*On trouvera un bref résumé des positions de **Solidarity** : critique radicale des pays de l'Est, vus comme des sociétés d'exploitation, et de la bureaucratie comme nouvelle classe dominante ; critique de la conception léniniste de l'organisation et des rapports entre l'organisation et les masses ; définition du socialisme comme gestion ouvrière de la production et de toutes les activités sociales ; critique des conceptions marxistes traditionnelles sur la dynamique et la nature de la crise de la société capitaliste, et de la conception traditionnelle de la politique révolutionnaire comme activité « spécialisée » séparée des autres activités sociales, dans le texte « *Ce que nous sommes, ce que nous voulons* » (« *As We See It* ») publié à la fin de ce volume.*

Henri E. MOREL

## introduction

Ce livre a un double objectif : apporter un certain nombre d'éléments nouveaux à la discussion en cours sur le contrôle ouvrier, et tenter de présenter une nouvelle analyse du destin de la révolution russe. On verra que ces deux objectifs sont indissociables.

### Le contrôle ouvrier

On parle à nouveau du contrôle ouvrier. Les « nationalisations » (à l'Est ou à l'Ouest) et le gouvernement du « Parti de la classe ouvrière » (encore une fois, à l'Est comme à l'Ouest), ont manifestement échoué. Ces moyens n'ont satisfait ni les espoirs ni les attentes des masses - et ne leur ont donné aucun pouvoir sur les conditions dans lesquelles elles vivent. Ceci a suscité un regain d'intérêt pour le « contrôle ouvrier », et pour des idées qui, dans un autre contexte, étaient largement diffusées au début du siècle. Aujourd'hui, des gens aussi différents que les Jeunes Libéraux et les travaillistes « de gauche », des syndicalistes fatigués et des « trotskystes » de telle ou telle espèce sans oublier, cela va de soi, les anarcho-syndicalistes et les « marxistes-libertaires » — parlent tous de contrôle ouvrier. De deux choses l'une : ou bien, tous ces gens ont des objectifs communs — ce qui semble peu probable — ou bien ce que les mots cachent est ici aussi important que ce qu'ils découvrent. Nous voudrions contribuer à dissiper cette confusion en rappelant comment, à un moment critique de l'histoire, s'opposèrent les partisans de différentes conceptions du contrôle ouvrier, en montrant qui l'emporta, pourquoi, et quelles en furent les conséquences.

Ce retour aux fondements historiques du débat n'est pas motivé par un goût particulier de l'archivisme ou des discussions ésotériques. Le mouvement révolutionnaire en Grande-Bretagne — à la différence d'autres pays européens ne s'est jamais beaucoup occupé de théorie, préférant en général une approche plutôt empirique des problèmes. Ceci peut l'avoir aidé parfois à éviter l'enlisement dans les marécages de la spéculation métaphysique, mais les effets nocifs d'une telle attitude, pour ce qui est de la clarté et de la cohérence, ont été importants. Sans une claire compréhension des objectifs et des forces (y compris les forces idéologiques) qui y font obstacle, la lutte révolutionnaire tend à devenir effectivement celle où « le mouvement est tout, le but n'est rien ». Sans perspective claire, les révolutionnaires tombent fréquemment dans des pièges — ou s'égarer dans des impasses - qu'ils auraient pu facilement éviter avec un minimum de connaissance de leur propre passé.

La confusion qui règne autour du problème du contrôle ouvrier (du moins en Angleterre) est en partie une affaire de vocabulaire. Dans le mouvement révolutionnaire anglais (et dans une certaine mesure, dans la langue anglaise), on distingue rarement de façon nette « contrôle » et « gestion », fonctions qui peuvent éventuellement se recouper, mais qui sont en général tout à fait distinctes. Dans

la littérature politique française, espagnole, ou russe, deux termes différents (« contrôle » et « gestion », « control » et « gestión », « kontrolia » et « upravleniye ») désignent respectivement une domination partielle ou totale des producteurs sur le processus de production. Il n'est pas difficile de voir pourquoi cette distinction est importante.

Car il y a deux situations possibles. Dans l'une, la classe ouvrière (l'ensemble des producteurs) prend *toutes* les décisions fondamentales. Elle le fait directement, à travers des organismes de son choix avec lesquels elle s'identifie complètement, et qu'elle sait pouvoir dominer totalement (comités d'usine, conseils ouvriers, etc.). Ces organes, composés de délégués élus et révocables, se fédèrent probablement sur une base régionale ou nationale. Ils décident (accordant le maximum d'autonomie possible aux collectivités locales) qu'est-ce qu'il faut produire, comment, à quel frais, et aux frais de qui. L'autre situation possible est celle où ces décisions fondamentales sont prises « ailleurs », « de l'extérieur », c'est-à-dire par l'État, le Parti, ou n'importe quel organisme sans de véritables liens avec le processus de production lui-même. La « séparation entre les producteurs et les moyens de production » (base de toute société de classe) est maintenue. Ce genre de solution ne tardera pas à montrer ce qu'elle est : une nouvelle forme d'oppression. Et ceci quelles que soient les bonnes intentions révolutionnaires de l'organisme en question, et quelles que soient les dispositions qu'il prenne (ou ne prenne pas) pour que les décisions politiques soient soumises de temps à autre à la ratification ou à l'amendement.

Il y a des mots pour décrire ces deux situations. *Gérer* signifie prendre les décisions soi-même, en tant que personne ou collectivité souveraine, et en pleine connaissance des informations nécessaires. *Contrôler* signifie superviser, inspecter ou vérifier les décisions prises par d'autres. Le « contrôle » implique une limitation de souveraineté ou, au mieux, un état de double pouvoir dans lequel certains déterminent les objectifs tandis que les autres s'emploient à ce que les moyens appropriés soient mis en œuvre pour les réaliser. Historiquement, les controverses au sujet du contrôle ouvrier ont éclaté précisément dans de telles conditions de double pouvoir économique.

Comme toutes les formes de double pouvoir, le double pouvoir économique est essentiellement instable. Il évoluera, soit vers une consolidation du pouvoir bureaucratique (la classe ouvrière exerçant de moins en moins de contrôle), soit vers la *gestion ouvrière*, la classe ouvrière prenant la production entièrement en charge. Depuis 1961, lorsque *Solidarity* commença à défendre en Angleterre l'idée de la gestion ouvrière de la production, d'autres se sont mis à réclamer « le contrôle ouvrier *direct* », « le contrôle ouvrier *total* », etc. — autant d'aveux tacites de l'impropriété (ou du moins de l'ambiguïté) des formulations précédentes.

Ce serait être bien peu clairvoyant que de ne voir dans tout cela qu'une question de purisme linguistique, une chicane terminologique ou doctrinaire. Nous devons affronter à la fois les obstacles présents et ceux hérités du passé. Nous ne sommes pas surgis de nulle part sur la scène politique. Nous faisons partie d'une tradition révolutionnaire libertaire pour laquelle ces notions avaient une profonde signification. Et nous ne vivons pas politiquement dans le vide. Nous vivons dans un contexte historique spécifique, où se déroule un combat permanent. Dans ce combat, les intérêts antagonistes des différentes couches sociales (bourgeoisie, bureaucratie et prolétariat) s'expriment à travers des revendications différentes, formulées plus ou moins clairement. Et dans ces controverses, il y a essentiellement des idées divergentes du contrôle et de la gestion. Contrairement à Humpty Dumpty, nous ne pouvons faire dire aux mots uniquement ce que nous voulons. Le mouvement révolutionnaire est du reste l'une des forces en présence dans ce combat social. Et que nous le voulions ou non, que nous en soyons ou non conscients, la majeure partie du mouvement révolutionnaire est imprégnée de l'« ethos », la tradition, et les conceptions organisationnelles du Bolchévisme. Or dans l'histoire de la révolution russe — particulièrement de 1917 à 1921 — le problème du « contrôle ouvrier » opposé à la « gestion ouvrière » devint immédiatement brûlant. « De 1917 à 1921, le problème de la gestion de l'industrie devint le baromètre le plus sensible de l'affrontement des conceptions sur la création d'un nouvel ordre social... Ce fut de tous les sujets de conflit réel entre les factions communistes, le plus constant et le plus explosif »<sup>3</sup> ; et, pourrait-on ajouter, entre les bolcheviks et les autres tendances du mouvement révolutionnaire. Des milliers de révolutionnaires furent tués et des centaines de milliers furent emprisonnés, avant qu'on n'ait mis un point final à

---

<sup>3</sup> R. V. Daniels, *The conscience of the revolution*, Harvard University Press, 1960, p. 81.

l'affaire.

La plupart de ceux qui entrent maintenant dans le mouvement révolutionnaire sont peu familiarisés avec ces controverses. Il ne faut pas faire de cette ignorance une vertu. La clarification est essentielle, mais nous trouvons ici de nouveaux problèmes. La pauvreté méthodologique, l'ahistoricisme (et parfois même l'anti-intellectualisme) de nombreux révolutionnaires qui *devraient* savoir ce qui s'est réellement passé, est un premier obstacle, tragique. Et, suprême ironie, les héritiers du bolchévisme, qui aujourd'hui parlent le plus fort du « besoin de théorie » et du « besoin d'étudier l'histoire », sont précisément ceux qui ont plus de choses à cacher (si l'on cherchait quel fut le véritable rôle historique de leurs ancêtres), et qui ont le plus à perdre (si l'on présentait une alternative cohérente qui mette en question leurs croyances pétrifiées).

La confusion qui subsiste encore à propos du contrôle ouvrier n'est pas seulement terminologique, ou due à la méconnaissance du passé. Elle est en grande partie délibérément entretenue. Aujourd'hui, par exemple, il y a des léninistes et des trotskystes endurcis (dans la *Socialist Labour League*, dans l'*International Marxist Group*, ou parmi les « dirigeants » d'*International Socialism*<sup>4</sup> qui préconisent le contrôle ouvrier sans la moindre gêne. Cherchant à profiter de la confusion qui règne actuellement dans le mouvement, ils parlent de contrôle ouvrier comme si :

a) ils entendaient par là ce que des gens politiquement « peu avertis » peuvent penser que cela signifie (c'est-à-dire que les travailleurs devraient prendre eux-mêmes les décisions fondamentales concernant la production) ;

b) comme si, eux et la doctrine léniniste dont ils se réclament, avaient toujours poursuivi ce but — et comme si le léninisme avait toujours reconnu dans le contrôle ouvrier le fondement universel d'un nouvel ordre social, et non pas un simple *mot d'ordre* utilisé pour des raisons d'ordre tactique dans des contextes historiques spécifiques et très limités<sup>5</sup>.

Le problème de l'autogestion n'est pas un problème ésotérique. Et la discussion la plus large sur ce problème n'a rien d'abstrait ou de sectaire. L'autogestion, c'est tout simplement le contenu de la révolution de notre époque. Cela, en soi, justifierait un livre comme celui-ci. Mais les implications d'une étude de cette période (la Russie de 1917 à 1921) ne s'arrêtent pas là. Car cette étude pourrait également fournir la base d'une nouvelle analyse du destin de la révolution russe — et nous allons aborder maintenant brièvement cet aspect du problème.

## La Révolution Russe

Proposer un point de vue nouveau sur ce qui s'est passé en Russie, en 1917 et après, c'est,

---

<sup>4</sup> La *Socialist Labour League* est l'équivalent anglais de la tendance trotskyste dite « lambertiste » en France ; l'/.M.G. correspond à la tendance que représente la Ligue Communiste en France ; *International Socialisme* est un groupe d'extrême-gauche dont les fondateurs se sont séparés des trotskysme en définissant l'U.R.S.S. comme une société capitaliste d'État.

<sup>5</sup> On ne retrouve pas cette duplicité chez toutes les tendances trotskystes : il y en a de franchement réactionnaires. Par exemple, K. Coates et A. Topham écrivent : « il nous semble qu'il faut parler de « contrôle ouvrier » quand les syndicats (sic !) limitent par leurs luttes le pouvoir delà direction dans un cadre capitaliste, et d'« autogestion ouvrière » quand il s'agit d'une tentative de gestion démocratique d'une économie socialisée ». (*Industrial Democracy in Great Britain*, Macgibbon and Kee, 1968, p. 363). Trotsky, lui, parlait fort clairement. Bien que n'attribuant pas la fonction du contrôle ouvrier aux syndicats, il faisait une nette distinction entre « contrôle » et « gestion ». « Ainsi, pour nous, le mot d'ordre de contrôle est lié à la période de dualité de pouvoir dans la production qui correspond au passage du régime bourgeois au régime prolétarien (...). Dans la langue universelle, on appelle contrôle le travail de surveillance et de vérification, par une institution, du travail d'une autre institution. Le contrôle peut être très actif, autoritaire et général. Mais il reste toujours le contrôle. L'idée même de ce mot d'ordre est née du régime transitoire dans les entreprises où le capitaliste et son administrateur ne peuvent plus faire un pas sans le consentement des ouvriers ; mais où, d'autre part, les ouvriers (...) n'ont pas encore acquis la technique de la direction, et n'ont pas encore créé des organes nécessaires pour cela. » (L. Trotsky, « Et maintenant ? » [1932], in *Écrits*, t. III, pp. 214-215, Paris, 1959).

presque toujours risquer d'être fort mal compris. Si, en plus, les questions posées et la méthodologie suggérée diffèrent de celles qui ont cours actuellement, il ne s'agit plus alors d'un risque à courir, mais d'une certitude. Ce n'est pas la première fois que nous avons eu l'occasion de signaler que la présentation systématiquement déformée des faits est une sorte de mode de vie pour la gauche traditionnelle, et que rien n'est plus pénible pour celle-ci qu'une idée nouvelle.

Durant les cinquante dernières années, toutes les organisations existantes de la gauche ont élaboré une véritable mythologie (et une anti-mythologie tout aussi suspecte) à propos de la révolution russe. Les social-démocrates, fétichistes du parlementarisme, voient « l'échec du Bolchévisme » dans sa « pratique antidémocratique ». Le péché originel, pour eux, ce fut la dissolution de l'Assemblée Constituante. Le soi-disant mouvement « communiste » (Staliniens, Trotskystes, Maoïstes, etc.) parle avec une fierté toute filiale de la « Glorieuse Révolution Socialiste d'Octobre ». Ils cherchent tous à vanter et à populariser ses premières conquêtes, tout en ayant des opinions divergentes sur ce qui est arrivé par la suite — quand, pourquoi et à qui. Pour de nombreux anarchistes, le fait que l'État, ou le « pouvoir politique », ne fut pas immédiatement « aboli », prouve, de façon suffisante et irréfutable, qu'il ne n'est rien produit de réellement important<sup>6</sup>. Le *SPGB*<sup>7</sup> tire plus ou moins la même conclusion, mais il l'attribue au fait que le salariat ne fut pas aboli, la majorité de la population russe n'ayant pas eu le privilège de connaître le point de vue du SPGB (tel qu'il était exprimé par des porte-parole dûment mandatés par son Comité Exécutif), et n'ayant pas cherché par conséquent à gagner une majorité parlementaire au sein des institutions russes existantes alors.

De tous côtés, chacun essaye d'utiliser la Révolution russe en fonction de sa propre propagande, n'en retenant que les aspects qui semblent s'accorder avec une analyse particulière de l'histoire, ou avec une perspective particulière pour le présent. Tout ce qui était nouveau, tout ce qui semblait contredire les théories du moment ou détruire des catégories bien établies, a été systématiquement « oublié », minimisé, déformé, nié.

Toute tentative de réévaluation de l'expérience cruciale de 1917-1921 est condamnée à susciter des oppositions. Les premiers à réagir seront les « apparatchiks » qui, pendant des années, se sont efforcés de protéger les organisations « révolutionnaires » (et l'idéologie « révolutionnaire ») contre la double menace de la subversion et du renouveau. Il y aura néanmoins aussi des résistances dans l'esprit de beaucoup de militants honnêtes, qui cherchent la voie de la véritable politique révolutionnaire. Il ne s'agit pas ici d'une simple résistance psychologique, mais de phénomènes beaucoup plus profonds, et il ne suffit pas d'évoquer le rôle réactionnaire et l'influence des « instances dirigeantes » pour les expliquer de façon satisfaisante. S'il est difficile pour le militant moyen de saisir pleinement ce qui était en jeu dans quelques-uns des problèmes qui surgirent dans les premiers moments de la Révolution russe, c'est parce que ces problèmes sont parmi les plus difficiles et les plus importants (si ce n'est *les* plus difficiles et les plus importants) auxquels la classe ouvrière ait été jamais confrontée. La classe ouvrière fit une révolution qui alla au-delà d'un simple changement de personnel politique au sommet. Elle put exproprier les anciens propriétaires des moyens de production (modifiant de ce fait profondément les rapports de propriété). Mais jusqu'à quel point fut-elle capable de — ou était-elle disposée à — transformer de façon révolutionnaire les rapports de production ? Chercha-t-elle à détruire la structure d'autorité que les rapports de production entretiennent et perpétuent dans toutes les sociétés de classes ? Jusqu'à quel point était-elle disposée à gérer elle-même la production (et donc la société dans son ensemble) ou jusqu'à quel point tendait-elle plutôt à déléguer à d'autres cette tâche ? Et jusqu'à quel point l'idéologie dominante triompha-t-elle, poussant la classe ouvrière à remplacer ses ennemis avoués par un Parti qui déclarait parler « en son nom » ?

---

<sup>6</sup> On peut trouver un exemple de ce genre d'analyse ultra-simplifiée du destin de la révolution russe dans le livre de Voline *La Révolution inconnue* Paris, 1947, rééd. P. Belfond, Paris, 1970). « Le parti bolchevik, une fois au pouvoir, se transforma en maître absolu. La corruption le gagna rapidement. Il s'organisa lui-même en caste privilégiée. Et plus tard, il écrasa et soumit la classe ouvrière pour l'exploiter, sous de nouvelles formes, et selon ses intérêts particuliers ».

<sup>7</sup> Parti Socialiste de Grande-Bretagne. Il s'agit de fait, malgré ce nom, d'une petite organisation issue de l'une des premières organisations socialistes anglaises de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui a peu de choses en commun avec les grandes organisations social-démocrates du continent.

Répondre à ces questions est une tâche importante, mais difficile. L'un des dangers qui menace quiconque cherche à analyser sans parti pris la « période héroïque de la Révolution russe », est celui de l'« identification rétrospective » avec telle ou telle tendance ou individu agissant alors sur la scène politique (Osinsky, Kollontaï, Maximov, Makhno ou Miasnikov, par exemple). Il s'agit d'un passe-temps politique sans intérêt, où les révolutionnaires se retrouvent vite en train de se poser ce genre de questions : « Que fallait-il faire à tel ou tel moment ? » ; « Telle ou telle action était-elle prématurée ? » ; « Qui avait raison à tel ou tel Congrès ? » ; au lieu de chercher à comprendre le cours des événements dans les grandes lignes (recherche qui, elle, a un sens). Nous espérons avoir évité ce piège. Quand, par exemple, nous étudions la lutte de l'Opposition Ouvrière contre les dirigeants du Parti (en 1920 et 1921), il ne s'agit pas pour nous de « prendre parti ». Il s'agit de comprendre ce que les forces en conflit représentaient réellement et quelles étaient, par exemple, les motivations (et les limites idéologiques et autres) de ceux qui semblaient s'opposer à la tendance à la bureaucratisation de tous les aspects de la vie sociale. Un autre danger (ou le même, sous un autre aspect) menace ceux qui s'aventurent pour la première fois sur ce terrain, et n'arrivent pas à échapper à la mythologie officielle : rester prisonniers de la légende même qu'on cherche à détruire. Ceux, par exemple, qui cherchent à « démolir » Staline (ou Trotsky ou Lénine) peuvent réaliser avec succès leur objectif immédiat. Mais il arrive aussi qu'ils « réussissent » à condition de ne pas apercevoir, ni rapporter, les traits les plus fondamentalement nouveaux de cette période : l'action autonome de la classe ouvrière cherchant à transformer totalement les conditions de son existence. Nous espérons avoir aussi évité ce piège. Si nous avons cité longuement les déclarations de certaines personnalités ce n'est que dans la mesure où elles résument assez bien les idéologies qui, à un moment donné de l'histoire, guidaient les actions et les pensées des hommes. Tout au long de ce récit, du reste, nous avons senti que la seule façon de traiter sérieusement de ce que les bolcheviks disaient ou faisaient, c'était d'expliquer le rôle qu'ont joué socialement leur propos et leurs actes.

Essayons d'exposer maintenant nos propres prémisses méthodologiques. Nous croyons que les « rapports de production » — les rapports qui s'établissent entre les personnes ou les groupes dans le processus de la production des biens — sont les fondements essentiels de toute société. Un certain type de rapports de production est le dénominateur commun de toutes les sociétés de classes. C'est celui dans lequel le producteur ne domine pas les moyens de production mais est, au contraire, à la fois « séparé d'eux », et des produits de son travail. Dans toutes les sociétés de classes, les producteurs sont subordonnés à ceux qui dirigent le processus de production. La gestion ouvrière de la production — qui implique la totale domination des producteurs sur le processus de production — n'est pas pour nous une affaire secondaire. C'est le noyau même de notre politique. C'est le seul moyen qui permette de dépasser les rapports autoritaires (dirigeants-exécutants) dans la production et de créer une société libre, communiste ou anarchiste.

Nous croyons aussi que les moyens de production peuvent passer dans d'autres mains (par exemple dans celles d'une bureaucratie se les appropriant collectivement) *sans transformer pour autant de façon révolutionnaire les rapports de production*. Dans ces conditions — et quelle que soit la forme de propriété — la société demeure une société de classes, car la production est toujours dirigée par une instance autre que les producteurs eux-mêmes. Les rapports de propriété, en d'autres termes, ne reflètent pas nécessairement les rapports de production. Ils peuvent servir à les masquer et, en fait, ils le font souvent<sup>8</sup>.

Nombreux sont ceux qui partagent ces conceptions. Mais ce qui n'a jamais été tenté jusqu'ici, toutefois, c'est d'appliquer ce cadre conceptuel global à l'histoire de la Révolution russe. Ici, nous ne pouvons

---

<sup>8</sup> Pour une discussion plus complète de ce concept — et de toutes ses implications, voir : « Les rapports de production en Russie » de P. Chaulieu (C. Castoriadis) dans le N° 2 de la revue *Socialisme ou Barbarie* (mai-juin 1949), repris in C. Castoriadis, *La société bureaucratique, 1, les rapports de production en Russie*, Paris, U.G.E., « 10/18 », 1973, p. 205-281. Bien que l'idée puisse surprendre beaucoup de « marxistes », elle avait déjà été exprimée par Engels : Dans une lettre à Schmidt du 27 octobre 1890, il écrivait : « Dans un État moderne, il faut non seulement que le droit corresponde à la situation économique générale et soit son expression, mais qu'il possède aussi sa *cohérence interne* et ne porte pas en lui sa condamnation du fait de ses contradictions internes. Et le prix de cette création, c'est que la fidélité du reflet des rapports économiques s'évanouit de plus en plus (...). Le reflet des rapports économiques sous forme de principes juridiques a nécessairement aussi pour résultat de mettre les choses la tête en bas (...) ». (Marx-Engels, *Lettres sur « Le Capital »*, Éditions sociales, p. 369-370).

qu'énoncer les grandes lignes d'une telle approche<sup>9</sup>. Vue sous cet angle, la Révolution russe représente une tentative, infructueuse, de la classe ouvrière russe, pour détruire des rapports de production qui devenaient de plus en plus oppressifs. L'énorme soulèvement de 1917 put venir à bout de la suprématie politique de la bourgeoisie (en détruisant la base économique sur laquelle elle était fondée : l'appropriation privée des moyens de production). Il modifia le système existant des rapports de propriété. Mais il n'arriva pas (en dépit d'efforts héroïques en ce sens) à transformer les rapports de production autoritaires qui caractérisent toutes les sociétés de classes. Des fractions de la classe ouvrière (les plus actives dans le mouvement de Comités d'usine) essayèrent certainement d'infléchir la Révolution dans cette direction. Mais leur tentative échoua. Il est important d'analyser les causes de cet échec, et de voir comment de nouveaux maîtres remplacèrent les anciens.

Quelles étaient les forces qui se dressèrent contre ceux qui cherchaient une transformation totale des conditions de vie dans la production ? Il y eut d'abord, naturellement, la bourgeoisie. La bourgeoisie avait *tout* à perdre dans ce bouleversement social total. Si la gestion ouvrière l'emportait, elle allait perdre, non seulement *la propriété* des moyens de production, mais aussi la possibilité de garder *des positions privilégiées*, que ce soit comme « expert » ou à des postes de direction. Il n'est guère étonnant que la bourgeoisie ait été soulagée quand elle s'aperçut que les leaders de la Révolution « n'iraient pas plus loin que la nationalisation » et qu'ils tenaient à laisser intacts les rapports dirigeants-exécutants, dans l'industrie et ailleurs. Il est vrai qu'une partie importante de la bourgeoisie lutta désespérément pour regagner sa propriété perdue. La Guerre Civile fut sanglante, et longue. Mais des milliers de gens qui, par leur culture et leurs traditions, étaient plus ou moins attachés à la bourgeoisie expropriée, trouvèrent l'opportunité de pénétrer dans la « forteresse révolutionnaire » — par la petite porte — et de reprendre leur rôle de dirigeants du processus du travail de l'« État Ouvrier ». Ils se saisirent avidement de cette opportunité inattendue. En foule, ils rejoignirent le Parti, ou décidèrent de coopérer avec lui, applaudissant cyniquement chaque phrase de Lénine ou de Trotsky sur la « discipline du travail » ou la « direction par un seul homme ». Bientôt, ils furent nombreux à être nommés (d'en haut) aux postes dirigeants de l'économie. Fusionnant très vite avec la nouvelle « élite » politico-administrative, dont le Parti lui-même constituait le noyau, les secteurs les plus « éclairés » et les plus compétents techniquement de la classe expropriée reprirent rapidement des positions dominantes dans les rapports de production.

Deuxièmement, le Mouvement des Comités d'Usines avait à faire face aux tendances ouvertement hostiles de la « gauche », comme les mencheviks. Les mencheviks répétaient inlassablement que la Révolution ne pouvait être que démocratique-bourgeoise et qu'il ne pouvait donc y avoir d'avenir dans les tentatives de gestion de la production par les travailleurs. Tous ces efforts furent dénoncés comme « anarchistes » et « utopiques ». En certains endroits, les mencheviks furent effectivement un sérieux obstacle pour le Mouvement des Comités d'Usines ; mais leur opposition était acquise d'avance, et elle fut de principe et permanente. Troisièmement, l'attitude des bolcheviks — qui fut beaucoup plus ambiguë et déconcertante : entre Mars et Octobre, les bolcheviks appuyèrent le développement des Comités d'Usines, mais ce fut pour se retourner violemment contre eux dans les dernières semaines de 1917, en essayant de les intégrer dans de nouvelles structures syndicales, ce qui était la meilleure façon de les émasculer. Ce processus, qui est minutieusement décrit dans ce livre, devait jouer un rôle important, en empêchant la lutte croissante contre les rapports de production capitalistes d'atteindre son but. En fait, les bolcheviks canalisèrent les énergies libérées entre Mars et Octobre dans une attaque réussie contre le pouvoir politique de la bourgeoisie (et contre les rapports de propriété sur lesquels il était basé). À ce niveau, la révolution fut « victorieuse ». Mais les bolcheviks furent aussi « victorieux » en restaurant « la loi et l'ordre » dans l'industrie — loi et ordre qui reconsolidaient les rapports autoritaires de production, qui pendant une brève période avaient été sérieusement ébranlés.

Pourquoi le Parti agit-il ainsi ? Pour répondre à cela, il nous faudrait faire une analyse beaucoup plus complète du Parti bolchevique et de ses rapports avec la classe ouvrière que celle que nous pouvons faire ici. Une fois de plus, il faudrait s'écarter à la fois de la mythologie (« Le grand Parti bolchevik » ; « l'arme forgée par Lénine » ; « le fer de lance de la Révolution »), et de l'anti-mythologie (le Parti

---

<sup>9</sup> Qu'une telle analyse soit possible, c'est ce que tendrait à nous faire croire une courte mais excellente brochure de J. Barrot, « Notes pour une analyse de la révolution Russe » (s.d.) (Librairie « La vieille Taupe », 1, rue des Fossés-St Jacques, Paris 5ème).

comme incarnation du « totalitarisme » du « militarisme », de la « bureaucratie », etc.), et chercher constamment à comprendre au lieu de délirer ou de fulminer. À un niveau superficiel, l'idéologie et la pratique du Parti étaient étroitement liées aux circonstances historiques spécifiques de la Russie tsariste, dans la première décennie de ce siècle. La clandestinité et la persécution expliquent partiellement (bien qu'elles ne les justifient pas) la structure organisationnelle du Parti et sa conception des rapports avec la classe<sup>10</sup>. Ce qui est plus difficile à comprendre, c'est la naïveté des dirigeants bolcheviks, qui ne semblaient pas se rendre compte des conséquences que devait avoir fatalement ce type d'organisation et ce type de rapports avec la classe dans l'histoire ultérieure du Parti.

Un porte-parole de l'orthodoxie bolchevique aussi important que Trotsky pouvait écrire à propos des premiers moments de l'histoire du Parti : « des routines d'appareil s'étaient déjà formées dans l'illégalité. Un type de jeune bureaucrate révolutionnaire se précisait. Les conditions de la conspiration limitait étroitement, il est vrai, les formes de la démocratie (élections, contrôle, mandats), mais il n'est pas niable que les membres des comités avaient encore rétréci, plus qu'il ne le fallait, les limites de la démocratie intérieure et s'étaient montrés plus rigoureux envers les ouvriers révolutionnaires qu'envers eux-mêmes, préférant commander même lorsqu'il eut été indiqué de prêter l'oreille aux masses. Kroupskaïa note que dans les comités bolcheviks, de même qu'aux congrès, il n'y avait presque pas d'ouvriers. Les intellectuels l'emportaient. « Le membre du comité, écrit Kroupskaïa, était d'ordinaire un homme plein d'assurance... En règle générale, le « comitard » n'admettait aucune démocratie à l'intérieur du Parti... de plus, le « comitard » n'admettait pas les innovations... il ne savait pas, et ne voulait pas s'adapter à des circonstances rapidement changeantes »<sup>11</sup>. On commença à en sentir les conséquences lors des événements de 1905. Dans de nombreux endroits les soviets s'étaient constitués. « Le comité bolchevik de Pétersbourg s'étonna d'abord d'une innovation telle que la représentation des masses en lutte indépendamment des Partis et n'imagina rien de mieux que d'adresser un ultimatum au soviet : faire sien sur l'heure le programme social-démocrate ou se dissoudre. Le soviet de Pétersbourg et avec lui les ouvriers bolcheviks qu'il comprenait, passa outre sans sourciller »<sup>12</sup>. Broué, un des défenseurs les plus habiles du bolchevisme, est obligé d'écrire que « ceux qui dans le Parti bolchevik étaient les plus favorables aux soviets voyaient uniquement en eux, et dans le meilleur des cas, des auxiliaires du Parti (...) Ils ne comprirent que tardivement le rôle qu'ils pouvaient jouer, l'intérêt qu'ils représentaient pour y accroître leur influence et y lutter pour la direction des masses »<sup>13</sup>. Le problème est parfaitement résumé par cet incident. Les cadres bolcheviks se considéraient comme des dirigeants de la Révolution : tout mouvement non lancé par eux ou en dehors de leur contrôle, leur semblait systématiquement suspect<sup>14</sup>. On a souvent dit que les bolcheviks furent « surpris » par la création de soviets : cet euphémisme ne doit pas nous tromper. La réaction des bolcheviks fut beaucoup plus qu'une simple « surprise ». Elle reflétait toute une conception de la lutte révolutionnaire, toute une conception des rapports entre travailleurs et révolutionnaires ; et l'action des masses russes, dès 1905, avait montré que ces conceptions étaient déjà dépassées.

La séparation entre les bolcheviks et les masses devait apparaître à plusieurs reprises en 1917. Cela fut d'abord évident pendant la révolution de février, puis à l'époque des « Thèses d'Avril », et une fois de

---

<sup>10</sup> Qui apparaissent de façon explicite dans la *théorie* (*Que faire ?* et *Un pas en avant deux pas en arrière* de Lénine), et dans la *pratique* du bolchevisme, de 1901 à 1917.

<sup>11</sup> L. Trotsky, *Staline*, Grasset, Paris, 1948, pp. 82-88. Il s'agit du Troisième Congrès du Parti (25 Avril- 10 Mai 1905). [Voir là-dessus l'analyse de Claude Lefort « La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire », *Les Temps Modernes*, 39, déc. 1948-janv. 1949, repris in *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Droz, 1971, pp. 11-29].

<sup>12</sup> L. Trotsky, *ibid.*, p. 95.

<sup>13</sup> P. Broué, *Le parti bolchevique*, Editions de Minuit, Paris, 1963, p. 35.

<sup>14</sup> La même attitude allait se retrouver à l'intérieur du Parti lui-même. Comme il arriva à Trotsky de l'écrire, cette fois en approuvant : « les statuts devaient exprimer la « méfiance organisée de la direction », une méfiance se manifestant par un contrôle vigilant du sommet sur le parti ». (I. Deutscher, *Le Prophète Armé*, [1954], tr. fr. Julliard, Paris 1962, p. 115.

plus à l'époque des Journées de Juillet<sup>15</sup>. Il a été admis à plusieurs reprises que le Parti fit des « erreurs » en 1905 et 1917. Mais cette « explication » n'explique rien. Ce qu'on devrait plutôt se demander c'est : comment ces « erreurs » furent-elles possibles ? Et on ne peut répondre à cette question que si l'on comprend le *type de travail* réalisé par les cadres du Parti, dès sa création jusqu'à l'époque de la Révolution. Résultat des conditions particulières de la lutte contre le tsarisme, et de leurs propres conceptions d'organisation, les dirigeants du Parti (du Comité Central aux responsables des groupes locaux) se trouvaient dans une situation qui ne leur permettait que des liens fort peu étroits avec le mouvement ouvrier réel. « Un véritable agitateur, écrivait Lénine, qui montre quelque talent, ou du moins promet d'en avoir, ne doit pas travailler à l'usine, nous devons considérer qu'il doit vivre du soutien du Parti... et passer dans la clandestinité »<sup>16</sup>. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les quelques cadres bolcheviks d'origine ouvrière aient perdu rapidement tout contact réel avec leur classe.

Le parti bolchevik était déchiré par une contradiction qui permet de mieux comprendre son attitude avant et après 1917<sup>17</sup>. Sa véritable force résidait dans les travailleurs avancés qui le soutenaient. Il est indéniable que cet appui fut parfois numériquement important, et sincère. Mais ces travailleurs ne contrôlaient pas le Parti : les révolutionnaires professionnels tenaient fermement la direction entre leurs mains. Dans un sens, c'était inévitable. La fabrication d'une presse clandestine et la diffusion de la propagande ne pouvaient être assurées régulièrement que par des militants constamment en mouvement, et parfois contraints de se réfugier à l'étranger. Un travailleur ne pouvait devenir un cadre bolchevik qu'à condition de cesser de travailler et de se mettre à la disposition du Parti, qui pouvait alors l'envoyer en mission spéciale dans n'importe quelle ville. L'appareil du Parti était entre les mains de spécialistes de la révolution. Telle était la contradiction : les forces vivantes, réelles, d'où provenait la force du Parti, ne pouvaient le contrôler. En tant qu'institution, le Parti échappait totalement au contrôle de la classe ouvrière russe. Les problèmes qu'eut à affronter la Révolution russe après 1917 ne résolurent pas cette contradiction, elles ne firent que l'exacerber. L'attitude du Parti en 1917 et après est le produit de son histoire. C'est ce qui rendit si vaines les tentatives, au sein du Parti, des diverses oppositions de 1918-1921. Elles ne comprirent pas qu'une prémisse idéologique donnée (le postulat de l'hégémonie du Parti) entraînait nécessairement certaines conclusions dans la pratique. Mais peut-être ce genre d'analyse ne va-t-il pas assez loin. À un niveau plus profond, la conception même de ce type d'organisation et ce type de rapport avec le mouvement de masses reflète l'influence non reconnue de l'idéologie bourgeoise, chez ceux-là même qui cherchaient opiniâtement à détruire la société bourgeoise. La conception qui assure que la société doit obligatoirement être divisée en « dirigeants » et « exécutants », l'idée selon laquelle certains sont nés pour dominer et d'autres ne peuvent réellement se développer au-delà d'une certaine limite, a été, depuis des temps immémoriaux, le postulat tacite de toute classe dominante. Que les bolcheviks eux-mêmes l'aient en fin de compte acceptée montre encore une fois à quel point Marx avait raison en déclarant que « les idées dominantes de chaque époque sont les idées de la classe dominante ». Face à une organisation aussi « efficace », aussi solide, construite sur des idées de ce genre, il n'est pas étonnant que les Comités d'Usine nés en 1917 n'aient pas été en mesure de conduire la Révolution jusqu'au bout.

Le dernier obstacle qu'eurent à affronter les Comités était inhérent au mouvement des Comités lui-même. Bien que certains individus aient fait preuve d'une extraordinaire lucidité, et bien que le mouvement ait représenté la plus haute manifestation de la lutte de classes en 1917, le mouvement dans son ensemble ne parvint pas à comprendre ce qui lui arrivait, ni à offrir une résistance sérieuse. Il ne réussit pas à généraliser son expérience, et le témoignage qu'il en a laissé est malheureusement très fragmentaire. Incapable de formuler publiquement ses propres objectifs (l'autogestion) en termes clairs et positifs, il était inévitable que d'autres profitent de ce vide. Avec une bourgeoisie en pleine désintégration et une classe ouvrière insuffisamment forte et consciente pour imposer ses *propres* solutions aux problèmes qui divisaient la société, le triomphe, et du bochevisme, et de la bureaucratie, était assuré.

L'analyse de la Révolution russe montre que si la classe ouvrière permet à un groupe spécifique, séparé

---

<sup>15</sup> *Non*, nous ne disons pas que le renversement militaire du gouvernement provisoire était possible en Juillet. Nous faisons simplement remarquer que le Parti était loin de comprendre ce que voulaient réellement les masses.

<sup>16</sup> Lénine, *Sochineniya*, IV, 441.

<sup>17</sup> V. à nouveau C. Lefort, *ibid.*

des travailleurs eux-mêmes, de prendre en main la gestion de la production, elle perd aussi toutes les possibilités de contrôler elle-même les moyens de production. Le résultat de la séparation du travail productif et des moyens de production, c'est une société d'exploitation. Et quand les simples travailleurs n'ont plus d'influence sur des institutions comme les Soviets, il ne sert à rien d'appeler ce régime « régime soviétique ». Aucun effort d'imagination ne peut le faire prendre pour le reflet des intérêts de la classe ouvrière. *La question fondamentale : qui gère la production après le renversement de la bourgeoisie ? devrait donc devenir désormais le centre de toute discussion sérieuse sur le socialisme.* Aujourd'hui, la vieille équation (liquidation de la bourgeoisie = État ouvrier) popularisée par d'innombrables léninistes, staliniens et trotskystes, est tout à fait insuffisante.

En 1917, les travailleurs russes créèrent des organes (Comités d'Usine et Soviets) qui devaient assurer la gestion de la société par les travailleurs eux-mêmes. Mais les Soviets passèrent entre les mains des fonctionnaires bolcheviks. Un appareil d'État, séparé des masses, fut rapidement reconstitué. Les travailleurs russes ne parvinrent pas à créer de nouvelles institutions qui leur auraient permis de gérer et la production, et la vie sociale. Cette tâche fut par conséquent assumée par d'autres, par un groupe dont cette gestion devint la fonction spécifique. La bureaucratie organisait le processus du travail dans un pays où elle était également maître des institutions politiques.

Tout ceci exige une sérieuse réévaluation de plusieurs notions fondamentales. Le « pouvoir des travailleurs » ne peut pas être identifié ou assimilé au pouvoir du Parti, ce que firent continuellement les bolcheviks. Comme disait Rosa Luxemburg, le pouvoir ouvrier sera l'œuvre de la classe et non d'une minorité agissant au nom de la classe. Il doit être l'émanation de l'engagement actif des travailleurs, rester sous leur influence directe, être soumis au contrôle de l'ensemble de la population, être la conséquence de la conscience politique croissante du peuple. De même, la notion de « prise du pouvoir » ne peut pas désigner — comme c'est bien évidemment le cas chez tous ceux qui croient vivre encore dans le Pétrograd de 1917 — un putsch semi-militaire, fomenté par une minorité. Il ne peut non plus représenter uniquement la défense — même si celle-ci est bien entendu nécessaire — des positions gagnées par la classe ouvrière contre les tentatives de la bourgeoisie pour les reconquérir. Ce que la « prise du pouvoir » implique réellement, c'est que la grande majorité de la classe ouvrière comprend enfin clairement sa capacité de gestion de la production et de la société — et s'organise à cette fin.

Ce texte n'est en aucune façon une étude économique de la Russie de 1917 à 1921. C'est, au mieux, une chronologie sélective de la vie du monde du travail. La plupart du temps, les faits parlent d'eux-mêmes. À certains moments, nous avons jugé opportun de présenter notre propre point de vue, surtout quand nous sentions que tous les protagonistes de certains grands débats historiques avaient tort, ou restaient prisonniers de tel ou tel système d'idées qui les empêchait de comprendre le véritable sens de ce qui arrivait. Nous ne faisons allusion aux événements et aux étapes de la Guerre Civile que pour donner le contexte de certaines controverses, — et pour en finir une fois pour toutes avec l'argument classique selon lequel beaucoup de mesures décrites furent prises « à cause de la Guerre Civile ».

On nous reprochera probablement d'avoir, d'un bout à l'autre du récit, insisté sur les différentes luttes intérieures du Parti et non sur les actions de millions d'hommes qui, pour une raison ou une autre, n'ont jamais rejoint le Parti ou qui, dès le début, comprirent à quoi aboutissait sa politique. L'« accusation » a un certain fondement, mais ce défaut est presque inévitable. Les aspirations de milliers d'individus, leurs doutes, leurs hésitations, leurs espoirs, leurs sacrifices, leur désir de transformer les conditions de leur vie quotidienne et leur lutte pour y parvenir, ont sans aucun doute autant contribué à « faire » l'histoire que les résolutions des Congrès du Parti et les discours des dirigeants. Mais une activité qui n'a ni règles, ni statuts, ni tribunes, ni chantres, appartient presque par définition à ce que l'histoire écrite efface. Une conscience du problème — si aiguë soit-elle — ne remplacera pas le matériel perdu. Et un essai comme celui-ci est en grande partie affaire de documents. Les masses font l'histoire — mais elles ne l'écrivent pas. Ceux qui l'écrivent ont dans la plupart des cas d'autres soucis — que ce soit le culte des ancêtres ou la justification rétrospective — que la présentation équilibrée des faits.

Il y aura aussi un autre genre de critiques. On ne mettra pas en question l'exactitude des citations de Trotsky et de Lénine, mais on affirmera qu'elles sont « sélectives », et que « d'autres choses aussi » ont été dites. Une fois de plus, nous plaidons coupable. Mais il faut souligner qu'il y a déjà suffisamment d'hagiographies dans le commerce (comme celle de Deutscher par exemple) dont «

l'objectivité » n'est que le masque d'un travail apologétique fort habile. Il y a du reste une autre raison pour exhumer ce matériel. Cinquante années après la révolution — et alors qu'il n'y a plus d'« isolement » depuis fort longtemps — il est évident que le système bureaucratique russe n'a pas grand-chose à voir avec le modèle de la Commune de Paris (délégués élus et révocables, ne recevant que l'équivalent d'un salaire d'ouvrier, etc.) auquel fait allusion Lénine dans « *L'État et la Révolution* ». En fait, il est difficile de trouver dans la théorie marxiste une anticipation de ce qu'est la structure sociale russe. Il nous semble donc plus pertinent de citer les déclarations des dirigeants bolcheviques de 1917 qui jouèrent un rôle sur l'évolution de la société russe que celles qui, comme les discours des dirigeants travaillistes le 1er Mai, sont restées pour toujours dans le domaine de la rhétorique.

## Note sur les dates

**Le 14 février 1918, la Russie abandonnait le vieux calendrier Julien et adoptait le calendrier Grégorien utilisé en Europe de l'Ouest. Le 1er Février devint le 14. Nous avons conservé l'ancien système jusqu'à cette date, et utilisé le nouveau après.**

# 1917

## Février

Grèves et émeutes provoquées par la famine à Pétrograd ; violentes manifestations contre le gouvernement. Des troupes envoyées pour rétablir l'ordre fraternisent avec les manifestants. Les soviets réapparaissent dans plusieurs villes, pour la première fois depuis 1905.

## 27 Février

*Abdication de Nicolas II.* Formation d'un gouvernement provisoire (avec le Prince Lvoff comme Premier Ministre).

## Mars

Comités d'Usines et d'ateliers<sup>18</sup>, Conseils Ouvriers et Conseils des Anciens apparaissent dans tous les grands centres industriels de la Russie occidentale. D'emblée, leurs revendications ne portent pas uniquement sur les salaires et les horaires, mais mettent en question de nombreuses prérogatives de la direction. Dans bien des cas, les Comités d'usine se créèrent parce que les anciens propriétaires ou directeurs avaient disparu pendant la tourmente de Février. On permit à la plupart de ceux qui revinrent plus tard de reprendre leurs anciennes fonctions - mais ils durent accepter les Comités d'Usine. « Le prolétariat, écrivait Pankratova<sup>19</sup>, sans attendre une sanction législative commença à fonder presque simultanément toutes ses organisations : les Soviets des députés ouvriers, les syndicats et comités d'usines »<sup>20</sup>. Une formidable poussée ouvrière se développait dans toute la Russie.

---

<sup>18</sup> « Fabzavkomy » : abrégé de « fabrichno-zavodnye komitety ».

<sup>19</sup> Anna Mikhailovna Pankratova adhéra au parti bolchevik en 1919, alors qu'elle était étudiante à l'Université d'Odessa. Elle écrivit de nombreux ouvrages sur l'histoire du mouvement ouvrier russe, et devint plus tard professeur à l'Université de Moscou et à l'Académie des Sciences Sociales. En 1952 elle fut élue au Comité Central du Parti et l'année suivante devint directrice du journal du parti *Voprosii Istorii* (Questions d'histoire). Elle mourut en 1957. Publiée avant l'ère de déformation systématique de l'histoire, sa brochure sur les Comités d'usine contient des informations intéressantes. La portée et la lucidité de son travail sont toutefois sérieusement limitées par son acceptation de deux postulats bolcheviques fondamentaux : a) que « le rôle des Comités d'usine prend fin soit avec le reflux de la Révolution, soit avec la victoire de celle-ci », et (b) que « les mots d'ordre et les tendances qui montaient des profondeurs de la classe ouvrière recevaient leur formulation, leur contenu idéologique et leur ciment organisationnel avec l'aide du parti (...). La lutte pour le contrôle ouvrier se fit sous la direction du Parti qui avait permis (*sic*) au prolétariat de prendre le pouvoir politique et économique » (Pankratova, « Les Comités d'usines en Russie »... pp. 16-17).

<sup>20</sup> A.M. Pankratova, *Fabzavkomy Rossii v borbe za sotsialisticheskuyu fabriku* (Les Comités d'usine russes dans la lutte pour l'usine socialiste), Moscou, 1923 p. 9. Une partie de cet important document a été publiée dans le N° 4 (décembre 1967) de la revue française *Autogestion* (le numéro des pages renvoie à la version française).

## 10 Mars

Première défaite avouée d'un nombre important de patrons. Un accord signé entre le Comité Exécutif du Soviet de Pétrograd et l'Association des industriels de Pétrograd, garantit la journée de 8 heures dans certaines entreprises et « reconnaît » quelques Comités. La plupart des autres employeurs refusèrent d'en faire autant. Le 14 Mars, par exemple, le Comité du commerce et de l'industrie déclara que « la question de la journée de 8 heures ne peut pas être résolue par un accord réciproque entre patrons et ouvriers, car son importance en fait une affaire d'État ». Ce fut là-dessus que les Comités d'usine livrèrent leur première grande bataille. La journée de 8 heures fut bientôt la règle à Pétrograd ; parfois avec le consentement, donné à contre-cœur, des employeurs — et parfois imposée unilatéralement par les ouvriers. La « reconnaissance » des Comités d'usine fut beaucoup plus difficile à imposer, les patrons et l'État se rendant compte de la menace que cette forme d'organisation représentait pour eux.

## 2 Avril

*Conférence préparatoire des Comités d'usine des Industries de Guerre de Pétrograd*, réunie sur l'initiative des ouvriers du Département de l'Artillerie. La Conférence vota une « constitution d'usine » dont les paragraphes 5 à 7 représentent la position la plus avancée du moment en ce qui concerne les attributions des Comités : « Du comité d'usine viennent toutes les ordonnances concernant le règlement intérieur fixé par la loi (comme la réglementation du temps de travail, salaires, embauche et licenciement, congés, etc.), avec notification au directeur de l'usine ou de la section ». « Tout le personnel administratif : cadres supérieurs, chefs de section ou d'atelier, techniciens, est engagé avec l'accord du Comité d'usine qui doit en faire la déclaration lors de la réunion générale de toute l'usine, ou par l'intermédiaire des comités d'atelier ».

« Le Comité d'usine contrôle l'activité de la direction dans les domaines administratifs, économiques et techniques (...) Pour le tenir au courant, tous les documents officiels de la direction, le budget de production et le détail de tous les articles qui entrent ou sortent de l'usine doivent être présentés au représentant du Comité »<sup>21</sup>.

## 7 Avril

Publication des *Thèses d'Avril*, peu après le retour de Lénine de l'étranger à Pétrograd. L'unique référence au contrôle ouvrier se trouve dans la 8ème Thèse : « Notre tâche *immédiate* est non pas d'« introduire » le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au *contrôle* de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers ».

## 23 Avril

Le nouveau gouvernement dut faire quelques concessions verbales. Il passa une loi « reconnaissant » partiellement les Comités, mais qui restreignait prudemment leur influence, et faisait dépendre la solution de tous les problèmes essentiels de « l'accord réciproque des parties concernées » — ce qui revenait à dire que d'après la loi, les patrons n'étaient nullement tenus de traiter directement avec les Comités.

Les ouvriers ne firent pas grand cas des mesures prévues par la loi. Ils déterminèrent leurs propres droits, dans chaque usine, en élargissant les cadres de leur propre « constitution » d'usine, et, écrit Pankratova « en définissant les pouvoirs de leurs représentants selon les rapports des forces. Pas une ville, pas une entreprise plus ou moins importante où les ouvriers eux-mêmes ne commentèrent la loi du 23 Avril en inventant leurs propres « statuts », « règles » ou instructions »<sup>22</sup>.

Lénine écrit : « Il faut absolument exiger et, autant que possible, réaliser par la voie révolutionnaire, des mesures comme la nationalisation du sol, de toutes les banques et de tous les syndicats capitalistes ou, à tout le moins, un *contrôle immédiat* des Soviets des députés ouvriers et autres sur ces établissements, mesures qui n'ont rien à voir avec l'« introduction » du socialisme ». Sans ces mesures, « parfaitement réalisables, du point de vue économique », il est « impossible de

---

<sup>21</sup> *Ibid.* pp. 12-13.

<sup>22</sup> *Ibid.* p. 12.

guérir les blessures causées par la guerre et de conjurer la catastrophe imminente »<sup>23</sup>. Aux idées fondamentales de Lénine sur le contrôle ouvrier comme « moyen de pression sur les capitalistes » et « moyen de conjurer la catastrophe imminente », allait s'ajouter rapidement une troisième qui revient souvent dans les écrits de Lénine de cette période. C'est la conception du contrôle ouvrier comme « prélude à la nationalisation ». Par exemple : « Nous devons dès maintenant préparer les Soviets des députés ouvriers, le Soviet des députés des employés de Banque, etc.. à procéder à l'adoption de mesures pratiques et réalistes pour la fusion de toutes les banques en une seule banque nationale, qui seraient suivies par l'établissement du contrôle des Soviets de députés ouvriers sur les banques et les syndicats capitalistes et ensuite par leur nationalisation »<sup>24</sup>.

## Mai 1917

Le nombre de patrons qui devaient « tenir tête » aux Comités d'usine augmentait sans cesse. La presse bourgeoise lança une campagne massive contre la journée de 8 heures et contre les Comités, essayant de discréditer les ouvriers aux yeux des soldats en les présentant comme des éléments paresseux, cupides, bons à rien, qui conduisaient le pays à la ruine avec leurs revendications « abusives ». La presse ouvrière expliquait patiemment les causes réelles de la stagnation industrielle, et quelles étaient les véritables conditions de vie de la classe ouvrière. Sur l'invitation de nombreux Comités d'usines, des délégués de l'armée arrivèrent pour se rendre compte eux-mêmes sur place de la situation à « l'arrière » — et purent ainsi confirmer publiquement que les ouvriers ne mentaient pas...

### 17 Mai

Lénine appuie explicitement dans la *Pravda* le mot d'ordre du contrôle ouvrier, déclarant que « les travailleurs doivent demander la réalisation *immédiate* du contrôle, *effectif* et sans exceptions, par les travailleurs eux-mêmes »<sup>25</sup>.

### 20 Mai

Lénine présente un projet pour un nouveau programme du Parti : « Le Parti lutte pour une république ouvrière et paysanne plus démocratique dans laquelle la police et l'armée permanentes seront complètement abolies, et remplacées par l'armement généralisé du peuple, par une milice populaire. Non seulement tous les fonctionnaires seront élus, mais ils pourront être révoqués à tout moment à la demande de la majorité des électeurs. Tout fonctionnaire, sans exception, aura un salaire qui n'excédera pas le salaire moyen d'un ouvrier qualifié ». Au même moment, Lénine appelle à la « *participation* (c'est nous qui soulignons, M. B.) inconditionnelle des travailleurs au contrôle des affaires des cartels » — qui pourrait être obtenue « par un décret qui pourrait être rédigé en un seul jour »<sup>26</sup>. L'idée selon laquelle la « participation ouvrière » peut être introduite par des moyens législatifs (c'est-à-dire par le haut), a donc un précédent illustre.

### 20 Mai

*Conférence des Comités d'usine de Kharkov.* Par certains côtés, les provinces étaient en avance sur Pétrograd et Moscou. La conférence de Kharkov demanda que les Comités d'usine deviennent « des organes de la Révolution... cherchant à consolider ses victoires ». « Les Comités d'usine doivent prendre en main la production, la sauvegarder, la porter à son point maximum (...) Enfin, ils sont chargés de la fixation des salaires, des conditions d'hygiène, du contrôle de la qualité technique des produits, de l'élaboration des règlements intérieurs et de la solution des conflits »<sup>27</sup>. Certains délégués non bolcheviks n'hésitent pas à proposer que les comités prennent en charge directement *toutes* les fonctions de direction.

<sup>23</sup> V.I. Lénine, « Les Tâches du prolétariat dans notre Révolution », *Oeuvres Choisies*, Éditions en Langues Étrangères, Moscou, vol. 2, pp. 67-68. V.I. Lenin, « Political Parties and Tasks of the Proletariat » *Selected Works*, vol. 6, p. 62.

<sup>24</sup> V.I. Lenin, « Political Parties and Tasks of the Proletariat » *Selected Works*, vol. 6, p. 62.

<sup>25</sup> V.I. Lenin, « Materials on revision of Party Programme », *Ibid.*, pp. 116-117.

<sup>26</sup> V.I. Lenin, « Ruin is threatening », *Ibid.*, p. 142.

<sup>27</sup> I. Kriezel, *h istorii profdvizheniya g. Kharkova v 1917 godu* (sur l'histoire du mouvement syndicaliste à Kharkov en 1917. Cité par Pankra-tova, *op. cit.*, p. 15), Kharkov, 1921.

### 30 Mai-5 Juin

*Première Conférence générale des Comités d'usine de Pétrograd.* La Conférence se réunit dans le Palais de Tauride, dans la même pièce où trois mois auparavant s'était tenue la Douma (le parlement). La moitié au moins des Comités représentés venaient de l'industrie mécanique. « Les discours longs et ampoulés des parlementaires bourgeois de la Douma avaient ici cédé la place aux répliques sincères, simples, généralement concises de « députés » qui venaient de quitter leur outils et leurs machines afin d'exprimer pour la première fois publiquement leurs humiliations et leurs besoins aussi bien de classe que d'êtres humains »<sup>28</sup>. Les délégués bolcheviks étaient majoritaires. Bien que la plupart de leurs interventions aient tourné autour de la nécessité d'introduire le contrôle ouvrier pour « rétablir l'ordre » et « maintenir la production », d'autres voix se firent entendre dans leurs rangs. Nemtsov, un métallurgiste bolchevik, déclara qu'« à l'heure actuelle, dans toutes les usines règne l'arbitraire. La marche de l'usine se trouve entre les mains de la seule administration supérieure : il faut introduire le principe de l'élection. Pour évaluer le travail effectué (...) nous n'avons pas besoin des décisions individuelles des contre-mâtres. Si nous introduisons le principe de l'élection, nous pourrions contrôler la production ». Un autre délégué, Naoumov, affirma qu'« en prenant entre nos mains le contrôle de la production, nous apprendrons pratiquement à travailler activement dans la production même et nous relèverons au niveau de la production socialiste future »<sup>29</sup>. Nous sommes ici bien loin de l'apologie de l'« efficacité » de la « direction par un seul homme » que firent ultérieurement les bolcheviks, et du système de nomination par en haut qu'ils appliquèrent plus tard.

La Conférence rencontra un écho considérable. Même M. I. Skobelev, le ministre du Travail menchevik dans le Gouvernement Provisoire, dut y prendre la parole. Son exposé est intéressant dans la mesure où il anticipe sur les propos que tiendront les bolcheviks avant la fin de l'année : « La régulation et le contrôle de l'industrie, c'est l'affaire de l'État. Toutes les classes, et tout particulièrement la classe ouvrière, doivent aider l'État dans son travail d'organisation ». Il déclara également que « le transfert des entreprises entre les mains du peuple à l'heure actuelle ne serait nullement utile à la Révolution ». La régulation de l'industrie était la fonction du Gouvernement, et non celle des Comités d'usine autonomes. « Ce que pourraient faire de mieux les comités pour servir la cause des ouvriers ce serait de devenir des unités subordonnées à un réseau national de syndicats »<sup>30</sup>. Rozanov, l'un des fondateurs des Syndicats ouvriers professionnels, exposa un point de vue similaire. Il affirma que « les fonctions des comités d'usine étaient éphémères » et que « les Comités d'usine devaient constituer les cellules de base des syndicats », mais il fut violemment critiqué. Tel est pourtant le rôle auquel, au bout de quelques mois, les réduisit la pratique bolchevique. Les bolcheviks critiquèrent cependant l'idée de Rozanov à ce moment-là (les syndicats étant encore en grande partie sous l'influence des mencheviks). Le discours de Lénine à la Conférence laissait entrevoir les mesures à venir. Il expliqua que le contrôle ouvrier signifiait qu'« une majorité de travailleurs devrait entrer dans les institutions responsables et que l'administration devrait rendre compte de ses actions aux organisations ouvrières les plus représentatives »<sup>31</sup>. Il était clair que, pour Lénine, le « contrôle ouvrier » impliquait une « administration » qui n'était pas celle des ouvriers eux-mêmes.

La résolution finale, approuvée par 336 délégués sur 421, déclarait que les Comités d'usine étaient « des organisations de lutte, élues sur la base de la démocratie la plus large et avec une direction collective ». Leurs objectifs étaient la « création de nouvelles conditions de travail ». La résolution demandait « l'organisation d'un contrôle minutieux des travailleurs sur la production et la distribution » et « une majorité prolétarienne dans toutes les institutions ayant un pouvoir exécutif »<sup>32</sup>.

Les semaines qui suivirent connurent une extension considérable des comités d'usine. Partout où ils étaient assez forts (déjà avant, mais surtout après la Révolution d'Octobre, quand ils furent soutenus

<sup>28</sup> A. Pankratova, *op. cit.*, p. 19.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>30</sup> *Pervaya Rabochaya konferentsiya fabrichno zavodskikh komitetov* (première Conférence ouvrière des Comités d'usine), Pétrograd, 1917.

<sup>31</sup> V. I. Lénine, *Sochineniya*, XX, p. 459.

<sup>32</sup> S. O. Zagorsky, *State Contract of Industry in Russia during the War*, New Haven, 1928, pp. 171-175.

par les Soviets locaux) les Comités « n'hésitèrent pas à évincer la direction, et assumèrent le contrôle direct de leurs usines respectives »<sup>33</sup>.

## 16 Juin

*Premier Congrès Panrusse des Soviets.*

## 20-28 Juin

Une conférence syndicale tenue à Pétrograd adopta une résolution qui stipulait que « les syndicats défendent les droits et les intérêts de la classe ouvrière (...) et ne peuvent donc assumer des fonctions administratives et économiques dans la production »<sup>34</sup>. Quant aux Comités d'usine, leur seul rôle était de vérifier « que les lois pour la défense des travailleurs et les conventions collectives conclues par les syndicats étaient respectées ». Les Comités d'usine devaient lutter pour l'entrée de tous les travailleurs de l'entreprise dans les syndicats. Ils devaient aussi « travailler pour renforcer et développer les syndicats, contribuer à l'unité dans leur lutte » et « renforcer l'autorité des syndicats aux yeux des travailleurs inorganisés »<sup>35</sup>. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui dominaient cette Conférence étaient pour le moins réticents vis-à-vis des Comités d'usine. Ils exprimèrent leur méfiance en insistant pour que les Comités soient élus *sur la base de listes présentées par les syndicats*. Les thèses bolcheviks, présentées à la conférence par Glebov-Avilov, proposaient la création et le rattachement à l'administration centrale des syndicats de « commissions de contrôle économique ». Ces commissions devaient être composées de membres des Comités d'usine et devaient coopérer avec ceux-ci dans chaque entreprise. Les Comités d'usine non seulement rempliraient des « fonctions de contrôle » pour les syndicats, mais ils dépendraient aussi financièrement du syndicat<sup>36</sup>.

La Conférence créa un Conseil Panrusse des Syndicats, dont les représentants furent élus *proportionnellement à la force numérique des diverses tendances politiques en présence* à la Conférence. Les bolcheviks jouaient alors sur les deux tableaux, cherchant à étendre leur influence, et dans les syndicats, et dans les Comités ; et quand la poursuite de ce double objectif exigeait qu'ils tiennent deux langages différents, ils n'hésitaient pas à le faire. Dans les syndicats étroitement contrôlés par les mencheviks, les bolcheviks demandaient une large autonomie pour les Comités d'usine ; dans les syndicats qu'ils contrôlaient eux-mêmes, ils montraient infiniment moins d'intérêt pour la chose.

Il faut rappeler ici en quelques mots quel fut le rôle des syndicats avant et immédiatement après la Révolution de Février. Avant 1917, les syndicats avaient eu relativement peu d'importance dans l'histoire du mouvement ouvrier russe. L'industrie russe en était encore à ses débuts. Le tsarisme (du moins jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) avait persécuté et condamné à la clandestinité l'organisation syndicale. « En supprimant le syndicalisme, le tsarisme — écrit Deutscher — avait, sans le vouloir, favorisé l'organisation politique révolutionnaire (...). Seuls les ouvriers les plus politisés, ceux qui étaient prêts à aller en prison et en exil pour leurs convictions, pouvaient désirer rejoindre les syndicats dans ces circonstances (...) Alors qu'en Grande-Bretagne le Labour Party avait été créé par les syndicats, les syndicats russes, dès leur formation, vécurent à l'ombre du mouvement politique »<sup>37</sup>. L'analyse est correcte, mais elle a cependant des implications plus profondes, que Deutscher lui-même n'a probablement pas saisi. Les syndicats russes, en 1917, reflétaient justement ce développement spécifique du mouvement ouvrier russe. D'un côté, les syndicats étaient les auxiliaires des partis politiques, qui les utilisaient pour recruter des adhérents et comme une masse à manœuvrer<sup>38</sup> ; de l'autre, le mouvement syndical, qui avait connu un certain renouveau après février

<sup>33</sup> R.V. Daniels, *The Conscience of the Revolution*, Harvard University, Press, 1960, p. 83.

<sup>34</sup> Tretya vserossiiskaya konferentsiya professionalnykh soyuzov : Rezolyutsii prinyatiya na zasedaniakh konferentsii 20-28 Jyunya 3-11 Iyulya 1917 g. (Troisième Conférence Panrusse des Syndicats : résolutions adoptées aux sessions de la Conférence du 20 juin - 28 juin et du 3-11 juillet 1917) Pétrograd, s. d., p. 18.

<sup>35</sup> *Ibid.*, paragraphe 6.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 323.

<sup>37</sup> I. Deutscher, *Soviet Trade Unions*, Royal Institute of International Affairs, London, 1950, p. 1-2.

<sup>38</sup> Nous ne « dénonçons » pas l'influence des partis politiques dans les syndicats ; nous ne défendons pas des slogans simplistes du genre « pas de politique dans les syndicats ». Nous nous bornons à décrire la situation en Russie en 1917 du point de vue des rapports entre partis et syndicats, en insistant sur les éléments de cette situation qui eurent

1917, était animé par les ouvriers les plus avancés : la direction des divers syndicats reflétait l'influence prédominante d'une sorte d'élite intellectuelle, favorable d'abord aux mencheviks et aux socialistes -révolutionnaires, et qui, dans des proportions variables, se rallia plus tard aux bolcheviks. Il est important de comprendre que, dès le début de la révolution, les syndicats étaient étroitement contrôlés par les organisations politiques (ce qui explique du reste la facilité avec laquelle le Parti put manipuler ultérieurement les syndicats). Cela explique aussi en partie pourquoi les syndicats (et leurs problèmes) furent fréquemment le champ de bataille où les dirigeants du parti réglèrent à plusieurs reprises leurs divergences politiques. Si on ajoute à cela le fait que tout le développement antérieur du Parti (y compris sa structure fortement centralisée et ses conceptions d'organisation de type hiérarchique) avait tendu à le séparer de la classe ouvrière, on peut comprendre à quel point tout s'opposait, dans ce contexte, à l'expression *autonome*, ou même à la défense des aspirations réelles de la classe ouvrière. Dans une certaine mesure, celles-ci purent s'exprimer plus facilement à travers les Soviets que dans le parti ou les syndicats.

Quoiqu'il en soit, le nombre de travailleurs syndiqués augmenta rapidement après Février, car les ouvriers mirent à profit leur liberté nouvellement acquise. « Pendant les premiers mois de 1917, le nombre des adhérents (des syndicats) passa de quelques milliers à un million et demi (...). Mais le rôle qu'ils jouèrent fut sans rapport avec leur force numérique (...). Les grèves de 1917 n'eurent jamais l'envergure et la force de celles de 1905 (...). L'effondrement économique de la Russie, l'inflation galopante, la rareté des biens de consommation, etc., faisaient que la lutte pour les revendications « économiques » immédiates habituelles semblait très peu réaliste. Si on y ajoute la menace de mobilisation suspendue au-dessus de la tête de tout gréviste éventuel, on comprend que la classe ouvrière ne fut pas disposée à lutter pour des avantages économiques limités et des réformes partielles. Ce qui était en jeu, c'était l'ordre social russe dans son ensemble »<sup>39</sup>.

### **Juin - Juillet**

Efforts persistants des mencheviks pour subordonner complètement les Comités d'usine et de fabrique aux syndicats. Mais les Comités résistèrent victorieusement grâce à une alliance temporaire d'anarchistes — qui s'y opposaient par principe — et de bolcheviks poussés par des considérations tactiques. Le mouvement autonome des Comités d'usine atteignit son plus haut degré de développement et son expression la plus combattante dans la construction mécanique<sup>40</sup> (ce qui explique la rigueur dont durent faire preuve les bolcheviks en 1922 pour en finir avec l'indépendance des organisations des ouvriers de l'industrie mécanique).

### **26 Juillet - 3 Août**

#### *Sixième Congrès du Parti*

Milioutine déclare : « nous nous tiendrons sur la crête de la vague de revendications économiques du mouvement des ouvriers et nous transformerons ce mouvement spontané en un mouvement politique conscient contre le pouvoir d'État existant »<sup>41</sup>.

### **7- 12 Août**

« Deuxième conférence des Comités d'usine de Pétrograd, ses environs et les Provinces voisines », à l'Institut Smolny.

La Conférence décida que 0,25% des salaires de tous les travailleurs représentés devrait servir à soutenir un « Soviet Central des comités d'usine », ce qui le rendrait indépendant financièrement des syndicats<sup>42</sup>.

---

une influence sur le développement ultérieur de la Révolution russe.

<sup>39</sup> I. Deutscher, *Ibid.*, p. 13.

<sup>40</sup> Voir les statistiques sur les grèves politiques dans le texte de V.L. Meller et A.M. Pankratova *Rabocheye dvizheniye v 1917*, (Le mouvement ouvrier en 1917), pp. 16 et 20. Voir aussi M.G. Fleer *Rabocheye dvizheniye v godu voïny* (Le mouvement ouvrier pendant les années de guerre), Moscou, 1925, pp. 4-7.

<sup>41</sup> *Shestoi s'yezd RSDRP (b) : Protokoly* (Le Sixième Congrès du POSDR (b) : comptes rendus [1917], Moscou, IMEL, 1934, p. 134.

<sup>42</sup> *Oktyabrikaya revoliutsiya i fabzavkomy : materialy po istorii fabri-chno ~ zavidskikh komitetov* (La Révolution d'Octobre et les Comités d'usine : matériaux pour une histoire des Comités d'usine), Moscou, 1927-1929, 3 vols.,

Les militants de base des Comités d'usine assistèrent à la création de ce « Soviet Central » avec des sentiments assez mélangés. D'une part, ils comprenaient très bien la nécessité d'une coordination ; mais ils voulaient également que cette coordination soit organisée par la base, par eux-mêmes. Ils étaient nombreux à se méfier des motivations des bolcheviks, qui avaient pris l'initiative de proposer la création bureaucratique de ce « Soviet Central ». Le bolchevik Skrypnik, parlant des difficultés rencontrées par le Soviet Central des Comités d'usine, les attribuait plus tard « en partie aux travailleurs eux-mêmes ». Les Comités d'usine « étaient peu disposés à libérer leurs membres pour qu'ils puissent travailler au Centre ». Quelques Comités « s'abstinrent de participer au Soviet Central parce que les bolcheviks y prédominaient »<sup>43</sup>. V.M. Levine, un autre bolchevik se plaignait de ce que « les travailleurs ne faisaient pas de distinction entre la notion de contrôle et celle d'expropriation »<sup>44</sup>.

La seconde Conférence adopta un grand nombre de statuts, réglant le travail des Comités, signalant quels étaient les devoirs de la direction (sic !), les procédures d'élection des Comités, etc.<sup>45</sup>. Il fut décidé que « tous les décrets des comités d'usine » auraient force de loi « pour l'administration de l'usine comme pour les travailleurs et les employés — à moins que ces décrets soient abolis par le Comité lui-même, ou par le Soviet Central des Comités d'usine ». Les comités devaient se réunir régulièrement *pendant les heures de travail*, les réunions ayant lieu aux jours décidés par les Comités eux-mêmes. Les patrons verseraient aux membres des Comités leur salaire intégral, même quand ceux-ci s'occupaient des affaires du Comité. Si un membre du Comité d'usine abandonnait son travail pour se consacrer aux affaires du Comité, il lui suffisait d'en avvertir le personnel administratif compétent. Entre les réunions, des membres élus occuperaient des locaux à l'intérieur de l'usine, où ils pourraient recevoir les informations des ouvriers et employés. L'administration de l'usine fournirait des fonds « pour le fonctionnement et les activités des Comités ». Les Comités d'usine auraient le droit de « contrôler la composition de l'administration et de renvoyer ceux qui seraient incapables de garantir des rapports normaux avec les travailleurs, ou qui seraient par ailleurs incompétents ». « Aucun membre du personnel administratif ne pourra entrer en fonctions sans le consentement du Comité d'usine, qui devra faire connaître ses décisions dans les Assemblées générales de l'usine, ou par l'entremise des Comités de section ou d'atelier ». C'était également au Comité d'usine de fixer le « règlement intérieur » de l'usine (temps de travail, salaires, congés, etc.). Les Comités d'usine auraient leur propre presse et devraient « informer les travailleurs et employés de l'entreprise des décisions prises en les affichant dans un endroit visible par tous ». Mais, comme devait le rappeler avec réalisme le bolchevik Skrypnik à la Conférence, « nous ne devons pas oublier que ce ne sont pas des statuts normaux approuvés par le Gouvernement. Il s'agit de notre plate-forme, des revendications de base qui doivent guider notre lutte ». La légitimité de ces revendications était fondée sur le « droit coutumier révolutionnaire ».

### 3 Août

Le Gouvernement provisoire lance une campagne contre les Comités d'usine dans les chemins de fer. Le vice-ministre de la marine, Kukel, propose la proclamation de la loi martiale dans les chemins de fer et la création de commissions mandatées pour « dissoudre les Comités ». (C'est la voix de la bourgeoisie en 1917 — et non pas celle de Trotsky en août 1920 ! Voir là-dessus *août 1920*).

À une réunion de « discussion avec la base » patronnée par le Gouvernement provisoire et qui eut lieu à Moscou le 10 Août, le rapporteur Radionov attribua à l'existence des Comités la responsabilité de l'état catastrophique des chemins de fer. « Selon l'enquête faite au Congrès des chefs de chemin de fer, sur les 37 voies, 5 531 hommes ont été désignés pour participer aux Comités. Ces personnes sont libérées de tout service. Si l'on calcule que chacune d'elles touche en moyenne 2000 roubles, (minimum) on comprend alors que cette plaisanterie coûte à l'État 11 millions de roubles. Cela concerne 37 voies et il y en a plus de 60 ... »<sup>46</sup> (29).

Struve, l'idéologue et économiste bourgeois bien connu, écrivait à la même époque : « De même

---

I, pp. 229,259. Ces volumes (cités dorénavant comme *Okt. Rev. i Fabzavkomy*) sont la source la plus utile dont nous disposons sur les Comités d'usine.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 190.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 171.

<sup>45</sup> Les volumes de *Okt. Rev. i Fabzavkomy* en donnent une description minutieuse.

<sup>46</sup> A. Pankratova, *op. cit.*, p. 25

que, dans le domaine militaire, l'élimination des officiers par les soldats est la destruction de l'armée (car elle signifie la légalisation du droit à la révolte, incompatible avec son existence même), ainsi dans le domaine économique, la substitution du pouvoir du patron par la direction des ouvriers est la destruction de l'ordre normal de la vie économique de toute entreprise »<sup>47</sup>. Ce même mois, une Conférence patronale se tint un peu plus tard à Pétrograd. Elle créa une Union des Associations Patronales dont la principale mission, selon son président Bymanov, était « l'élimination de l'ingérence des Comités d'usine dans les fonctions directoriales ».

### 11 Août

Parution du premier numéro de *Goloss Trouda*, publié en Russie par l'Union de Propagande anarcho-syndicaliste.

### 25 Août

*Goloss Trouda* publie un éditorial célèbre intitulé « Questions de l'heure » : « Nous disons aux ouvriers, aux paysans, aux soldats, aux révolutionnaires russes : avant tout et surtout, *continuez la Révolution*. Continuez à vous organiser solidement et à relier entre eux vos organismes nouveaux : vos communes, vos unions, vos comités, vos Soviets. Continuez — avec fermeté et persévérance, toujours et partout — à participer de plus en plus largement, de plus en plus efficacement, à l'activité économique du pays. Continuez à prendre entre vos mains, c'est-à-dire entre les mains de vos organisations, toutes les matières premières et tous les instruments indispensables pour votre travail. Continuez à éliminer les entreprises privées. Continuez la Révolution ! N'hésitez pas à affronter la solution de toutes les questions brûlantes de l'actualité. Créez partout les organes nécessaires pour réaliser ces solutions. Paysans, prenez la terre et mettez-la à la disposition de vos propres comités. Ouvriers, préparez-vous à mettre entre les mains et à la disposition de vos propres organismes sociaux — partout sur place — les mines et le sous-sol, les entreprises et les établissements de toutes sortes, les usines et les fabriques, les ateliers, les chantiers et les machines »<sup>48</sup>. Trois mois plus tard, le numéro 14 du même journal pressait les lecteurs de commencer immédiatement à « organiser la vie économique et sociale du pays sur des bases nouvelles. Alors commencera à se réaliser facilement, et d'une façon naturelle, une sorte de « dictature du travail ». Et le pays entier saura, peu à peu, s'y faire ».

Il y eut pendant cette période un certain nombre de grèves importantes (grèves des tanneurs et des ouvriers du textile de la région de Moscou, des ouvriers de l'industrie des constructions mécaniques de Pétrograd, des ouvriers du pétrole de Bakou, des mineurs du Donbas). « On y relève un trait commun caractéristique : les patrons faisaient des concessions en augmentant les salaires, mais refusaient catégoriquement de reconnaître les droits des Comités d'usine. Les ouvriers en grève (...) défendaient jusqu'au bout non pas tant l'augmentation des salaires que la reconnaissance des droits de leurs organisations d'usine »<sup>49</sup>. Le droit pour les Comités de décider de l'embauche et du licenciement était l'une des revendications les plus importantes. De plus en plus nombreux étaient ceux qui voyaient les faiblesses de la « loi » du 23 avril, et chez qui la revendication du pouvoir pour les Soviets commençait à rencontrer un écho. « Ainsi dans la lutte pour la « constitution d'usine » la classe ouvrière a compris la nécessité de devenir elle-même le maître de l'entreprise »<sup>50</sup>.

### 28 Août

En réponse à la campagne chaque jour plus violente de la presse bourgeoise contre les Comités d'usine et « l'anarchisme de la classe ouvrière », le menchevik Skobelev, ministre du travail publia sa fameuse « circulaire N° 421 » interdisant les réunions des Comités d'usines pendant les heures de travail (« étant donné qu'il est nécessaire de consacrer toutes les énergies et toutes les secondes à un travail intensif »). La circulaire autorisait la direction à déduire des salaires le temps perdu par les travailleurs en assistant aux réunions des Comités. Et cela au moment même où Kornilov marchait sur Pétrograd, et où « les ouvriers se dressaient menaçants, prêts à défendre la révolution sans se soucier

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>48</sup> Nous donnons la version française de Voline (1947), pp. 244 et 249.

<sup>49</sup> A. Pankratova, *Ibid.*, p. 29. Où l'on voit ce qu'il faut penser de la thèse du *Que faire* selon laquelle la classe ouvrière « par ses seules forces, ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste ».

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 36.

de savoir s'ils le faisaient ou non pendant les heures de travail »<sup>51</sup>.

## Septembre

Le Parti Bolchevik obtient la majorité dans les Soviets de Pétrograd et de Moscou.

### 10 Septembre

*Troisième Conférence des Comités d'usine.* Le 4 Septembre, une autre circulaire du Ministère du Travail spécifiait que le droit d'embauche et de licenciement des ouvriers appartenait au propriétaire de l'entreprise. Le Gouvernement Provisoire, qui commençait à regarder avec la plus grande inquiétude le développement des Comités d'usine, s'efforçait désespérément de limiter leur pouvoir. Le menchevik Kolokolnikov assistait à la Conférence comme représentant du Ministère du Travail. Il prit la défense des circulaires. Il « expliqua » que les circulaires ne privaient pas les travailleurs du droit de contrôle sur l'embauche et le licenciement... mais seulement du droit d'embaucher et de licencier. « Comme les bolcheviks le firent eux-mêmes plus tard, Kolokolnikov définissait le contrôle comme supervision des décisions, par opposition au droit de prendre les décisions »<sup>52</sup> (35). À la Conférence, un ouvrier appelé Afinogenev affirma que « tous les partis, y compris les bolcheviks, faisaient miroiter aux yeux des travailleurs la promesse du Royaume de Dieu sur la terre dans une centaine d'années (...). Nous n'avons pas besoin d'améliorer notre condition dans une centaine d'années, mais maintenant, immédiatement »<sup>53</sup> (36). La Conférence, qui n'eut que deux sessions, décida qu'elle chercherait à obtenir l'abolition immédiate des circulaires.

### 14 Septembre

Réunion d'une *Conférence Démocratique* organisée par le gouvernement. Soulignant que les tâches des Comités d'usine « diffèrent essentiellement » de celles des syndicats, les bolcheviks demandèrent 25 sièges pour les Comités d'usine (c'est-à-dire un nombre égal à celui que le gouvernement avait accordé aux syndicats).

### 26 Septembre

Lénine écrit : « le gouvernement des Soviets doit introduire immédiatement, d'un bout à l'autre de l'État, le contrôle ouvrier sur la production et la distribution ». « Un tel contrôle mettra en échec (...) la famine et la catastrophe d'une ampleur sans précédent dont la menace grandit de semaine en semaine »<sup>54</sup>. Depuis plusieurs semaines les patrons, de plus en plus fréquemment, utilisaient le lock-out pour essayer de briser le pouvoir des Comités. Entre mars et août 1917, 586 entreprises employant plus de 100.000 ouvriers fermèrent leurs portes<sup>55</sup>, parfois à cause du manque de combustible et de matières premières, mais le plus souvent parce que les patrons essayaient ainsi d'échapper au pouvoir sans cesse grandissant des Comités. Le « contrôle ouvrier », c'était, entre autres choses, un moyen de mettre fin à de telles pratiques.

### 1er Octobre

Publication de « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? », de Lénine. Ce texte contient certains passages qui facilitent la compréhension des événements ultérieurs. Quand nous disons : « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre étant toujours *accompagné* de celui de la dictature du prolétariat, le *suivant* toujours, nous expliquons par là de quel État il s'agit (...) [S]'il s'agit de l'État prolétarien, *c'est-à-dire* de la dictature au prolétariat, le contrôle ouvrier *peut* devenir le *recensement* (souligné par Lénine, M. B.) national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits ». Dans le même texte Lénine définit le type « d'appareil socialiste »

<sup>51</sup> *Novy put* [Nouvelle Voie] du 15 Octobre 1917, N° 1-2. *Novy Put* était l'organe du Soviet Central des Comités d'usine.

<sup>52</sup> F.I. Kaplan, *Bolshevik Ideology and the Ethics of Soviet Labour. 1917-1920 : the Formative Years*, London, Peter Owen, p. 83.

<sup>53</sup> Okt. Rev. i Fabzavkomy, II, 23.

<sup>54</sup> V. I. Lenin, « The Aims of the Revolution », *Selected Works*, VI, p. 245-6.

<sup>55</sup> V. P. Milyutin, *Istoriya ekonomicheskogo razvitya SSSR, 1917-1927* (Histoire du développement économique de l'URSS), Moscou et Leningrad, 1927, p. 45.

(ou le cadre) dans lequel s'exercera la fonction de recensement (le contrôle ouvrier). « *Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable.* Les grandes banques constituent « l'appareil d'État » dont nous *avons besoin* pour réaliser le socialisme et que nous *prenons tout prêt* au capitalisme ; notre seule tâche est alors de *retrancher* de cet excellent appareil d'État ce qui en *fait un monstre capitaliste*, de le *renforcer encore*, de le rendre plus démocratique, plus universel (...). Une banque d'État, unique, vaste parmi les plus vastes, qui aurait des succursales dans chaque canton, auprès de chaque usine, voilà déjà les neuf dixièmes de l'appareil *socialiste* ». Selon Lénine, ce type d'appareil devra permettre une « *comptabilité* à l'échelle nationale, le *contrôle* à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits » et serait « quelque chose, pourrions-nous dire, comme la *charpente* de la société socialiste ». (C'est Lénine qui souligne).

Qu'il soit important d'enregistrer de façon exacte les données économiques, nul ne songera à le nier. Mais l'assimilation pure et simple chez Lénine du contrôle ouvrier, dans un « État ouvrier », au « recensement » (c'est-à-dire à la vérification de l'exécution de décisions déjà prises par d'autres) est tout à fait révélatrice. Nous ne trouverons pas un texte de Lénine qui identifie le contrôle ouvrier à la participation aux décisions fondamentales (c'est-à-dire à *l'initiative* de ces décisions) concernant la production (volume de la production, mode de fabrication, « coût » économique et social). Dans d'autres écrits de la même période, Lénine répète inlassablement que l'une des fonctions du contrôle ouvrier, c'est d'empêcher le sabotage des grands bureaucrates et fonctionnaires. « Quant aux cadres supérieurs (...) force sera de les traiter « avec rigueur », tout comme les capitalistes. Tout comme les capitalistes, ils *résisteront* (...). [O]n réussira peut-être, grâce au *contrôle ouvrier* (sur les capitalistes) à rendre toute résistance *impossible* »<sup>56</sup>. Pour Lénine, l'idée du « contrôle ouvrier » (comme moyen d'éviter le lock-out), ainsi que la demande, maintes fois présentée d'« ouverture des livres de compte » (comme moyen d'éviter le sabotage économique), étaient inséparables de la situation historique du moment et de *celle des mois qui allaient suivre la révolution*. Il envisageait une période pendant laquelle, dans un État ouvrier, la bourgeoisie pourrait conserver la propriété formelle et la gestion effective de la plus grande partie de la production. Le nouvel État, d'après Lénine, ne serait pas capable d'assurer immédiatement la bonne marche de l'industrie. Il y aurait donc une période de transition pendant laquelle il faudrait contraindre les capitalistes à coopérer avec le nouveau pouvoir. Le « contrôle ouvrier » n'était que l'instrument de cette contrainte.

### **10 Octobre**

*Quatrième Conférence des Comités d'Usine* de Pétrograd et de ses environs. La question principale à l'ordre du jour était la convocation de la première Conférence Panrusse des Comités d'usine.

### **10 Octobre**

*Quatrième Conférence des Comités d'Usine* de Pétrograd et de ses environs. La question principale à l'ordre du jour était la convocation de la première Conférence Panrusse des Comités d'usine.

### **13 Octobre**

*Goloss Trouda* réclame un « contrôle ouvrier total sur toutes les activités de l'usine, un contrôle réel et non fictif, contrôle de la réglementation du travail, de l'embauche et du licenciement, des horaires, des salaires et des méthodes de fabrication ». Soviets et Comités d'usine surgissent partout, à une vitesse incroyable. Ce développement tient au caractère absolument radical des problèmes auxquels devait faire face la classe ouvrière. Les Soviets et les Comités, infiniment plus près des réalités de la vie quotidienne que les syndicats, sauront être des porte-parole beaucoup plus efficaces des aspirations fondamentales des masses. Une propagande intensive pour les idées libertaires fut menée pendant toute cette période. « Pas un seul journal ne fut saisi, pas un seul tract, texte ou livre ne fut confisqué, pas un seul rassemblement ou meeting de masse interdit (...). À vrai dire, le Gouvernement était tout disposé à utiliser la manière forte contre les anarchistes et les bolcheviks à ce moment — là. Kérénski menaça à diverses reprises de « cautériser la plaie au fer rouge ». Mais le Gouvernement était sans pouvoir : la révolution battait son

---

<sup>56</sup> V.I. Lénine, *Oeuvres choisies*, Moscou, Editions en Langues Étrangères, s.d., t. 2, pp. 482-484.

plein »<sup>57</sup>. Comme nous l'avons déjà signalé, les bolcheviks, *pendant cette phase*, soutenaient encore les Comités d'usine. Ils y voyaient « le bélier qui portait des coup au capitalisme (...), organisations (...) du combat de classe créés par le prolétariat chez lui, sur son terrain, dès le début de la lutte »<sup>58</sup>. Ils voyaient aussi *dans le mot d'ordre* du « contrôle ouvrier » un moyen de saper l'influence des mencheviks dans les syndicats. Mais les bolcheviks se voyaient « entraînés par un mouvement qui par certains côtés les embarrassait fort, mais qu'ils ne pouvaient faire autrement que soutenir, car c'était une des forces motrices de la révolution »<sup>59</sup>. Au milieu de l'année 1917, le soutien des bolcheviks aux Comités d'usine avait pris de telles dimensions que les mencheviks en vinrent à les accuser d'« abandonner » le marxisme et de défendre des positions anarchistes. « En fait, écrit Deutscher Lénine et ses camarades restaient fermement attachés à la conception marxiste de l'État centralisé. Leur objectif immédiat n'était pas d'organiser la dictature centralisée du prolétariat, mais de décentraliser autant que possible l'État bourgeois et l'économie bourgeoise, car il s'agissait là d'une condition nécessaire du succès de la Révolution. Or dans le domaine économique, les Comités d'usine, organes créés sur les lieux mêmes de travail, étaient des instruments de subversion beaucoup plus puissants et efficaces que les syndicats. Ceux-ci furent donc relégués au second plan... »<sup>60</sup>. On ne saurait dire de façon plus nette et précise pourquoi les bolcheviks, pendant cette phase, apportèrent leur soutien à l'idée du contrôle ouvrier et à son expression organisationnelle, les Comités d'usine. Aujourd'hui, seule la pure et simple ignorance — ou la ferme volonté de se tromper soi-même — peut permettre encore à certains de croire ou de feindre de croire que le pouvoir ouvrier *dans la production* ait jamais été l'un des principes ou des objectifs fondamentaux du bolchevisme.

## 17-22 Octobre

*Première Conférence Panrusse des Comités d'usine*, convoquée par *Novy Put* [Nouvelle voie], un journal « fortement influencé par une sorte d'anarcho-syndicalisme d'un genre nouveau, quoique qu'il n'y eût pas d'anarcho-syndicalistes à proprement parler dans son comité de rédaction »<sup>61</sup>. Selon des sources bolcheviks ultérieures, sur les 137 délégués qui assistaient à la Conférence il y avait 86 bolcheviks, 22 socialistes-révolutionnaires, 11 anarcho-syndicalistes, 8 mencheviks, 6 « maximalistes » et 4 « sans parti »<sup>62</sup>. Les bolcheviks étaient sur le point de prendre le pouvoir, et leur attitude envers les Comités d'usine commençait à changer. Schmidt, futur Commissaire du Travail dans le gouvernement de Lénine, décrivit ce qui s'était passé dans beaucoup de régions. « Quand les Comités se formèrent, les syndicats n'existaient pratiquement pas. Les Comités d'usine comblèrent ce vide »<sup>63</sup>. Un autre orateur bolchevik affirma que « le développement de l'influence des Comités d'usine s'est effectué bien entendu aux dépens des organisations économiques centralisées de la classe ouvrière comme les syndicats. Il s'agit bien sûr d'un processus tout à fait anormal, qui a abouti dans la pratique à des résultats tout à fait indésirables »<sup>64</sup>. Un délégué d'Odessa défendit un autre point de vue. Il déclara que « les commissions de contrôle ne doivent pas être de simples commissions de surveillance, elles doivent être les cellules de l'avenir qui dès maintenant, préparent le transfert de la production entre les mains des ouvriers »<sup>65</sup>. Un orateur anarchiste affirma que « les syndicats veulent dévorer les Comités d'usine. Les gens ne sont pas mécontents des Comités d'usine, mais ils sont mécontents des syndicats. Pour les ouvriers, le syndicat est une forme d'organisation imposée de l'extérieur. Les Comités sont plus près d'eux ». Insistant sur un thème qui allait revenir souvent dans ces discussions, il souligna que « les Comités d'usine sont les cellules de l'avenir... Ce sont eux, et non l'État, qui devraient maintenant gérer le pays »<sup>66</sup>. Lénine, lui, était parfaitement conscient pendant cette période de

<sup>57</sup> G. P. Maximoff, *Syndicalists in the Russian Revolution*, « Direct Action » pamphlet N° 11, p. 6.

<sup>58</sup> A. Pankratova, *op. cit.*, p. 5.

<sup>59</sup> E. H. Cari, *The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, Penguin éd., vol. 2, p. 80.

<sup>60</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, pp. 15-16.

<sup>61</sup> G. P. Maximoff, *op. cit.*, pp. 11-12.

<sup>62</sup> Okt. Rev. i Fabzavkomi, II, p. 114.

<sup>63</sup> *Ibid.*, II, P. 188.

<sup>64</sup> *Ibid.*, II, p. 190.

<sup>65</sup> *Ibid.*, II, p. 180.

<sup>66</sup> *Ibid.*, II, p. 191.

l'énorme importance des Comités d'usine ... comme un instrument pour aider le Parti Bolchevik à prendre le pouvoir. Selon Ordzhoni-kidzé il affirma même à l'époque que « nous devons déplacer le centre de gravité vers les Comités d'usine. Les Comités d'usine doivent devenir les organes de l'insurrection. Nous devons changer notre mot d'ordre et au lieu de dire « tout le pouvoir aux Soviets » nous devons dire : « Tout le pouvoir aux Comités d'usine »<sup>67</sup>. La Conférence vota une résolution proclamant que le contrôle ouvrier — *dans les limites que lui assignait la Conférence* — n'était possible que sous la domination politique et économique de la classe ouvrière. Elle mettait en garde contre les actions « isolées » et « désorganisées » et déclarait « incompatible avec les buts du prolétariat la mainmise des ouvriers sur les entreprises où ils travaillent, à leur profit personnel »<sup>68</sup>.

### 25 Octobre

*Le Gouvernement Provisoire de Kérenski est renversé. Élection du Conseil des Commissaires du Peuple (Sovnarkom) lors de la première séance du Second Congrès Panrusse des Soviets.*

### 26 Octobre

Au Second Congrès Panrusse des Soviets, les porte-parole bolcheviks lancèrent cet appel aux ouvriers de Pétrograd : « La Révolution a vaincu. Tout le pouvoir est passé aux Soviets (...). De nouvelles lois seront édictées ces jours-ci sur la question ouvrière : l'une des plus importantes portera sur le contrôle ouvrier de la production et la normalisation de l'industrie. Les grèves et les manifestations sont nuisibles à Pétrograd. Nous vous prions de cesser immédiatement toutes les grèves économiques et politiques, de reprendre le travail et de l'accomplir en ordre parfait (...) Chacun à sa place ! Le meilleur moyen de soutenir le gouvernement des Soviets en ces jours est d'accomplir son travail »<sup>69</sup>. Pankratova, ajoute, apparemment sans la moindre ironie, que « par cet appel au travail et à l'édification de la nouvelle usine qui venait d'être conquise commença le premier jour du pouvoir des ouvriers »<sup>70</sup>.

Publication du *Décret sur la Terre*. Les terres de la noblesse, de l'Église et de la couronne sont remises aux paysans.

### 3 Novembre

Publication dans la *Pravda* du « Projet de règlement sur le contrôle ouvrier » de Lénine<sup>71</sup>. « Dans toutes les entreprises industrielles, commerciales bancaires, agricoles et autres, qui emploient au moins cinq ouvriers et employés (en tout) ou dont le chiffre d'affaires est d'au moins 10.000 roubles par an, est établi le *contrôle ouvrier* de la production, de la consommation, de la vente et de l'achat de tous les produits et de toutes les matières brutes ». Le contrôle ouvrier devra être exercé « par tous les ouvriers et tous les employés de l'entreprise, soit directement si l'entreprise est assez petite pour que ce soit possible, soit par les représentants élus, qui doivent l'être *immédiatement* dans des assemblées générales ». Les délégués élus devront avoir accès « à *tous* les livres ou documents, sans exception » « à *tous* les dépôts et réserves de matériaux, d'outillage et de produits, sans aucune exception ». Ces excellentes propositions, si souvent citées, ne faisaient en réalité que récapituler et légaliser ce que la classe ouvrière avait obtenu et réalisé en de nombreux endroits au cours des luttes des mois précédents. Elles étaient suivies de trois autres propositions, passablement inquiétantes. Il est regrettable et étonnant que celles-ci soient infiniment moins bien connues. En fait, elles allaient rapidement réduire à néant tout ce qu'il pouvait y avoir de positif dans les précédentes. Elles stipulaient (point 5) que « les décisions prises par les représentants élus des ouvriers et des employés sont obligatoires pour les propriétaires des entreprises », mais que celles-ci pouvaient être « *annulées par les syndicats et par les congrès* ». (nous soulignons, M. B.). Et c'est précisément cette possibilité qui allait décider du sort des décisions des « représentants élus des ouvriers et des employés » : les syndicats furent l'instrument privilégié des bolcheviks dans leurs efforts pour détruire le pouvoir autonome des Comités d'usine. Le point 6 du « Projet... » précisait

<sup>67</sup> G.K. Ordzhonikidze, *Izbrannye statii i rechi 1911-1937* [textes et discours choisis] Moscou, 1939, p. 124.

<sup>68</sup> A. Pankratova, *op. cit.*, pp. 48-49.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>71</sup> V.I. Lénine, *Oeuvres choisies*, vol. 2, pp. 568-569.

également que « dans toutes les entreprises d'importance nationale », les délégués élus pour exercer le contrôle ouvrier devaient être « responsables devant l'État de l'ordre le plus strict, de la discipline et de la protection des biens ». Et l'article 7 donnait de ces « entreprises d'importance nationale » une définition que tout révolutionnaire trouvera désagréablement évocatrice : il s'agit de « toutes les entreprises qui travaillent pour la défense, ainsi que celles qui sont liées d'une façon ou d'une autre à la production de denrées nécessaires à l'existence de la population ». En d'autres termes, pratiquement n'importe quelle entreprise pouvait être déclarée « d'importance nationale » par le nouvel État Russe. Les délégués de cette entreprise (élus pour exercer le contrôle ouvrier) devaient désormais rendre compte de leur activité à une autorité supérieure — qu'ils ne contrôlaient pas. Si en outre, les syndicats (déjà passablement bureaucratés) pouvaient « annuler » les décisions des délégués de la base, où était le pouvoir réel de cette base dans la production ? On a pu voir rapidement, dans la pratique, que la valeur du décret sur le contrôle ouvrier n'était pas très supérieure à celle du papier sur lequel il était écrit<sup>72</sup>.

### 9 Novembre

Un décret dissout le soviet dans le Commissariat du Peuple des Postes et Télégraphes<sup>73</sup>. L'idée du contrôle ouvrier s'était répandue même parmi les fonctionnaires de l'administration. Un soviet d'employés avait pris le contrôle du Commissariat du Peuple des Postes et Télégraphes et un autre s'était établi dans l'Amirauté. Le 9 novembre, le commissaire du peuple du Ministère (sic) des Postes et Télégraphes, lançait un appel qui concluait ainsi : « je déclare qu'aucun soi-disant groupe d'initiative ou comité pour l'administration des Postes et Télégraphes ne peut usurper des fonctions qui sont celles du pouvoir central, et celles qui m'appartiennent en tant que Commissaire du Peuple »<sup>74</sup>.

### 14 Novembre

Lénine s'attendait à ce que son « projet de règlement sur le contrôle ouvrier » soit ratifié immédiatement, avec quelques modifications mineures, par le Comité Exécutif Central Panrusse des Soviets (V.Ts.I.K) et par le Conseil des Commissaires du peuple (Sovnarkom). En fait, ces propositions soulevèrent des discussions passionnées, et se heurtèrent à des critiques aussi bien de « gauche » que de « droite ». Lozovski, un syndicaliste bolchevik, écrivit plus tard : « Nous pensons que les unités de contrôle à la base devaient agir uniquement dans des limites strictes fixées par des organes de contrôle supérieur. Mais les camarades qui étaient pour la décentralisation du contrôle ouvrier insistaient sur l'indépendance et l'autonomie de ces organes de base, parce qu'ils pensaient que les masses elles-mêmes devaient incarner le principe du contrôle »<sup>75</sup> (58). Lozovski pensait que « les activités des organes de base du contrôle doivent respecter les limites établies par les directives du Conseil panrusse du contrôle ouvrier. Nous devons le dire clairement et catégoriquement, afin que les ouvriers, dans chaque entreprise, ne croient pas que l'entreprise leur appartient ».

Malgré des protestations enflammées de la base — et après presque deux semaines de discussions — on arriva à un « compromis ». Grâce à ce « compromis », les syndicats, devenus, écrit Carr, « des champions inattendus de l'ordre, de la discipline et de la direction centralisée de la production »<sup>76</sup>, avaient nettement pris le dessus. *Le nouveau texte fut adopté par le Comité Exécutif Central Panrusse des Soviets (V.Ts.I.K) le 14 novembre (par 24 voix contre 10), ratifié par le Conseil des Commissaires du Peuple le 15 novembre et publié le lendemain.* Miloutine, qui présenta le décret « revu » au V.Ts.I.K., expliqua, comme s'il s'en excusait, que « la vie nous entraîne », et qu'il était urgent et nécessaire « d'unifier dans un solide appareil d'État le contrôle ouvrier, qui se réalisait de manière

<sup>72</sup> Il est assez malhonnête de présenter triomphalement ces décrets sur le contrôle ouvrier comme quelque chose qu'en fait ils ne furent jamais, qu'ils ne prétendaient même pas être. C'est ce que font certains, qui devraient pourtant connaître mieux ce dont ils parlent (v. par ex. l'article de T. Cliff [du groupe *International Socialism*] dans *Labour Worker* de novembre 1967). [Le mythe des « décrets... » comme premier pas vers la gestion ouvrière de la production, faut-il le rappeler, ne fleurit pas qu'en Angleterre...].

<sup>73</sup> *Sobraniye Uzakonenii 1917-1918* [Recueil de Lois, 1917-1918],

<sup>74</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 77, n. en b. de p. 1.

<sup>75</sup> A. Lozovsky, *Rabochii Kontrol* [Le Contrôle ouvrier], Éditions Socialistes, Pétrograd, 1918, p. 10.

<sup>76</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 73.

improvisée » ; la législation sur le contrôle ouvrier, « qui aurait dû logiquement s'adapter au cadre d'un plan économique, avait précédé la législation sur le plan lui-même »<sup>77</sup>. Il est difficile de reconnaître de manière plus explicite les fortes pressions de la base, et les difficultés rencontrées par les bolcheviks dans leurs tentatives pour les canaliser. Dans le décret corrigé, les 8 points du projet de Lénine étaient devenus 14<sup>78</sup>. Le nouveau décret commençait, assez habilement, par cette affirmation : « Dans l'intérêt d'une réglementation planifiée de l'économie nationale », le nouveau gouvernement « reconnaît l'autorité du contrôle ouvrier dans tous les secteurs de l'économie ». Mais il devait y avoir une stricte hiérarchie des organes de contrôle. On « permettait » que les Comités d'usine restent les organes de contrôle de chaque entreprise individuelle. Mais chaque Comité était responsable devant un « Conseil Régional du Contrôle Ouvrier » subordonné à son tour à un « *Conseil Panrusse de Contrôle Ouvrier* »<sup>79</sup>. La composition de ces organes supérieurs était décidée par le Parti. Les syndicats étaient massivement représentés aux échelons moyens et supérieurs de cette nouvelle pyramide du « contrôle ouvrier institutionnalisé ». Le Conseil Panrusse du Contrôle Ouvrier, par exemple était composé de 26 « représentants » : 5 du Comité Exécutif Central Panrusse des soviets, 5 de l'Exécutif du Conseil Panrusse des Syndicats, 5 des Associations d'Ingénieurs et Techniciens, 2 de l'Association des Agronomes, 2 du Conseil des syndicats de Pétrograd, 1 de chaque Fédération Syndicale Panrusse ayant moins de 100.000 membres (2 pour les Fédérations dépassant ce nombre)... et 5 du Conseil Panrusse des Comités d'usine ! La représentation des Comités, où l'influence des idées anarcho-syndicalistes était parfois trop visible, avait été réduite à des dimensions « convenables »... Comme il semblait lointain, ce jour où Lénine écrivit que « la source du pouvoir n'est pas la loi, préalablement discutée et votée par un Parlement, mais l'initiative des masses populaires, initiative directe, locale, venant d'en bas, un « coup de force » direct, pour employer une expression courante »<sup>80</sup>. Mais le simple fait de mentionner dans le décret un « Conseil Panrusse des Comités d'usine » rappelait toutefois qu'à côté de la structure « officielle » des organes du « contrôle ouvrier », il existait toujours une autre structure, presque inévitablement antagoniste : la pyramide d'organes représentant les Comités d'usine. Cela démontrait aussi que le mouvement des Comités cherchait toujours à coordonner ses activités à l'échelle nationale. Mais même cette représentation insignifiante des Comités d'usine n'était qu'une concession tactique de la part de Lénine, et les événements allaient montrer très vite que les dirigeants du Gouvernement Russe n'avaient aucunement l'intention d'accepter trop longtemps l'existence de cette menace potentielle pour l'hégémonie du Parti et de ses partisans dans les syndicats. Le Parti allait faire le nécessaire. « Ceux qui avaient le plus soutenu, en paroles, le contrôle ouvrier et son « extension », s'efforçaient en fait, avec habileté, de le rendre inoffensif et discipliné, en le transformant en une institution publique énorme et centralisée »<sup>81</sup>. La propagande bolchevik allait constamment répéter plus tard que les Comités d'usine n'étaient pas un élément approprié pour l'organisation de la production à l'échelle nationale. Deutscher, par exemple, prétend que presque dès leur création « les tendances anarchisantes des Comités d'usine firent leur apparition. Chaque Comité désirait avoir le dernier mot sur tout ce qui touchait à l'usine, sa production, ses stocks de matières premières, ses conditions de travail, etc... et se souciait peu, ou pas du tout des besoins de l'industrie dans son ensemble »<sup>82</sup> (65). Or, quelques lignes plus loin, Deutscher lui-même signale que « quelques semaines après l'insurrection [d'octobre] les Comités tentèrent de former *leur propre* organisation nationale, ce qui, de fait, leur aurait assuré une dictature économique virtuelle. Les bolcheviks utilisèrent alors les syndicats pour rendre un remarquable service au jeune État bolchevik, en disciplinant les Comités d'usine. Les syndicats s'opposèrent fermement à toutes les tentatives des Comités pour former leur propre organisation nationale. Ils empêchèrent la convocation projetée du Congrès Panrusse des

<sup>77</sup> Protokoly zasedanii V. Ts. I. K. 2 sozyvta (1918), p. 60.

<sup>78</sup> V. les App. du vol. XXII des *Sochineniya* de Lénine, et l'article de D. L. Limon, « Lénine et le contrôle ouvrier », dans le N° 4, déc. 1967, *d'Autogestion* (publ. orig. dans les N° 4 et 5, avril et mai 1946, de *La Revue Internationale*).

<sup>79</sup> Sbornik dekretov i postanovlenii po narodnomu khozyaistvu (25 oktyabrya 1917-25 oktybrya 1918 g), Moscou, 1918, pp. 171-172

<sup>80</sup> V. I. Lénine, « Sur la dualité du pouvoir » [avril 1917], *Œuvres choisies*, vol. 2 p. 46.

<sup>81</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 75.

<sup>82</sup> I. Duetscher, *op. cit.*, p. 17.

Comités d'usine, et exigèrent la totale subordination des Comités ». Or les Comités n'auraient pu commencer à s'attaquer à des problèmes à une échelle régionale et nationale que s'ils avaient eu d'abord la possibilité de se fédérer sur une base régionale et nationale ; c'était là, de toute évidence, une condition préalable. C'est donc le comble de l'hypocrisie de la part des bolcheviks d'aujourd'hui que d'accuser les Comités de 1917-1918 d'avoir fait preuve d'un esprit de clocher borné alors que le Parti lui-même faisait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les Comités de se fédérer de façon autonome. Le « Soviet Central des Comités d'usine », parrainé par les bolcheviks, fut mis au rebut après le renversement du Gouvernement provisoire, aussi rapidement qu'il avait été créé. Le Centre Révolutionnaire des Comités d'usine, un organe d'inspiration anarchiste, qui fonctionna pendant plusieurs mois, ne réussit pas à prendre sa place, trop d'obstacles étant mis sur son chemin. Il faut ici ouvrir une parenthèse, et ajouter quelques remarques aux faits rapportés. La désorganisation créée par la guerre et par la résistance de la classe exploiteuse (se manifestant par des sabotages et par la désertion des postes dans les entreprises) exigeait clairement et impérativement qu'on réduise et si possible élimine les luttes inutiles entre les Comités d'usine (les luttes provoquées par la rareté des combustibles ou des matières premières, par exemple). Il est absolument certain qu'il était nécessaire de coordonner l'activité des Comités à une grande échelle, et de nombreux éléments, parmi les plus actifs du mouvement, en étaient parfaitement conscients. Il ne s'agit pas ici de décider si, oui ou non, il était nécessaire qu'il y eut une différenciation dans les fonctions des divers organes du pouvoir de la classe ouvrière (soviets, Comités d'usine, etc.), ni de savoir comment pouvaient être définies et différenciées les tâches locales, régionales et nationales. Les modalités d'une telle différenciation pouvaient être — et probablement auraient été — déterminées par le Congrès des Comités d'usine qui avait été prévu. L'important, c'est qu'un modèle *hiérarchique* de différenciation fut élaboré et imposé *de l'extérieur*, par une entité autre que les *producteurs eux-mêmes*. Un porte-parole bolchevik<sup>83</sup> (66) décrit la situation telle que la voyaient ceux qui étaient maintenant au pouvoir. « Au lieu d'une rapide normalisation de toute la production et de la distribution, au lieu de mesures qui auraient constitué une approche vers une organisation socialiste de la société, nous trouvons une pratique qui rappelle les rêves anarchistes des communes productives autonomes ». Pankratova s'exprime encore plus brutalement : « À l'époque transitoire il fallait accepter les côtés négatifs du contrôle ouvrier, simple moyen de lutte contre la résistance du Capital. Mais lorsque le pouvoir passa entre les mains du prolétariat [c'est-à-dire entre les mains du Parti, M.B.], la « politique de propriétaire » des Comités d'usine isolés devint antiprolétarienne (...) »<sup>84</sup>. Ces distinctions étaient néanmoins un peu trop subtiles pour certains travailleurs. Ils prirent la propagande bolchevik sur le contrôle ouvrier pour de l'argent comptant, et n'y voyaient nullement, comme Pankratova, « quelque chose de transitoire », comme une simple « étape vers d'autres modes de normalisation de la vie économique »<sup>85</sup>. Pour eux, ce n'était pas seulement un moyen de combattre le sabotage économique de la classe dominante ou un mot d'ordre tactique correct, que des dirigeants avaient trouvé « approprié » à une certaine étape du « développement de la révolution ». Le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » était devenu pour les masses l'expression de leurs plus profondes aspirations. À qui serait le pouvoir dans l'usine ? Elles sentaient instinctivement que celui qui dirigeait la production dirigeait tous les aspects de la vie sociale. La subtile différence entre « contrôle » et « gestion », dont la plupart des bolcheviks étaient parfaitement conscients<sup>86</sup>, échappait aux masses. Le malentendu devait avoir de sanglantes répercussions. Le décret du 17 novembre sur le contrôle ouvrier semblait être une reconnaissance officielle de cette marche de la classe ouvrière vers la domination de ses conditions d'existence. Un journal de métallos écrivait que « la classe ouvrière de par sa nature (...) doit occuper la place centrale dans la production et spécialement dans son organisation (...). À l'avenir toute la production (...) doit refléter l'esprit et la volonté du

<sup>83</sup> I.I. Stopanov - Skvortsov *Ot rabocheho kontrolya k rabochemu upravleniyu* [Du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière], Moscou, 1918.

<sup>84</sup> A. Pankratova, *op. cit.*, p. 54.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>86</sup> Contrairement à tant d'anarchistes d'aujourd'hui, les anarchistes de l'époque sentaient eux-aussi la différence. Voline, par exemple, écrit là-dessus : « Les anarchistes rejetaient le mot d'ordre vague, douteux, de « contrôle de la production ». Ils prêchaient *l'expropriation progressive mais immédiate — de l'industrie privée par des organismes de production collective* ». (*op. cit.*, p. 195 de la 1<sup>ère</sup> éd. fr., 1947).

prolétariat »<sup>87</sup>. Alors qu'avant Octobre le contrôle ouvrier avait, la plupart du temps, pris une forme passive, de vigilance, les comités de travailleurs commencèrent à assumer un rôle sans cesse grandissant dans l'ensemble des problèmes de gestion de nombreuses entreprises. « Pendant plusieurs mois après la révolution, la classe ouvrière russe a joui d'un degré de liberté et d'un sentiment de puissance probablement unique dans son histoire »<sup>88</sup>. Malheureusement, nous ne disposons que de peu d'informations précises et détaillées sur cette période, qui nous intéresse pourtant au plus haut degré. Les informations disponibles proviennent généralement de sources (ou bourgeoises ou bureaucratiques) fondamentalement hostiles à l'idée même de la gestion ouvrière, cherchant uniquement à apporter la « preuve » de son « inefficacité » et de son « impossibilité ». Il existe toutefois une description intéressante de ce qui arriva à la raffinerie Nobel<sup>89</sup>, qui est un bon exemple, et de la tendance fondamentale de la classe ouvrière vers l'autogestion, et de l'hostilité qu'elle rencontra dans les cercles du Parti. D'autres exemples seront sans doute connus à l'avenir.

## 28 Novembre

Réunion du « Conseil Panrusse du Contrôle Ouvrier », qui venait d'être créé par décret. Les désaccords antérieurs surgissent à nouveau<sup>90</sup>. Larine, représentant de la fraction bolchevik dans les syndicats, affirma que les « syndicats représentent les intérêts de la classe dans son ensemble, tandis que les comités d'usine ne représentent que les intérêts particuliers de leur entreprise. Il faut donc que les Comités d'usine soient subordonnés aux syndicats ». Jivotov, porte-parole des Comités d'usine, déclara : « Dans les Comités d'usine nous élaborons les instructions qui viennent de la base, dans la perspective de voir comment elles peuvent s'appliquer à l'industrie dans son ensemble ; ce sont là des instructions de l'atelier, de la vie ; ce sont les seules instructions qui puissent réellement avoir de la valeur. Elles montrent de quoi sont capables les Comités d'usine et devraient donc tenir la première place dans tout ce qui concerne le contrôle ouvrier ». Pour le porte-parole des Comités, « le contrôle est l'affaire du Comité dans chaque établissement. Les Comités de chaque ville devraient se réunir (...) et établir ensuite une coordination sur des bases régionales ».

La création du « Conseil Panrusse du Contrôle Ouvrier » par les bolcheviks était clairement une tentative de supplanter le mouvement des Comités — et elle devait réussir partiellement. L'agitation menée par les Comités d'usine continua, mais leur voix, étouffée par des moyens administratifs, ne rencontra qu'un faible écho à l'intérieur du Conseil Panrusse lui-même, qui était contrôlé par des éléments nommés directement par le Parti. En Janvier 1918, Riazanov déclara que cet organisme ne s'était réuni qu'une fois (et en mai 1918 qu'il ne s'était jamais réellement réuni). D'après une autre source « il essaya de se réunir » mais ne put rassembler le quorum<sup>91</sup>. Ce qui est en tout cas certain c'est qu'il n'a jamais vraiment fonctionné ; il est difficile de dire si cela était dû au boycottage et à l'obstruction systématique des bolcheviks, ou au manque de lucidité et de compréhension de la part des révolutionnaires non bolcheviques face à ce qui était en train de se passer ou bien à une véritable faiblesse du mouvement lui-même, incapable de se débarrasser de la camisole de force bureaucratique dans laquelle il était progressivement enserré. Les trois facteurs ont probablement joué un rôle.

## 28 Novembre

*Un décret dissout le soviet de l'Amirauté*<sup>92</sup>.

## 5 Décembre

Un décret<sup>93</sup> crée un *Conseil économique suprême* (Vesenka), chargé d'élaborer un « plan

<sup>87</sup> Filipov, « Ob organizatsii proizvodstva » [Sur l'organisation de la production] *Vestnik metallista* [La voix des métallurgistes], janvier 1918, pp. 40-43.

<sup>88</sup> Avrich, *The Russian Anarchists*, Princeton, 1967, p. 162.

<sup>89</sup> Voline, *op. cit.*, pp. 259-266. Les pages de l'ouvrage de Voline qui correspondent à des « épisodes vécus » sont du plus grand intérêt.

<sup>90</sup> Voir D.L. Limon, *op. cit.*, p. 74.

<sup>91</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 75, n. b. de p. 3

<sup>92</sup> *Sobraniye Uzakronenii 1917-1918*, n. 4, art. 58.

<sup>93</sup> *Ibid.*, N° 5, art. 83.

d'organisation de la vie économique du pays et des ressources financières du gouvernement ». La Vesenka voulait « uniformiser » en vue d'un objectif commun les activités de toutes les autorités économiques existantes, centrales et locales, y compris le « Conseil Panrusse des Comités d'usine »<sup>94</sup>. La Vesenka devait se « rattacher au Conseil des commissaires du peuple » (lui-même entièrement composé de membres du Parti bolchevik). La composition de la Vesenka était assez édifiante. Elle comprenait quelques rares membres du « Conseil Panrusse du Contrôle Ouvrier » (concession très indirecte aux Comités d'usine), une représentation massive de tous les nouveaux Commissariats, et bon nombre d'experts désignés d'en haut, avec des attributions consultatives. La Vesenka avait une structure double : a) les « centres » (Glavki), destinés à s'occuper des différents secteurs de l'industrie, et b) les organes régionaux : le « Conseil local de l'économie nationale » (Sovnarkhozy). Au début, les bolcheviks de « gauche » obtinrent la majorité des postes dirigeants de la Vésenka. Le premier président fut Ossinski, et le bureau dirigeant comprenait Larine, Boukarine, Sokolnikov, Milioutine, Lomov et Shmidt<sup>95</sup>. Malgré cette direction de « gauche », le nouvel organisme « absorba » le « Conseil Panrusse du Contrôle Ouvrier » avant même que celui-ci ne commence à fonctionner. Les bolcheviks reconnurent ouvertement qu'il s'agissait d'un pas vers l'« étatisation » (*pgosudarstvleniye*) de l'autorité économique. Le résultat le plus net de la création de la Vésenka fut d'étouffer un peu plus la voix des Comités d'usine. Et c'est Lénine lui-même qui déclara quelques semaines plus tard : « nous passons du contrôle ouvrier à la création du Conseil Suprême de l'économie nationale »<sup>96</sup>. Il était clair que la fonction de ce Conseil était de « remplacer, d'absorber et de supplanter le mécanisme du contrôle ouvrier »<sup>97</sup>.

On peut voir apparaître maintenant clairement les grandes lignes d'un processus dont nous allons essayer de suivre le développement dans la suite de ce texte, en dégagant ses phases essentielles. C'est un processus qui conduit, en une période d'à peine quatre ans, du formidable soulèvement des Comités d'usine (un mouvement qui, implicitement et explicitement, cherchait à transformer les rapports de production), à la domination incontestée d'une instance monolithique et bureaucratique (le Parti) sur tous les aspects de la vie économique et politique. Comme cette instance n'avait pas de racines réelles dans la production même, sa domination ne pouvait que limiter continuellement l'autorité des travailleurs dans le processus de production. Cela impliquait nécessairement la perpétuation de rapports hiérarchiques dans la production elle-même, et donc la perpétuation de la société de classes. La première phase de ce processus fut la subordination des Comités d'usine au « Conseil Panrusse du contrôle ouvrier », où la représentation des syndicats (eux-mêmes étroitement soumis à l'influence du Parti) était écrasante. La seconde phase — qui suivit presque immédiatement la première — fut l'incorporation du « Conseil Panrusse du Contrôle Ouvrier » à la Vésenka, où le poids des syndicats était encore plus lourd, mais où il y avait, en plus des éléments directement nommés par l'État (c'est-à-dire par le Parti). On toléra alors pendant un certain temps une direction communiste de « gauche » à la Vésenka, mais ces éléments de gauche eux-mêmes furent évincés un peu plus tard. Puis ce fut le tour des syndicats : une intense campagne lancée peu de temps après essaya de détruire leur pouvoir ; or ceux-ci, quoique de façon bien indirecte et déformée, pouvaient être encore influencés par la classe ouvrière ; il semblait particulièrement important de détruire surtout le pouvoir qu'ils gardaient encore dans la production, et de le remplacer par l'autorité d'éléments nommés directement par le Parti. Ceux-ci, directeurs, administrateurs, se transformèrent graduellement en l'une des bases de la nouvelle bureaucratie. À chacune de ces étapes il allait y avoir une résistance, mais chacune des batailles allait être perdue. Chaque fois, l'adversaire se présenta sous les couleurs du nouveau pouvoir « prolétarien ». Et chaque défaite rendit de plus en plus difficile la gestion directe de la production par les travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire la transformation fondamentale des rapports de production. Tant que ces rapports n'ont pas été modifiés, on ne peut estimer que la Révolution ait vraiment atteint son objectif socialiste, quoiqu'on disent ses dirigeants : voilà la véritable leçon de la Révolution russe. Le problème peut être aussi envisagé sous un autre rapport. La création de la

<sup>94</sup> *Natsionalizatsiya promyshlennosti v SSSR : sbornik dokumentov i materialov, 1917-1920 gg* [La nationalisation de l'industrie en URSS : recueil de documents et de sources], Moscou, 1954, p. 499.

<sup>95</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 80.

<sup>96</sup> V. I. Lénine, *Sochineniya*, XXII, 215.

<sup>97</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 80.

Vésenka représente une fusion partielle — dans une position d'autorité économique — de fonctionnaires syndicaux, d'« hommes de confiance » du Parti et d'« experts » nommés par l'« État ouvrier ». Mais ce ne sont pas là trois catégories sociales « représentant les travailleurs ». Ce sont trois catégories sociales assumant déjà des fonctions de gestion — c'est-à-dire placées déjà dans une position dominante face aux travailleurs dans la production. Étant donné *leur propre histoire* antérieure, *chacun* de ces groupes, pour des raisons différentes, était déjà relativement séparé, d'une façon ou d'une autre de la classe ouvrière : leur fusion allait accentuer cette séparation. Le résultat, c'est qu'à partir de 1918, le nouvel État (bien qu'officiellement décrit comme un « État ouvrier » ou une « République soviétique », et malgré le fait que la grande majorité de classe ouvrière l'ait soutenu pendant la guerre civile) n'était pas en fait une institution dirigée par la classe ouvrière<sup>98</sup>.

Pour ceux qui savent lire entre les lignes (et qui ne sont pas aveuglés par des mots comme « État prolétarien » ou « perspectives socialistes », qui ne font que refléter la fausse conscience qui triomphait à l'époque), les commentaires de Pankratova sur ce qui était en jeu dans la création de la Vésenka sont pleins d'enseignement : « Il fallait ici disposer — écrit-elle — d'une forme d'organisation plus efficace que le Comité d'usine et d'une méthode plus large que le contrôle ouvrier. Il fallait lier la gestion de la nouvelle usine au principe d'un plan économique unique en fonction des perspectives socialistes générales du jeune État prolétarien (...). Les Comités d'usine manquaient de pratique et de connaissances techniques (...). [L]es tâches économiques immenses de la période de transition vers le socialisme exigeaient la création d'un centre universel normalisant toute l'économie nationale à l'échelle de l'État. Le prolétariat comprit cette nécessité [Il semble difficile d'aller plus loin que Pankratova dans la confusion entre désirs et réalités M.B.] et, libérant de leurs mandats les Comités d'usine qui ne répondaient plus aux nouvelles exigences économiques, délégua ses pouvoirs aux organes nouvellement créés, aux Soviets de l'Économie Nationale ». Elle conclut par cette phrase, qui se passe de commentaires : « Les Comités d'usine de Pétrograd qui, à la première conférence de mai 1917 avaient proclamé le contrôle ouvrier, l'enterrèrent unanimement lors de la sixième Conférence »<sup>99</sup>. La suite des événements allait montrer que, même si c'étaient bien là les buts et les perspectives des dirigeants du Parti, ils étaient loin d'être acceptés par la base du Parti — sans parler des masses « au nom desquelles » le Parti avait déjà commencé à s'attribuer le droit de parler.

### **Premiers jours de décembre**

Publication de *L'État et la Révolution* de Lénine (écrit quelques mois plus tôt). Dans cet ouvrage théorique essentiel, on parle très peu du contrôle ouvrier et, en tout cas, on se garde bien d'identifier le socialisme avec la « gestion ouvrière de la production ». Lénine parle en termes assez abstraits de la mise en place d'un système dans lequel « tous remplissent des fonctions de contrôle et de surveillance » et où « tous deviennent pour un temps « bureaucrates » et de ce fait, *personne* ne peut devenir bureaucrate ». Ceci fait partie de la rhétorique libertaire du bolchevisme de 1917. Mais Lénine, comme d'habitude, gardait les pieds sur terre. Et il expliquait ce que cela signifiait en pratique. Le développement capitaliste crée les « prémisses économiques » permettant « après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, de les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, pour le *contrôle* de la production et de la répartition, pour *l'enregistrement* du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier (...) Enregistrement et contrôle dans ce domaine ont été *simplifiés* à l'extrême par le capitalisme, qui les a réduits aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique »<sup>100</sup>. Pas la moindre allusion n'est faite au problème qui consiste à savoir qui prendra l'initiative des décisions que les masses « enregistreront », etc. *L'État et la Révolution* contient toutefois cette phrase significative : « nous voulons la révolution socialiste, avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se

---

<sup>98</sup> Nous n'essayons pas, comme le font tant d'anarchistes, d'opposer « le mouvement des masses » à la « dictature de l'État », mais de comprendre la forme spécifique de ces nouveaux rapports autoritaires qui sont apparus à ce moment précis de l'histoire.

<sup>99</sup> A. Pankratova, *op. cit.*, p. 59.

<sup>100</sup> V. I. Lénine, « l'État et la Révolution », in *Oeuvres Choisies* vol. 2, p. 431 et 423.

passeront pas de subordination, de contrôle, de surveillants et de comptables »<sup>101</sup>. L'année 1917 vit assurément un bouleversement social gigantesque. Mais il était absurde et utopique de prétendre, comme la phrase de Lénine l'implique, que le socialisme pourrait être construit sans qu'une grande partie de la population le comprenne et le désire. La construction du socialisme (contrairement au développement du capitalisme, qui peut s'en remettre aux forces du marché) ne peut être que le résultat de la *prise de conscience et de l'action collective de l'immense majorité*.

## Décembre

Le Conseil Central de Pétrograd des Comités d'usine publie le célèbre *Manuel pratique pour exécution du contrôle ouvrier dans l'industrie*. Il fut largement distribué dans les faubourgs de Pétrograd, au grand dam des membres du Parti.

Ce qui fait le principal intérêt de ce texte, c'est qu'il essaye de voir comment le « contrôle ouvrier » pourrait rapidement se transformer en « gestion ouvrière ». Ni dans la pensée de Lénine, ni dans celle des auteurs du texte (malgré le titre) il n'y avait la moindre confusion entre « contrôle » et « gestion ». Lénine préconisait le « contrôle ouvrier », et après la révolution, il dénonça constamment les tentatives de gestion ouvrière comme quelque chose de « prématuré », d'« utopique », d'« anarchiste », de « nuisible », d'« intolérable », etc. (Signalons en passant qu'il serait à cet égard tragique que l'attitude a-historique et antithéorique d'une grande partie du mouvement libertaire d'aujourd'hui permette que les nouveaux militants tombent dans de vieux pièges ou aboutisse à des positions qui au mieux ne conduisent nulle part — mais qui peuvent aussi les conduire au seuil des mêmes défaites qu'hier).

Le *Manuel* fait un certain nombre de suggestions concrètes aux Comités d'usine. Chaque Comité devrait organiser quatre commissions de contrôle, « qui seraient autorisées à inviter des techniciens choisis parmi le personnel, avec voix consultative ». (Voilà ce qu'il en est du mensonge si répandu selon lequel les comités d'usine n'étaient pas disposés à associer les techniciens et les spécialistes à leur travail). La fonction des quatre commissions devait être : a) l'organisation de la production ; b) la reconversion de la production de guerre ; c) l'approvisionnement en matières premières ; d) l'approvisionnement en combustible. Chaque proposition est élaborée de façon détaillée. On insiste sur le fait que le contrôle ouvrier *n'est pas seulement* une affaire de recensement des stocks de matières premières ou de combustible (cf. Lénine : « Le socialisme, c'est le recensement ; chaque fois que vous comptabilisez un stock de fer ou de tissus, c'est du socialisme »<sup>102</sup>) mais qu'il est intimement lié à la transformation de ces matières premières à l'intérieur des usines — autrement dit à la *totalité* des processus du travail aboutissant aux produits finis. La « commission de la production » devait se charger d'établir les liaisons nécessaires entre les différentes sections de l'usine, de surveiller l'état des machines, de prévoir et de surmonter les nombreuses déficiences dans l'aménagement des usines ou des ateliers, de *déterminer les coefficients d'exploitation* dans chaque section, de décider du nombre optimum d'ateliers et de travailleurs dans chaque atelier, de calculer l'amortissement des machines et des bâtiments, de déterminer l'attribution des salaires (depuis le poste d'administrateur jusqu'au manœuvre) et de prendre en charge les problèmes financiers de l'usine. Les auteurs du *Manuel* annoncent qu'ils ont l'intention de grouper les Comités d'usine en Fédérations Régionales, et celles-ci à leur tour dans une Fédération Panrusse. Et pour être sûrs qu'il n'y ait pas de malentendu, ils précisent que « le contrôle ouvrier sur l'industrie, en tant que partie indivise du contrôle sur l'ensemble de la vie économique du pays, ne doit pas être considéré dans le sens étroit d'une vérification mais dans le sens le plus large *d'ingérence* (...). Le contrôle suppose la participation à la gestion de la production ». En pratique, l'implantation du contrôle ouvrier prit des formes diverses selon les endroits, déterminées par les conditions locales, mais surtout par le degré de résistance des différents secteurs du patronat. Dans certains endroits, les patrons furent expropriés sur le champ « par en bas ». Dans d'autres, ils furent seulement soumis à un « contrôle » du type « surveillance », exercé par les Comités d'usine. Il n'y avait pas de modèle pré-établi. On discuta au début avec passion des différentes attitudes et solutions possibles. Ces discussions ne constituèrent nullement une simple perte de temps, comme on le prétendit plus

---

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 374.

<sup>102</sup> Discours du 4 novembre 1917 au Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd.

tard. Elles auraient dû être considérées comme quelque chose d'essentiel par tous ceux qui croyaient que la marche vers le socialisme ne pouvait s'effectuer qu'à travers *l'auto-émancipation* de la classe ouvrière. Malheureusement, elles n'allaient pas durer longtemps.

### 13 Décembre

Les *Isvestiya* publient les *Instructions générales sur le contrôle ouvrier conformément au décret du 14 novembre*. Bientôt connues sous le nom de *Contre-Manuel*, elles représentent l'expression la plus achevée du point de vue léniniste<sup>103</sup>. Les quatre premières parties traitent de l'organisation du contrôle ouvrier dans les usines et de l'élection des commissions de contrôle. Les cinq parties suivantes des devoirs et des droits de ces commissions quelles sont les fonctions qu'elles doivent assumer, et quelles sont celles qui doivent rester entre les mains des directeurs-propriétaires. La 5ème partie précise que dans la mesure où les commissions de contrôle joueraient un rôle réel dans la gestion des entreprises, ce rôle devrait se limiter à vérifier l'exécution des directives des organes du gouvernement central « spécifiquement chargés de la régulation de l'activité économique à l'échelle nationale ». La 7ème partie signale que « le droit de donner des ordres concernant la gestion, la marche et le fonctionnement des entreprises revient au seul propriétaire. La commission de contrôle ne participe pas à la gestion de l'entreprise, et n'a aucune responsabilité se rapportant à son fonctionnement. Cette responsabilité incombe toujours au propriétaire ». La 8ème partie spécifie que les commissions ne s'occuperont pas elles-mêmes des problèmes financiers ; si des problèmes surgissent, ils doivent être signalés aux organes du gouvernement central, et réglés par ceux-ci. La 9ème partie interdit nettement aux commissions d'exproprier et de gérer les entreprises. Elles sont cependant autorisées à « présenter des demandes au Gouvernement concernant le fonctionnement des entreprises, et ce, par l'intermédiaire des organes dirigeants du contrôle ouvrier ». Le 14ème point met finalement par écrit ce que les dirigeants bolcheviks avaient discrètement préparé depuis plusieurs semaines : les comités d'usine doivent fusionner avec l'appareil syndical, même au niveau de l'entreprise. « La commission de contrôle de chaque entreprise constitue l'organe exécutif de la commission de contrôle de distribution de l'union syndicale professionnelle de la branche d'industrie à laquelle elle appartient et elle est tenue de faire concorder son activité avec les décisions de cette dernière ».

Le fait que ces « instructions générales » aient été publiées quinze jours après la création de la vésenka montre clairement quelles étaient les lignes directrices de la pensée de Lénine et de ses collaborateurs sur ces problèmes. Peut-être avaient-ils « raison », peut-être avaient-ils « tort » (cela dépend du nom que l'on donne au genre de société qu'ils essayaient de construire) ; mais il est en tout cas ridicule de prétendre, comme beaucoup le font aujourd'hui, qu'en 1917 les bolcheviks étaient partisans du contrôle complet, total et direct des travailleurs sur les usines, les mines, les chantiers ou toute autre entreprise où ils puissent travailler — en un mot, qu'ils étaient partisans de l'autogestion ouvrière.

### 20 Décembre

Le journal officiel des syndicats, le *Professional'ny Vetsnik* [le Messenger syndical] publie une « Résolution sur les syndicats et les partis politiques ». « Sans se transformer pour autant en organes indépendants de lutte politique, en partis politiques indépendants ou en appendices de partis, les syndicats ne peuvent pas rester cependant indifférents aux problèmes posés par la lutte politique du prolétariat ». Après d'autres généralités tout aussi banales, la résolution passait aux choses sérieuses : « En unissant leur destin à celui d'un parti politique, les syndicats doivent, en tant qu'organisations de lutte du prolétariat, appuyer les mots d'ordre et l'activité politique du parti prolétarien, qui, à un moment donné, permet d'accomplir plus rapidement d'autres tâches historiques ... », etc., etc. Le même journal publie un article du bolchevik Lozovsky protestant contre la politique bolchevik de répression violente des grèves ouvrières contre le nouveau gouvernement : « la tâche des syndicats et du pouvoir des Soviets est d'isoler les éléments bourgeois qui dirigent les grèves et poussent au sabotage, mais nous ne devrions pas essayer d'y arriver par des moyens purement mécaniques, par des arrestations, des envois au front, ou la suppression des cartes de

---

<sup>103</sup> Il serait intéressant de traduire aussi bien le *Manuel* que le *Contre-Manuel*. Pour avoir une idée de leur contenu, on se rapportera à l'article de D. L. Limon déjà cité ; article qui malgré son intérêt, dégénère parfois en une apologie « subtile » de la position léninienne.

ravitaillement (...). Nous trouvons absolument inadmissible la censure préalable, la suppression de la liberté d'agitation pour les partis socialistes et démocratiques. L'interdiction de journaux, la violence contre des grévistes, etc., irritent des plaies toujours vives. Il y a eu beaucoup trop d'« actions » de ce genre dans un passé récent qui restent gravées dans la mémoire des masses laborieuses russes, et cela peut mener à des analogies funestes pour le pouvoir soviétique ». Qu'un membre dirigeant du parti ait été amené à parler de la sorte montre qu'il ne s'agissait pas là de cas isolés. Le Parti tendait à utiliser de plus en plus fréquemment ces méthodes pour régler ses différends non seulement avec l'opposition bourgeoise, mais aussi avec ceux qui s'opposaient clairement à sa politique au sein du mouvement ouvrier lui-même. Le retrait des cartes de ravitaillement privait ceux qui en étaient victimes du droit légal à obtenir des rations — bref du « droit » à manger. Il ne restait d'autre issue aux individus privés de cartes que de se procurer de la nourriture au marché noir, ou par d'autres moyens, de toutes façons illégaux. On pouvait alors utiliser leur « crime contre l'État » comme un moyen légal pour les « neutraliser ». C'est dans cette atmosphère — rapports entre le Parti, les syndicats et les masses sans parti (que l'euphémisme « éléments bourgeois » sert généralement à désigner) — que va s'ouvrir le grand débat de janvier 1918.

### 23 Décembre

Décret créant un réseau de Conseils Régionaux de l'Économie Nationale (Sovnarkhozy), contrôlés par la Vesenka. « Chaque Sovnarkhoz doit être une réplique en miniature de la Vesenka. Il sera divisé en 14 sections pour les différentes branches de la production, et accueillera des représentants des institutions et des organisations locales... ». Chaque Svnarkhoz pourra créer « des unités plus petites incorporant les organes correspondants du contrôle ouvrier, quand ceux-ci existent ». « Ce qui avait été ainsi créé, c'était un département économique central, avec des bureaux locaux »<sup>104</sup>.

## 1918

### 6 Janvier

*Dissolution de l'Assemblée Constituante.* Le détachement qui dispersa l'Assemblée était mené par un marin anarchiste de Cronstadt, Zheleznyakov, alors commandant de la garde du Palais de Tauride, qui délogea le président de l'assemblée, Victor Chernov, en annonçant brutalement « la garde est fatiguée »<sup>105</sup>.

### 7-11 Janvier

*Premier Congrès Panrusse des syndicats à Pétrograd.*

Deux thèmes principaux allaient dominer le Congrès. Quels devaient être les rapports entre les Comités d'usine et les syndicats ? Et quels devaient être les rapports entre les syndicats et le nouvel État russe ? Peu de délégués, à ce moment, étaient conscients du lien étroit entre ces deux questions. Encore moins percevaient-ils comment une réponse simultanément favorable aux syndicats à la première question, et au nouvel « État ouvrier » à la seconde, émasculerait très vite les Comités d'usine et, en fait saperait irrévocablement la nature prolétarienne du régime.

À ce Congrès, les arguments échangés renvoyaient à des problèmes d'une importance extrême, et il faut les examiner de façon détaillée et attentive. Ce qui était en jeu, c'était le destin de la classe ouvrière russe pour des dizaines d'années. Selon Lozovsky (syndicaliste bolchevik) « les Comités d'usine étaient à ce point maîtres des lieux qu'ils étaient, trois mois après la révolution, dans une grande mesure indépendants par rapport aux organes de contrôle »<sup>106</sup>. Maïski, encore menchevik à l'époque, disait que d'après son expérience « ce n'était pas quelques prolétaires, mais presque tout le prolétariat, spécialement à Pétrograd, qui considérait le contrôle ouvrier comme l'avènement du royaume (tsarstvo) du socialisme ». Il se plaignait de ce que parmi les travailleurs, « l'idée même du

<sup>104</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 82-83.

<sup>105</sup> P. Avrich *op. cit.*, p. 156 (Qui donne d'autres références sur ce point).

<sup>106</sup> *Pervy vsrossiiski s'yezd professionalnykh soyuzov, 7-14 yanvarya 1918 g.* [Premier Congrès Panrusse des syndicats, 7-14 janvier 1918], Moscou, 1918, p. 193. (Référence par la suite à *Premier Congrès des syndicats*).

socialisme était incarnée par le concept du contrôle ouvrier »<sup>107</sup>. Un autre délégué menchevik déplora « que sous le couvert des Comités d'usine et du contrôle ouvrier, une vogue d'anarchisme déferle sur notre mouvement ouvrier russe »<sup>108</sup>. D. B. Riazanov<sup>109</sup>, récemment converti au bolchevisme, d'accord sur ce point avec les mencheviks, pressa les Comités d'usine « de se suicider et de se transformer totalement en éléments de la structure des syndicats »<sup>110</sup>.

Les quelques délégués anarcho-syndicalistes du Congrès « livrèrent une bataille désespérée pour préserver l'autonomie des Comités (...). Maximov<sup>111</sup> déclara que lui et ses camarades anarcho-syndicalistes étaient de « meilleurs marxistes » que les mencheviks ou les bolcheviks, déclaration qui causa une grande agitation dans la salle »<sup>112</sup>. On peut supposer qu'il pensait à un aspect précis de l'enseignement de Marx : l'idée selon laquelle l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes<sup>113</sup>.

Maximov pressa les délégués de se rappeler que « les Comités d'usine, organisations introduites directement par la vie même, au cours de la révolution, étaient les organisations les plus proches de la classe ouvrière, beaucoup plus proches que les syndicats »<sup>114</sup>. Les Comités ne devaient plus avoir pour fonction de protéger et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs. Ils devaient maintenant chercher une position prédominante dans l'industrie et l'économie. « Fils de la révolution, les Comités créeraient une nouvelle production sur de nouvelles bases »<sup>115</sup>. Les syndicats « qui correspondaient aux vieux rapports économiques de l'époque tsariste, avaient fait leur temps et ne pouvaient entreprendre cette tâche »<sup>116</sup>. Maximov prévoyait « un grand conflit entre le pouvoir central de l'État et les organisations exclusivement composées de travailleurs dans les localités »<sup>117</sup>. « Le but du prolétariat était de coordonner toutes les activités, tous les intérêts locaux, de créer un centre, mais pas un centre de décrets et d'ordonnances, un centre, au contraire, de coordination, d'orientation — et seulement un centre de ce genre pouvait organiser la vie industrielle du pays »<sup>118</sup>.

Parlant au nom des Comités d'usine, un travailleur de la base, Belusov, attaqua violemment les dirigeants du Parti, qui critiquaient continuellement les Comités « parce qu'ils n'agissaient pas conformément aux règlements » mais étaient eux-mêmes incapables de présenter un quelconque plan cohérent. Ils ne savaient que parler. « Tout cela paralyse le travail local. Devons-nous rester tranquilles à

---

<sup>107</sup> *Ibid.* p. 212.

<sup>108</sup> *Ibid.* p. 48.

<sup>109</sup> D. B. Riazanov, chercheur marxiste, connu surtout comme historiographe de l'Association internationale des Travailleurs (la Première Internationale), devint plus tard le fondateur de l'Institut Marx-Engels à Moscou et publia une biographie de Marx et Engels.

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 235.

<sup>111</sup> Grégori Pétrovitch Maximov, né en 1893. Agronome diplômé à Pétrograd en 1915, il rejoignit le mouvement révolutionnaire alors qu'il était encore étudiant. En 1918, il rejoignit l'Armée Rouge. Quand les bolcheviks utilisèrent l'armée dans des tâches de police et pour désarmer les travailleurs, il refusa d'obéir aux ordres et fut condamné à mort. La solidarité du syndicat des métallurgistes lui sauva la vie. Il dirigea les journaux anarcho-syndicalistes *Goloss Trouda* [La Voix du Travail] et *Novy Goloss Trouda* [La Nouvelle Voix du Travail]. Arrêté le 8 mars 1921 pendant le soulèvement de Cronstadt. Libéré plus tard dans la même année après une grève de la faim mais seulement grâce à l'intervention de délégués européens qui assistaient au congrès de l'Internationale Syndicale Rouge. Exilé, il dirigea à Berlin *Rabotchi Put* [La Voie du Travail] journal qui rassemblait des syndicalistes révolutionnaires russes à l'étranger. Plus tard, il vint à Paris et finalement s'installa à Chicago. Il mourut en 1950. Auteur de nombreux travaux sur l'anarchisme et la terreur bolchevik comme *The guillotine at work*, 1940.

<sup>112</sup> P. Avrich, *op. cit.*, p. 168.

<sup>113</sup> Remarquons par ailleurs qu'une « marxiste » de l'importance de Rosa Luxemburg n'hésita pas à déclarer au Congrès de fondation du Parti Communiste Allemand (Janvier 1919) que les syndicats étaient destinés à disparaître et à être remplacés par des Conseils de députés ouvriers et soldats et par des Comités d'usine (*Beritch tibe die Verhandlung Griindungsparteitages der KPD* (1919) pp. 16 et 80).

<sup>114</sup> *Premier Congrès des syndicats*, p. 85.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 239

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 215.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 85.

l'échelon local à attendre et ne rien faire ? Ce serait certainement la seule façon de ne pas commettre d'erreurs. Seuls ceux qui ne font rien ne commettent pas d'erreurs ». Un véritable contrôle ouvrier était la solution à la désintégration économique de la Russie. « La seule façon de s'en sortir qui reste aux ouvriers, c'est qu'ils prennent eux-mêmes en mains les usines et qu'ils les dirigent »<sup>119</sup>. « L'agitation au Congrès atteignit son comble — écrit Paul Avrich — lorsque Bill Chatov<sup>120</sup> traita les syndicats de « cadavres ambulants » et appela la classe ouvrière à « s'organiser localement, et à créer une Russie libre et nouvelle, sans Dieu, sans Tsar et sans chefs dans les syndicats ». Quand Riazanov protesta contre les propos méprisants de Chatov sur les syndicats, Maximov se leva pour prendre la défense de son camarade, rejetant les objections de Riazanov comme étant celles d'un intellectuel aux mains blanches qui n'avait jamais travaillé, jamais sué, jamais su ce que pouvait être la vie. Un autre délégué anarcho-syndicaliste, Laptev, rappela à l'assemblée que la révolution avait été faite « non seulement par les intellectuels, mais aussi par les masses », il était donc urgent pour la Russie « d'écouter la voix de la masse des travailleurs, la voix de ceux d'en bas »<sup>121</sup>.

La résolution des anarcho-syndicalistes, réclamant « un véritable contrôle ouvrier, et non pas un contrôle ouvrier étatique », et demandant que « l'organisation de la production, des transports et de la distribution soit immédiatement transférée entre les mains des travailleurs eux-mêmes et non aux mains de l'État ou à quelque appareil de fonctionnaires, composé de membres de la classe ennemie », fut repoussée. Les anarcho-syndicalistes, qui étaient surtout implantés chez les mineurs du district de Debaltzef dans le bassin du Don, parmi les travailleurs des chantiers navals et les travailleurs du ciment de Ekaterinodar et de Novorossiysk et parmi les cheminots de Moscou, avaient 25 délégués au Congrès (sur la base d'un délégué pour 3000-3500 membres)<sup>122</sup>.

Le nouveau gouvernement ne voulait même pas entendre parler d'une extension du pouvoir des Comités. Il reconnaissait clairement dans les syndicats une force « plus stable » et « moins anarchique » (c'est-à-dire beaucoup plus facilement contrôlable d'en haut), à laquelle il pouvait provisoirement confier des fonctions administratives dans l'industrie. Les bolcheviks, par conséquent, demandèrent que « les organisations syndicales, en tant qu'organisations de classe du prolétariat sur une base d'industrie, assument la tâche essentielle de l'organisation de la production et du rétablissement des forces productives, si affaiblies, du pays »<sup>123</sup>. (Un peu plus tard, les bolcheviks allaient se battre avec acharnement pour arracher ces mêmes fonctions aux syndicats et les attribuer sans partage à des éléments nommés directement par le Parti. En fait, pendant les trois années suivantes on allait sans arrêt rappeler aux dirigeants bolcheviks les positions du Parti en janvier 1918. Nous en reparlerons).

Le Congrès, avec son écrasante majorité bolchevik, vota la transformation des Comités d'usine en organes syndicaux<sup>124</sup>. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires votèrent *avec* les bolcheviks une résolution proclamant que « la centralisation du contrôle ouvrier était l'affaire des syndicats »<sup>125</sup>. Le contrôle ouvrier était défini comme « l'instrument par lequel le plan économique général doit être réalisé localement »<sup>126</sup>. « Ceci impliquait l'idée précise d'une normalisation dans la sphère de la

---

119 *Ibid.*, p. 221.

120 Vladimir Chatov, né en Russie, émigra au Canada et aux USA. En 1914, il reproduisit clandestinement 100 000 exemplaires de la célèbre brochure de Margaret Sanger, *Family Limitation*, sur le contrôle des naissances. Il travailla comme mécanicien docker et typographe. Membre des IWW [International Workers of World, organisation syndicaliste révolutionnaire américaine] Il collabora ultérieurement à *Goloss Trouda*, organe hebdomadaire anarcho-syndicaliste de l'Union des ouvriers russes des États Unis et du Canada. En juillet 1917 il revint à Pétrograd et « implanta » *Goloss Trouda* dans la capitale russe. Plus tard, il devint membre du Comité militaire révolutionnaire de Pétrograd et officier de la 10<sup>ème</sup> Armée Rouge. En 1919, il joua un rôle important dans la défense de Pétrograd contre Youdenich. En 1920, il devint ministre des transports de la République soviétique d'extrême-orient. Il disparut pendant les « purges » de 1936-38.

<sup>121</sup> P. Avrich, *op. cit.*, pp. 168-169.

<sup>122</sup> G. P. Maximov, *op. cit.*, pp. 12-13.

<sup>123</sup> Cité par A. S. Chliapnikov, *Die Russischen Gewerkschaften* [Les syndicats russes], Leipzig, 1920 (en allemand).

<sup>124</sup> Premier Congrès des syndicats, p. 374.

<sup>125</sup> *Ibid.*, pp. 369-370.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 369.

production »<sup>127</sup>. Il était regrettable que les travailleurs puissent interpréter la chose d'une autre façon. « Mais si les travailleurs se méprennent et interprètent faussement le contrôle ouvrier, ce n'est cependant pas une raison suffisante pour le désavouer »<sup>128</sup>. Ce que le Parti entendait par contrôle ouvrier était expliqué en détail. Il signifiait, entre autres choses, que « les organes de base du contrôle ouvrier n'étaient pas compétents pour s'occuper du contrôle financier (...). Celui-ci relevait des organes supérieurs de contrôle, de l'appareil général de direction, au Conseil suprême de l'Économie Nationale. Tout ce qui concernait les finances devait être laissé aux organes supérieurs du contrôle »<sup>129</sup>. « Pour que le contrôle ouvrier serve au maximum le prolétariat, il était absolument nécessaire d'empêcher son atomisation. Les travailleurs de chaque entreprise particulière ne devaient plus avoir le droit de prendre des décisions définitives sur les questions touchant à l'existence de l'entreprise »<sup>130</sup>. Un grand travail de « rééducation » était nécessaire, et cela devait être confié aux « commissions économiques de contrôle » des syndicats. Il fallait faire pénétrer dans les rangs des travailleurs, la conception bolchevik du contrôle ouvrier. « Les syndicats doivent examiner chaque décret des Comités d'usine relatif au contrôle, et expliquer par leurs délégués dans les usines et les ateliers, que le contrôle de la production *ne signifie pas* le transfert de l'entreprise entre les mains des travailleurs de l'entreprise, qu'il *n'équivaut pas* à la socialisation de la production et de l'échange »<sup>131</sup>. Une fois que les Comités auraient été « assimilés », les syndicats devaient être l'instrument intermédiaire qui permettrait au contrôle ouvrier de se transformer graduellement en contrôle d'État.

Il ne s'agissait pas là de discussions abstraites. Ce qui était sous-jacent dans ces controverses, c'était la conception même du socialisme : pouvoir des travailleurs ou pouvoir du Parti agissant « au nom » de la classe ouvrière. « Si les travailleurs réussissaient à maintenir leurs droits sur les usines qu'ils avaient saisies, s'ils faisaient marcher ces usines pour eux-mêmes, s'ils considéraient que la révolution était ainsi accomplie, et que le socialisme avait été établi — on ne voyait pas quel besoin ils pourraient avoir alors de la direction révolutionnaire des bolcheviks »<sup>132</sup>.

L'âpreté avec laquelle on discuta du sort des Comités d'usine éclaira un autre point. « Bien que les bolcheviks aient eu la majorité à la première Conférence Panrusse des Comités d'usine — et bien qu'ils aient pu, en tant que représentants des Comités, imposer leurs résolutions à la Conférence — ce qu'ils ne pouvaient pas obtenir, c'est que les résolutions fussent appliquées contre la volonté des Comités eux-mêmes (...). Les Comités d'usine n'avaient accepté la direction des bolcheviks qu'aussi longtemps que des divergences sur les objectifs n'étaient pas apparues clairement »<sup>133</sup>.

Le premier Congrès des syndicats fut aussi témoin d'une controverse passionnée sur la question des rapports entre les syndicats et l'État. Les mencheviks, qui prétendaient que la révolution ne pouvait conduire qu'à une république démocratique — bourgeoise, insistaient sur l'autonomie des syndicats vis-à-vis du nouvel État russe. Maïski déclara que « si le capitalisme reste intact, les tâches auxquelles les syndicats sont confrontés sous le capitalisme restent inchangées »<sup>134</sup>. D'autres pensaient aussi que le capitalisme allait se renforcer, et que les syndicats ne devaient rien faire qui puisse affaiblir leur pouvoir. Martov présenta un point de vue plus subtil : « Dans la situation historique présente — dit-il — le gouvernement ne peut pas représenter uniquement la classe ouvrière. Il ne peut être qu'une administration de facto liée à une masse hétérogène de travailleurs, aussi bien des prolétaires que des non prolétaires. Il ne peut donc appliquer une politique *économique* qui représente de façon cohérente et ouverte les intérêts de la classe ouvrière »<sup>135</sup>. Mais les syndicats pouvaient le faire. Par conséquent, les syndicats devaient garder une certaine indépendance face au nouvel État. Il est intéressant de noter qu'en 1921, dans sa controverse avec Trotsky — quand, soit dit en passant, il était bien trop tard — Lénine utilisa des arguments fort semblables : le fait que les ouvriers devaient

---

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 192.

<sup>128</sup> *Ibid.* p. 230.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 195.

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 369.

<sup>131</sup> *Ibid.*, Résolution adoptée, p. 370.

<sup>132</sup> F. Kaplan, *op. cit.*, p. 128.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 181.

<sup>134</sup> *Premier Congrès des syndicats*, p. 11.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 80.

se défendre contre « leur propre État » qui n'était pas seulement un État « ouvrier » mais un État « ouvrier et paysan » — avec, en plus, des « déformations bureaucratiques ». Le point de vue bolchevik, soutenu par Lénine et Trotsky, et présenté par Zinoviev, était que les syndicats devaient être sinon complètement intégrés, du moins subordonnés au gouvernement. L'idée de la neutralité des syndicats fut qualifiée officiellement d'idée « bourgeoise », donc tout à fait anormale dans un État ouvrier<sup>136</sup>. La résolution adoptée par le Congrès exprimait clairement ces idées dominantes : « Les syndicats devront se charger du lourd fardeau de l'organisation de la production et du redressement des forces économiques détruites du pays. Leurs tâches les plus urgentes, c'est leur participation énergique à tous les organes centraux de régulation de la production, l'organisation du contrôle ouvrier (*sic !*), le recensement et la distribution de la force de travail, l'organisation des échanges entre la ville et la campagne (...) — la lutte contre le sabotage et la mise en vigueur des dispositions sur le travail obligatoire (...). En se développant, les syndicats devront, dans le processus de l'actuelle révolution socialiste, devenir des organes de pouvoir socialiste, et comme tels, devront travailler en coordonnant — et subordonnant — leur activité à celle d'autres organes en vue de mettre en pratique les nouveaux principes (...) Le Congrès est convaincu qu'en conséquence, pendant ce processus, *les syndicats se transformeront inévitablement en organes de l'État socialiste*. La participation à la vie syndicale, doit être pour tous les membres de la population employés dans l'industrie, un devoir vis-à-vis de l'État ».

Les bolcheviks n'acceptaient pas unanimement les vues de Lénine sur ces problèmes. Tandis que Tomski, leur principal porte-parole pour les questions syndicales, affirmait que les « intérêts particuliers de groupes de travailleurs devaient être subordonnés aux intérêts de la classe toute entière »<sup>137</sup>, intérêt que, comme tant de bolcheviks, il identifiait abusivement à l'hégémonie du Parti — Rayzanov répliquait « qu'aussi longtemps que la révolution sociale commencée ici n'aura pas fusionné avec la révolution sociale en Europe et dans le monde entier (...) le prolétariat russe (...) doit être sur ses gardes et ne doit pas renoncer à une seule de ses armes (...), il doit maintenir son organisation syndicale »<sup>138</sup>. Selon Zinoviev, « l'indépendance » des syndicats sous un gouvernement ouvrier ne pouvait signifier que le droit de soutenir des « saboteurs », et c'était tout. Malgré cela, Tsyperovitch, un important syndicaliste bolchevik, proposa que le Congrès ratifiât le droit des syndicats de continuer à avoir recours à la grève pour la défense de leurs membres. Une résolution dans ce sens fut cependant repoussée<sup>139</sup>.

Comme on pouvait s'y attendre, cette attitude dominatrice du Parti dominant (dans ses rapports et avec les Comités d'usine, et avec les syndicats) ne manqua pas de jouer un rôle important dans le développement ultérieur des événements. Et on peut dire qu'elle fut enfin de compte un « facteur historique objectif » au moins aussi important que la « dévastation » et « l'atomisation » de la classe ouvrière dues à la guerre civile (qui n'avait pas encore éclaté...). En fait, on peut affirmer que l'attitude des bolcheviks face aux Comités d'usine (et la destruction de l'énorme espoir que ces Comités représentaient pour des centaines de milliers de travailleurs) contribua à engendrer ou renforcer l'apathie et le cynisme de certains secteurs de la classe ouvrière, renforça la tendance à désertir le travail et à rechercher des solutions individuelles aux problèmes sociaux — c'est-à-dire tous ces maux dont les bolcheviks se plaignaient si fort. Et il est par dessus tout essentiel de souligner que la politique bolchevik vis-à-vis des syndicats et des Comités, que nous avons exposée ici, preuves à l'appui et en détail, fut appliquée douze mois *avant* l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, c'est-à-dire avant l'irrévocable défaite de la Révolution allemande, événement habituellement invoqué pour « justifier » bon nombre de mesures prises par les dirigeants russes.

## 15-21 Janvier

*Premier Congrès Panrusse des Travailleurs du Textile*, à Moscou. Majorité bolchevik. Le Congrès déclara que « le contrôle ouvrier n'était qu'un stade transitoire vers l'organisation planifiée de la

---

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 364.

<sup>137</sup> *Ibid.*, préface.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 367

production et de la distribution »<sup>140</sup>. Le syndicat adopta de nouveaux statuts proclamant que « la cellule de base du syndicat est le Comité d'usine, qui a pour mission d'appliquer, dans chaque entreprise, toutes les décisions du syndicat »<sup>141</sup>. On agita aussi la trique. S'adressant au Congrès, Lozovski déclara que « si le « patriotisme » local de certaines usines entre en conflit avec les intérêts du prolétariat dans son ensemble, nous affirmons résolument que nous ne reculerons devant *aucune mesure* [c'est nous qui soulignons, M.B.] pour supprimer les tendances pernicieuses pour les travailleurs »<sup>142</sup>. En d'autres termes, le Parti peut imposer *sa* conception des intérêts de la classe ouvrière, si besoin est contre les travailleurs eux-mêmes.

### 23-31 Janvier

*Troisième Congrès Panrusse des Soviets*

### Février

Décret bolchevik nationalisant la terre

### 3 Mars

*Signature du Traité de Paix de Brest-Litovsk.* La Vésenka publie un décret définissant les fonctions de la direction technique dans l'industrie. Chaque centre administratif doit désigner dans chacune des entreprises dont il s'occupe *un commissaire* (représentant et inspecteur du gouvernement) et *deux directeurs* (l'un technique et l'autre administratif). Le directeur technique ne reçoit des ordres que du commissaire du gouvernement ou de la « Direction Centrale » de l'industrie. (Autrement dit, seul le « directeur administratif » pouvait, jusqu'à un certain point, être contrôlé d'en bas).

Le décret stipulait que « dans les entreprises nationalisées, le contrôle ouvrier est exercé en soumettant toutes les déclarations et les décisions du Comités d'usine ou d'atelier, ou de la commission de contrôle, à l'approbation du Conseil Administratif Économique ». « Les ouvriers et les employés ne doivent pas représenter plus de la moitié des membres du Conseil Administratif »<sup>143</sup>.

Pendant les premiers mois de 1918, la Vésenka commença à construire, par en haut, son « administration unifiée » des diverses industries. Le modèle choisi était assez instructif. De 1915 à 1916, le gouvernement tsariste avait mis sur pied des organes centraux (parfois appelés « comités » et parfois « centres ») qui dirigeaient l'activité des industries produisant des articles directement ou indirectement nécessaires à la guerre. En 1917, ces organes centraux (généralement composés des représentants de l'industrie concernée et exerçant des fonctions de régulation d'un caractère plutôt indéterminé) s'étaient étendus à presque toute la production industrielle du pays. Pendant la première moitié de 1917, la Vésenka prit progressivement possession de ces organes (ou de ce qui en restait) pour les convertir — sous le nom de *glavki* (comités directeurs) ou *tsentri* (centres) — en organes administratifs soumis à la direction et au contrôle de la Vésenka. Le « comité directeur » de l'industrie du cuir (Glavkozsh) fut créé en janvier 1918. Celui-ci fut rapidement suivi par les « comités directeurs » du papier et du sucre, et par les « centres » du thé et du savon. Ceux-ci, ainsi que le Tsentrotekstil fonctionnaient régulièrement en mars 1918. « Ils auraient difficilement pu être formés — écrit Carr — sans les fondations pré-révolutionnaires et sans la collaboration des équipes de directeurs et de techniciens (...). On pouvait discerner une sorte de communauté d'intérêts tacite entre le gouvernement et les plus modérés et raisonnables des industriels, en ce qui concerne le retour à une sorte d'ordre dans la production »<sup>144</sup>. Ceci soulève un problème d'ordre théorique assez intéressant. Les marxistes ont fréquemment affirmé que les révolutionnaires ne pouvaient simplement s'emparer des institutions politiques de la société bourgeoise (parlement, etc.) et les faire servir des buts différents (comme l'introduction du socialisme). Ils ont toujours déclaré qu'il faudrait créer de nouvelles institutions politiques (soviets ou conseils) qui permettent une expression adéquate du pouvoir ouvrier. Mais ils ont aussi gardé généralement un silence prudent sur la question de savoir si les révolutionnaires pouvaient « s'emparer

<sup>140</sup> *Vsesoyuzny s'yezd professionalnykh soyuzov tekstilshchikov i fabrichnykh komitetov*, Moscou 1918 p 8

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>142</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>143</sup> *Sbornik dekretov i postanovlenii po narodnomu klozyaistvu (1918)*, pp. 311-315.

<sup>144</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2 pp. 86-87.

» des institutions du pouvoir économique bourgeois et les utiliser à leurs propres fins — ou si elles devaient, elles aussi, être d'abord détruites et remplacées après par un nouveau type d'institution, représentant un changement fondamental dans les rapports de production. Les bolcheviks, en 1918, optèrent clairement pour la première solution (V., par exemple, ce qui est rapporté ici sous la rubrique *28 avril et 5 mai*). Et ce choix fit naître, même dans leurs propres rangs, la crainte de ce que toutes les énergies soient alors dirigées « vers le renforcement et le développement de la capacité de production (...), impliquant le refus de poursuivre la destruction des rapports de production capitalistes, et même une restauration partielle de ceux-ci »<sup>145</sup>.

### **6-8 Mars**

*Septième Congrès du Parti* Discussions passionnées, pendant ce bref Congrès, sur la signature du Traité de paix de Brest-Litovsk.

### **14-18 Mars**

*Quatrième Congrès Panrusse des Soviets*

### **Mars**

Les communistes de « gauche » (Ossinsky, Boukharine, Lomov, Smirnov) doivent abandonner leurs postes dirigeants dans le Conseil Économique Central (à cause, en partie, de leur attitude envers le traité de Brest-Litovsk), et sont remplacés par des « modérés » comme Milioutine et Rykov<sup>146</sup>. On prit des mesures immédiates pour renforcer l'autorité directoriale, renforcer la discipline dans le travail et introduire des stimulants économiques, sous la supervision des organisations syndicales. L'affaire démontra assez clairement que la présence d'éléments « de gauche » à des postes d'administration élevés ne peut remplacer en aucune manière le contrôle par la base sur les lieux de production.

### **26 Mars**

Les *Isvestiyas* du Comité Exécutif Central Panrusse publient un décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur la « centralisation de la direction des Chemins de Fer ». Ce décret, qui mettait fin au contrôle ouvrier dans les chemins de fer était, « une nécessité préalable absolue pour l'amélioration des conditions du système des transports »<sup>147</sup>. Il insistait sur le fait qu'il était urgent d'instaurer une « discipline de fer dans le travail » et une « direction individuelle » dans les chemins de fer, et accordait des pouvoirs « dictatoriaux » au Commissariat des Voies de Communication. L'article 6 proclamait la nécessité de sélectionner des individus qui agiraient comme des « dirigeants technico-administratifs » dans chaque centre local cantonal ou régional des chemins de fer. Ces individus seraient « responsables devant le Commissaire du Peuple des Voies de Communication ». Ils devaient être « l'incarnation de la totalité du pouvoir dictatorial du prolétariat dans chaque centre des chemins de fer »<sup>148</sup>.

### **30 Mars**

Trotsky, nommé Commissaire des Affaires Militaires après Brest-Litovsk, avait rapidement réorganisé l'Armée Rouge. La peine de mort pour désobéissance pendant le combat avait été rétablie. Et aussi, plus graduellement, le salut, les titres, les casernements séparés et autres privilèges pour les officiers<sup>149</sup>. Les formes démocratiques d'organisation, y compris l'élection des officiers, avaient été rapidement supprimées. « La méthode de l'élection — écrivait Trotsky — est politiquement sans intérêt et techniquement inopportune, et en plus elle a déjà été condamnée par décret »<sup>150</sup>. N. V. Krylenko, un des commissaires adjoints aux affaires militaires nommé après la Révolution d'Octobre,

---

<sup>145</sup> *Ibid.*, vol. 2, p. 95.

<sup>146</sup> *Ibid.*, vol. 2, p. 91.

<sup>147</sup> V. Lenin, *Selected Works*, vol. 7, notes, p. 505.

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>149</sup> Pendant des années, la littérature trotskyste a dénoncé ces aspects réactionnaires de l'Armée Rouge comme exemples de ce qui arriva, « sous le stalinisme ». En fait, Smirnov les critiquait déjà au Huitième Congrès du Parti en mars 1919.

<sup>150</sup> L. Trotsky, « Travail, Discipline, Ordre », *Sochineniya*, XVII, p. 171-172.

donna sa démission du Département de la Défense pour protester contre ces mesures<sup>151</sup>.

### 3 Avril

Le Conseil Central des Syndicats publia son premier rapport détaillé sur la fonction du syndicat face aux problèmes de la « discipline dans le travail » et de « l'émulation ». Les syndicats « ne devaient épargner aucun effort pour accroître la productivité du travail, ils devaient créer par conséquent dans les usines et les ateliers les bases indispensables au travail discipliné ». Chaque syndicat devait établir une commission « pour fixer les normes de productivité pour chaque secteur et chaque catégorie de travailleurs ». L'utilisation du travail aux pièces « pour élever la productivité du travail » était admise. On affirmait que « les primes de productivité, lorsque la norme établie était dépassée, pouvaient, dans certaines limites, être une mesure utile pour élever la productivité sans épuiser le travailleur ». Enfin, si « des groupes isolés de travailleurs » refusaient de se soumettre à la discipline syndicale, ils pourraient en dernier ressort être expulsés du syndicat « avec toutes les conséquences qui en découlent »<sup>152</sup>.

### 11-12 Avril

Des détachements armés de la Tchéka font des descentes dans 26 centres anarchistes de Moscou. Des combats ont lieu entre des agents de la Tchéka et des Gardes Noirs dans le Monastère de Donskoi. Quarante anarchistes tués ou blessés, plus de cinq cent prisonniers.

### 20 Avril

Le problème du contrôle ouvrier est maintenant largement discuté dans le Parti lui-même. Le Comité du District de Leningrad publie le premier numéro de *Kommounist* (revue théorique des communistes « de gauche », dirigée par Boukharine, Radek et Ossinsky, et plus tard Smirnov). Ce numéro contenait les « Thèses sur la situation actuelle » du comité de rédaction. La revue dénonçait « une politique du travail destinée à imposer une discipline aux travailleurs, sous couvert d'« auto-discipline », l'introduction du travail obligatoire, le salaire aux pièces et l'allongement de la journée de travail. » Elle affirmait que « l'introduction de la discipline du travail en liaison avec la restauration de la gestion capitaliste dans l'industrie ne peut pas augmenter vraiment la productivité du travail, mais elle diminuera l'initiative de classe, l'activité et la capacité d'organisation du prolétariat. Elle menace d'asservir la classe ouvrière et va accroître le mécontentement non seulement parmi les éléments arriérés, mais aussi parmi l'avant-garde du prolétariat. Pour réaliser dans la pratique ce système, étant donné la haine qui règne dans le prolétariat contre « les saboteurs capitalistes », le Parti Communiste devra s'appuyer sur la petite-bourgeoise, contre les ouvriers ». Et ce faisant « il se détruira lui-même en tant que parti du prolétariat ».

Le premier numéro de cette nouvelle revue contenait aussi un sérieux avertissement de Radek : « Si la Révolution russe était renversée par la violence de la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtrait de ses cendres comme le Phénix ; mais si elle perdait son caractère socialiste et décevait ainsi les travailleurs, ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale »<sup>153</sup> (49). Le même numéro mettait en garde contre la « centralisation bureaucratique, la domination de divers commissaires, la perte de l'indépendance des soviets locaux et, en pratique, le rejet du modèle de l'État-commune administré par en bas »<sup>154</sup> (50). « C'est très bien — remarquait Boukharine — d'écrire comme Lénine l'a fait (dans *l'État et la Révolution*) que chaque cuisinière devrait apprendre à diriger l'État. Mais qu'arrive-t-il quand chaque cuisinière a derrière elle un commissaire qui lui donne constamment des ordres ? ».

Le second numéro du journal contenait quelques commentaires prophétiques d'Ossinsky : « Nous sommes partisans de la construction d'une société prolétarienne par la créativité de classe des travailleurs eux-mêmes, et non par des oukases des capitaines d'industrie (...). Si le prolétariat lui-même ne sait pas créer les conditions nécessaires d'une organisation socialiste du travail, personne ne peut le

<sup>151</sup> N. V. Krylenko, *Autobiographie in Dict. Encyclo.*, XLI-1, app., p. 246.

<sup>152</sup> *Narodnoye khozyaistro*, N° 2, 1918, p. 38.

<sup>153</sup> K. Radek, « Posle pyatimesyatsev » [Après cinq mois] *Kommounist*, N° 1, avril 1918, pp. 3-4.

<sup>154</sup> *Kommounist*, N° 1, « Tesisy o tekushchem momente » [thèses sur la situation actuelle], p. 8.

faire à sa place. Et personne ne peut l'y contraindre. Si le bâton se lève contre les ouvriers, il se trouvera dans les mains, ou d'une autre force sociale, ou du pouvoir soviétique lui-même. Mais le pouvoir soviétique sera alors obligé de chercher l'appui d'une autre classe (la paysannerie, par exemple) contre le prolétariat, et, par là, il se détruira lui-même en tant que dictature du prolétariat. Le socialisme et l'organisation socialiste seront établis par le prolétariat lui-même ou ne seront pas ; à leur place, apparaîtra autre chose : le capitalisme d'État»<sup>155</sup>.

Lénine réagit violemment, avec l'inévitable chapelet d'injures «appropriées». Les thèses des « Communistes de gauche » étaient une « honte insigne », un « total abandon du communisme dans la pratique », un « ralliement total à la petite bourgeoisie ». Les « communistes de gauche », « pénétrés jusqu'à la moelle de la psychologie de l'intellectuel petit-bourgeois déclassé », « se sont laissé prendre à la provocation des Issouv [leader menchevik] et autres Judas capitalistes »<sup>156</sup>. À Leningrad, on lança rapidement une campagne qui prit des proportions telles que *Kommunist* dut transférer sa publication à Moscou, où le journal réapparut d'abord sous les auspices de l'organisation régionale du Parti, et plus tard comme porte-parole « non officiel » d'un groupe de camarades. Après la parution du premier numéro de la revue, une Conférence du Parti de Leningrad convoquée à la hâte donna une majorité aux « léninistes » et « demanda que les partisans de *Kommunist* mettent fin à leur existence organisationnelle séparée »<sup>157</sup>. Voilà ce qu'il en était du droit de tendance... en 1918 (c'est-à-dire bien avant l'interdiction officielle des tendances par le Xème Congrès — en 1921).

Durant les mois qui suivirent, les léninistes réussirent à s'emparer de la direction de l'organisation du Parti dans des régions qui avaient au départ soutenu la « gauche ». Vers la fin du mois de mai, l'organisation du Parti de la région de l'Oural (dont la composition était essentiellement prolétarienne), dirigée par Préobrajenski, et le Bureau régional de Moscou, furent « conquis » par les partisans de la direction du Parti. Le quatrième et dernier numéro de *Kommunist* (mai 1918) dut être publié comme l'organe « privé » d'une tendance. Comme le note Daniels, ces importantes questions, du plus grand intérêt pour l'ensemble de la classe ouvrière, ne furent pas résolues « par la discussion, la persuasion ou le compromis, mais par une vaste campagne de pressions dans les organisations du Parti, accompagnée d'un feu roulant d'insultes et d'accusations dans la presse du Parti et dans les déclarations de ses dirigeants. La polémique de Lénine donna le ton, et ses lieutenants se chargèrent de ramener les militants dans le droit chemin »<sup>158</sup>. Plus d'un membre du mouvement révolutionnaire « traditionnel » trouvera à ces méthodes un air indiscutablement familier.

## 28 Avril

Article de Lénine sur *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, publié dans les *Isvestiyas* du Comité Exécutif Central Panrusse. Il demandait des « mesures et décrets » pour « développer la discipline du travail », condition de « l'essor économique ». (Parmi les mesures suggérées, il y avait l'introduction d'un système de cartes pour enregistrer la productivité de chaque travailleur, l'introduction de règlements d'usine dans chaque entreprise, la création de bureaux chargés de fixer le rendement de chaque travailleur et le paiement de primes pour le dépassement des normes). Il se peut que Lénine ait senti tout ce qu'il y avait de potentiellement négatif et dangereux dans les mesures envisagées ; en tout cas, il n'y a jamais fait allusion. Nul besoin pourtant de grands efforts d'imagination pour comprendre que les gratte-papier chargés de calculer « le rendement de chaque ouvrier », et les employés remplissant les « bureaux de production », allaient devenir des éléments constituants d'une nouvelle couche bureaucratique en formation. Mais Lénine allait même plus loin. Il écrivait : « Il faut inscrire à l'ordre du jour, introduire pratiquement et mettre à l'épreuve le salaire aux pièces ;

<sup>155</sup> Ossinsky, « O stroitel'stve stsjalizma » [Sur la construction du socialisme] *Kommunist*, N° 2, avril 1918, p. 5. Il était déjà évident pour certains en 1918 quel devait être l'aboutissement de l'orientation suivie par la politique économique léniniste. Ceux qui, aujourd'hui, prétendent en même temps être « léninistes » et dénoncer le « capitalisme d'État » russe devraient y réfléchir.

<sup>156</sup> V. I. Lénine, « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites bourgeoises », *Oeuvres choisies*, vol. 2, p. 840.

<sup>157</sup> V. Sorin, *Partiya i oppositsiya, I, Fraktsiya levykh kommunistov* [Le Parti et l'Opposition, I, La fraction des communistes de gauche], Moscou, 1925, pp. 21-22.

<sup>158</sup> R. V. Daniels, *op. cit.*, p. 87

appliquer les nombreux éléments scientifiques et progressifs que comporte le système Taylor<sup>159</sup> (...). La République des Soviets doit faire siennes, coûte que coûte, les conquêtes les plus précieuses de la science et de la technique dans ce domaine. (...). Il faut organiser en Russie l'étude et l'enseignement du système Taylor, son expérimentation et son adaptation systématiques ». Seuls les « représentants conscients (ou, pour la plupart, sans doute inconscients) du laisser-aller petit-bourgeois » pouvaient voir dans les derniers décrets sur la gestion des chemins de fer, qui octroyait des pouvoirs « illimités, c'est-à-dire dictatoriaux » à certains individus, quelque chose qui puisse être assimilé à « un abandon du principe de la collégialité, de la démocratie et des principes du pouvoir des Soviets (...). Que la dictature personnelle ait très souvent été, dans l'histoire des mouvements révolutionnaires, l'expression, le véhicule, l'agent de la dictature des classes révolutionnaires, c'est ce qu'attesté l'expérience irréfutable de l'histoire (...). [T]oute grande industrie mécanique, qui constitue justement la source et la base matérielle de production du socialisme, exige une *unité de volonté* rigoureuse, absolue (...) Mais comment une rigoureuse unité de volonté peut-elle être assurée ? Par la soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne (...) [L]a *soumission sans réserve* [souligné par Lénine] à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique (...) La révolution exige aujourd'hui (...) que les masses *obéissent sans réserve à la volonté unique* [souligné par Lénine] des dirigeants du travail »<sup>160</sup>. L'exigence d'une obéissance « sans réserve » a été le fait, tout au long de l'histoire, d'innombrables réactionnaires qui, par ailleurs, ont essayé d'imposer cette obéissance à ceux qui étaient soumis à leur autorité. Ce qui est par contre le propre des vrais révolutionnaires, c'est de tout passer, sans exception, au crible de la critique, y compris leurs propres actes (auto-critique).

### Mai

Le pouvoir supprime *Bourestnik*, *Anarkhia*, *Goloss Trouda*, et d'autres journaux anarchistes importants.

### Mai

Préobajenski lance cet avertissement dans *Kommunist* : « Le Parti aura bientôt à décider dans quelle mesure la dictature de quelques individus sera étendue des chemins de fer et d'autres branches de l'économie, au Parti lui-même »<sup>161</sup>.

### Mai

Publication de « Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises ». Après avoir dénoncé les thèses de *Kommunist* comme de simples « phrases grandiloquentes et creuses », etc., Lénine tenta d'apporter une réponse à quelques uns des problèmes posés par les communistes de gauche. Selon Lénine, le « capitalisme d'État » n'était nullement un danger. Il s'agissait, au contraire, *d'un pas en avant*. « Si, dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'État, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible ». « Le capitalisme d'État est, au point de vue *économique*, infiniment supérieur à notre économie actuelle (...). Ensuite, il ne contient rien que le pouvoir des Soviets doive redouter, car l'État soviétique est un État dans lequel le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré » [puisque le pouvoir politique est entre les mains d'un « parti ouvrier », M.B.]. « [T]out l'ensemble de conditions qui donne le socialisme », c'est a) « la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne », b) « une organisation d'État méthodique qui subordonne des dizaines de millions d'hommes à l'observation la plus rigoureuse d'une norme unique dans la production et la répartition des produits » et c) « que le prolétariat domine l'État » [Il est important de remarquer que le pouvoir de la classe ouvrière *dans la production* ne fait pas partie pour Lénine de cet « ensemble de conditions qui donne le socialisme »]. Et Lénine ajoute que l'histoire « a *donné naissance* en 1918, à deux moitiés de

<sup>159</sup> Avant la Révolution, Lénine avait dénoncé le taylorisme comme « l'asservissement de l'homme par la machine », *Sochineniya* XVII pp. 247-8.

<sup>160</sup> V. I. Lénine, *Oeuvres choisies*, vol. 2, pp. 820, 826-830 et 831-832.

<sup>161</sup> *Kommunist*, N° 4, mai 1918.

socialisme, séparées et voisines comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international ». L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918 « la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions politiques, d'autre part ». En attendant donc la révolution allemande, « notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l'implanter en Russie » — et Lénine ajoute ici une phrase intéressante : « ...pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre 1er pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie »<sup>162</sup>. C'est peut-être la seule référence admirative à un Tsar que l'on puisse trouver dans toute l'œuvre de Lénine. En citant ce passage, trois ans plus tard, Lénine omit la référence à Pierre le Grand<sup>163</sup>.

« Ce qui prédomine actuellement en Russie — ajoutait Lénine — c'est le capitalisme petit-bourgeois, à partir duquel il n'est *qu'un seul et même chemin* pour parvenir *aussi bien* au grand capitalisme d'État qu'au socialisme, et ce chemin passe par *la même* étape intermédiaire qui s'appelle « inventaire et contrôle exercés par le peuple entier sur la production et la répartition des produits ». Lutter contre le « capitalisme d'État » en avril 1918 c'était, selon Lénine, une « erreur économique » ; quand à prétendre qu'une « évolution vers un capitalisme d'État » représenterait un danger pour la République des Soviets, c'était une « découverte » qui ne pouvait que provoquer « un rire homérique »<sup>164</sup>. S'il entendait un commerçant lui dire qu'il y avait eu une amélioration dans le fonctionnement des chemins de fer, « cet éloge — déclara-t-il — me semblerait mille fois plus précieux que vingt résolutions communistes »<sup>165</sup>. Quand on lit des passages comme ceux que nous venons de citer, il devient difficile de comprendre comment certains éléments du mouvement révolutionnaire peuvent à la fois se déclarer « léninistes » et déplorer que la société russe soit une forme de capitalisme d'État. Certains tiennent pourtant cette gageure<sup>166</sup>.

Ce qui saute aux yeux, à la lecture de ces passages (et de bien d'autres textes, écrits à la même époque), c'est que pour presque tous les leaders bolcheviks, le caractère prolétarien du régime tenait au caractère prolétarien du Parti qui s'était emparé du pouvoir d'État. Aucun d'eux ne semblait penser que la nature prolétarienne du régime puisse dépendre avant tout et essentiellement de la réalité du pouvoir ouvrier *dans la production elle-même* — c'est-à-dire de la gestion ouvrière de la production. Il aurait dû être pourtant évident pour eux, en tant que marxistes, que si la classe ouvrière ne détenait pas le pouvoir économique, son pouvoir « politique » serait, au mieux, fragile, et serait en fait condamné à dégénérer rapidement. Les dirigeants bolcheviks voyaient *l'organisation* capitaliste de la production comme quelque chose qui, en soi, serait socialement neutre. Elle pouvait être utilisée indifféremment à des fins « mauvaises » (lorsque la bourgeoisie l'utilisait pour son accumulation privée) ou « bonnes » (quand « l'État ouvrier » l'utilisait « au bénéfice de la majorité »). C'est ce que Lénine disait sans détours : « le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'État *mis au service du peuple entier* et qui, pour autant, *a cessé* d'être un monopole capitaliste »<sup>167</sup>. Ce qui était mauvais dans les méthodes de production capitalistes, aux yeux de Lénine, c'était qu'elles avaient dans le passé servi la bourgeoisie. Elles allaient être maintenant utilisées par l'État ouvrier et par conséquent deviendraient « une des conditions du socialisme ». En fin de compte, tout dépendait de qui détenait le pouvoir d'État<sup>168</sup>. L'argument selon lequel la Russie serait un État ouvrier *à cause* de la nationalisation des moyens de production, ne fut avancé que par Trotsky...en 1936 ! Il essayait de concilier ainsi sa position sur « la défense inconditionnelle de l'URSS » avec son jugement sur le Parti bolchevik de l'époque, « qui n'était plus un parti ouvrier »<sup>169</sup>.

<sup>162</sup> V. I. Lénine, *Oeuvres choisies*, vol. 2, pp. 822, 826-832.

<sup>163</sup> V. I. Lénine, *Sochineniya*, XXVI, p. 326.

<sup>164</sup> V. I. Lénine « Sur l'infantilisme ... », *Oeuvres choisies*, vol. 2, p. 832 (Soul. par Lénine).

<sup>165</sup> Cit. in E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 100.

<sup>166</sup> [L'auteur fait allusion aux positions du groupe anglais International Socialism].

<sup>167</sup> V. I. Lénine, « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », *Oeuvres choisies*, vol. 2, p. 313.

<sup>168</sup> Pour une analyse plus complète de cette conception du rapport entre « fins » et « moyens » - et de ses conséquences historiques - V. P. Cardan [C. Castoriadis], « Le rôle de l'idéologie bolchevik dans la naissance de la bureaucratie », *Socialisme ou Barbarie*, 35, janv.-mars 1964 (en particulier pp. 53-55).

<sup>169</sup> [V. Castoriadis, « Les rapports de la production en Russie », *op. cit.*, et en particulier, sur l'évolution de la position de

## 24 Mai-4 Juin

Le premier Congrès Panrusse des Conseils Économiques Régionaux se tient à Moscou. Ce « parlement économique » était formé par plus de 100 délégués avec droit de vote (et par 150 délégués sans droit de vote) envoyés par la Vésenka, par ses « glavki » et ses centres, par les Sovnarkhozy régionaux et locaux et par les syndicats. Le Congrès était présidé par Rykov, un homme « au passé irréprochable et aux opinions indéfinissables »<sup>170</sup>. Lénine ouvrit les débats par un plaidoyer en faveur de « la discipline dans le travail », et un long exposé sur la nécessité d'employer des « spetsy », des spécialistes hautement rétribués.

Ossinsky défendit avec fermeté la démocratisation de l'industrie, et attaqua le « salaire aux pièces » et le « taylorisme ». Il fut soutenu par Smirnov et par un certain nombre de délégués provinciaux. L'« opposition » exigea la reconnaissance et l'achèvement de la nationalisation de facto de l'industrie qu'étaient en train de réaliser les Comités d'usine et demanda la création d'une instance économique nationale suprême fondée sur — et représentant — les organes du contrôle ouvrier<sup>171</sup>. Elle réclama la formation d'une « administration ouvrière (...) par le bas et non plus uniquement par le haut », comme une base économique indispensable pour le nouveau régime. Lomov, dans une intervention en faveur de l'extension massive du contrôle ouvrier, lança une mise en garde : « la centralisation bureaucratique (...) est en train de paralyser les forces du pays. On ôte aux masses tout pouvoir créateur réel dans tous les secteurs de notre économie ». Et il rappela au Congrès que la phrase de Lénine « il faut se mettre à l'école des capitalistes » avait été forgée par le théoricien semi-marxiste (puis bourgeois) Strouve dans les années 1880-1890<sup>172</sup>.

Il se produisit alors un de ces incidents qui permettent de clarifier toute une discussion et d'en résumer les divers points de vue. Une sous-commission du Congrès vota une résolution qui stipulait que les *deux tiers* des représentants siégeant aux organes de direction des entreprises industrielles devaient être élus parmi les ouvriers<sup>173</sup>. Cette « décision stupide » rendit Lénine furieux. Sous sa direction, une séance plénière du Congrès « corrigea » la résolution, en décidant qu'*un tiers* au plus du personnel dirigeant des entreprises industrielles serait désigné par élection. Les comités de direction seraient intégrés dans cette structure hiérarchique compliquée préalablement établie, au sommet de laquelle le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale (Vésenka) créé en décembre 1917 détenait un droit de veto<sup>174</sup>.

Le Congrès approuva formellement une résolution du Conseil Central des Syndicats qui défendait le principe d'« un taux de productivité déterminé en échange d'un salaire garanti ». Il accepta l'institution du salaire aux pièces et des primes de rendement. « Ce qui était en train de se former n'était pas encore une politique définie, mais il y avait déjà une atmosphère générale »<sup>175</sup>.

## 25 Mai

Heurts dans l'Oural entre les forces gouvernementales et les troupes de la légion tchèque. Soulèvements anti-bolcheviks dans toute la Sibérie et le Sud-Est de la Russie. *Début de la guerre civile sur une vaste échelle et de l'intervention alliée.* (Ceux qui désirent attribuer à la Guerre Civile les aspects anti-prolétariens de la politique bolchevik, peuvent le faire à partir de maintenant).

## 28 Juin

Le Conseil des Commissaires du Peuple, après avoir siégé toute une nuit, promulgue le *Décret de Nationalisation Générale*, s'appliquant à toutes les entreprises industrielles au capital de plus d'un

---

Trotsky, pp. 224-226].

<sup>170</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 101, note b. de p. 4.

<sup>171</sup> Ossinsky, in *Trudy pervogo vserossiiskogo s'yezda sovetov narod nogo khozyaistva* [Travaux du premier Congrès Panrusse des Conseils Économiques], Moscou, 1918, p. 61-64.

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>173</sup> *Ibid.*, p. 65.

<sup>174</sup> *Polozheniye ob upravlenii natsionalizirovannymi predpriyatiyami* [Règlements pour l'Administration des Entreprises Nationalisées].

<sup>175</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, pp. 119-120.

million de roubles. Le Décret a pour but de « mettre fin à la désorganisation dans la production et la distribution ».

Les secteurs touchés, dont maintenant l'actif était déclaré officiellement « propriété de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie », comprenaient les mines, la métallurgie, le textile, l'énergie électrique, le bois, le tabac, la résine, la verrerie, la poterie, les industries du cuir et du ciment, les minoteries, divers services et chemins de fer privés, plus quelques autres industries de moindre importance. « L'organisation de l'administration des entreprises nationalisées » était confiée, « étant donné l'urgence », à la Vésenka et à ses sections. Mais jusqu'à ce que la Vésenka donne des instructions précises concernant chaque entreprise concernée par le décret, « on considérerait ces entreprises comme louées gratuitement à leurs anciens propriétaires, qui continueraient à les financer et à en tirer des revenus »<sup>176</sup>. Le transfert des entreprises individuelles à l'État se fit sans difficulté. L'installation aux portes de direction de fonctionnaires nommés par l'État devait prendre un peu plus de temps, mais le processus s'acheva en l'espace de quelques mois. La menace d'une intervention étrangère accéléra le franchissement de ces deux étapes. Les *rapports de propriété* en furent bouleversés, et *en ce sens*, une profonde révolution avait effectivement eu lieu. « De même que la révolution avait déclenché la Guerre Civile, la Guerre Civile devait intensifier la révolution »<sup>177</sup>. Mais en ce qui concerne des changements fondamentaux dans les rapports de production, on peut dire que la Révolution était bel et bien escamotée. Pendant la période du « Communisme de Guerre » — qui commençait — la classe ouvrière allait perdre le peu de pouvoir dont elle avait joui dans la production, pendant les dernières semaines de 1917 et les premières semaines de 1918.

#### 4-10 Juillet

*Cinquième Congrès Panrusse des Soviets*. Durant toute la première moitié de 1918, le problème de la « nationalisation » avait provoqué d'âpres controverses entre les communistes de « gauche » et les léninistes. Dès la prise du pouvoir, Lénine s'était opposé à la nationalisation totale des moyens de production. Ce n'était pas qu'il souhaitait un compromis politique avec la bourgeoisie, mais il sous-estimait la maturité technique et administrative du prolétariat, une maturité qui aurait été mise immédiatement à l'épreuve si toute industrie de quelque importance avait été formellement nationalisée. Il en résulta une situation très complexe, où certaines industries avaient été nationalisées « d'en haut » (par décret du gouvernement central), d'autres « d'en bas » (quand les travailleurs avaient pris en mains les entreprises abandonnées par leurs anciens propriétaires), tandis qu'ailleurs les anciens propriétaires étaient encore en fonction dans leurs usines — bien que les Comités d'usine imposent des limites à leur liberté d'action et leur autorité. Kritzman, un des théoriciens les plus remarquables du communisme « de gauche », avait très tôt critiqué cet état de choses. Le décret du 14 novembre 1917 sur le « Contrôle ouvrier », n'était d'après lui qu'un ensemble de « demi-mesures », donc « irréalisable ». « En tant que mot d'ordre, le contrôle signifie la puissance croissante mais encore insuffisante du prolétariat ; autrement dit, il est l'expression de la faiblesse non encore surmontée du mouvement ouvrier. L'entrepreneur n'était nullement disposé à diriger son entreprise à seule fin que les ouvriers apprirent à la gérer (...). Inversement, les ouvriers ne ressentaient que de la haine pour les capitalistes et ils n'étaient pas davantage disposés à demeurer volontairement l'objet de leur exploitation »<sup>178</sup>.

Ossinsky, un autre « communiste de gauche », insistait sur un autre aspect du problème. « Le destin du mot d'ordre de contrôle ouvrier — écrivait-il — est des plus intéressants. Né du désir de démasquer l'adversaire, il échoua dès qu'il tenta de se muer en système. Quand, malgré tout, il se réalisa, son contenu devint complètement différent de ce qui avait été prévu à l'origine. Il prit la forme d'une dictature décentralisée, de la mise en tutelle de capitalistes pris isolément par diverses organisations ouvrières agissant indépendamment les unes des autres ». Et Ossinsky rappelait que, si le contrôle ouvrier avait à l'origine pour but de soumettre les propriétaires des moyens de

---

<sup>176</sup> *Ibid.*, vol. 2, p. 105.

<sup>177</sup> R. V. Daniels, *op. cit.*, p. 92.

<sup>178</sup> I. Larine et L. Kritzman, *Wirtschaftsleben und Wirtschaftlicher Aufbau in Sowjetrußland 1917-1920*, Hambourg, 1921, cit. par D. L. Limon, *loc. cit.*, p. 95.

production, toute « coexistence » devint bientôt impossible, car cet état de double pouvoir entre dirigeants et travailleurs conduisait rapidement à l'effondrement de l'entreprise ; il se transforma donc rapidement en pouvoir total des travailleurs, sans la moindre autorisation du pouvoir central<sup>179</sup>. Beaucoup de communistes « de gauche » insistaient alors sur le fait que la nationalisation immédiate des moyens de production aurait évité bien des ambiguïtés. L'expropriation totale des capitalistes aurait permis de passer immédiatement du « contrôle ouvrier » à la « gestion ouvrière » par la médiation d'un organisme central coordonnant l'ensemble des activités de l'économie socialisée. Il est intéressant de noter que Lozovsky, qui, à l'époque, était fortement opposé au point de vue des communistes « de gauche » (parce que, à son avis, la révolution d'octobre avait conservé un caractère « démocratique bourgeois »), en vint à écrire plus tard : « Il s'avéra qu'à l'ère de la révolution sociale, une monarchie constitutionnelle au sein de chaque usine [c'est-à-dire avec l'ancien patron, mais ne disposant plus que de pouvoirs limités, M.B.] est impossible, et que le propriétaire, aussi complexe que soit le mécanisme d'une entreprises moderne, n'y représente plus qu'un rouage superflu »<sup>180</sup>.

Il y eut une scission un peu plus tard parmi les communistes « de gauche ». Radek parvint à un accord avec les léninistes. Il était prêt à accepter le principe de la « gestion par un seul », parce qu'il allait être mis en application maintenant dans le contexte créé par les décrets de juin 1918 sur la nationalisation généralisée, qui, à son avis, garantissaient les « bases prolétariennes du régime ». Boukharine rompit lui aussi avec Ossinsky pour rentrer au bercail.

Ossinsky et ses partisans formèrent alors une nouvelle tendance oppositionnelle : les « centralistes démocratiques » (qui entendaient s'opposer au « centralisme bureaucratique » de la direction du Parti). Ils continuèrent leur travail de propagande en faveur de la gestion ouvrière de la production. Leurs idées (et celles du groupe initial des communistes « de gauche ») devaient jouer un rôle important, deux ans plus tard, dans le développement de l'opposition ouvrière.

Avec la Guerre Civile et le Communisme de Guerre il sembla pendant un certain temps que ces débats étaient sans issue : il y avait peu de production à contrôler, par qui que ce soit. « Mais — écrit Daniels — les débats de 1918 furent simplement repoussés à plus tard. Grâce au travail critique des communistes « de gauche », on ne pouvait les oublier. Les opposants de gauche étaient prêts à soulever à nouveau, dès que la situation militaire le permettrait, la question fondamentale de la nature sociale du régime soviétique »<sup>181</sup>.

## Août

Point culminant de l'offensive des Blancs sur la Volga. La Guerre Civile accéléra énormément le processus de centralisation économique. Comme on pouvait s'y attendre, étant donné la pratique bolchevik antérieure, cette centralisation prit une forme extrêmement bureaucratique. L'économie russe fut entièrement « réorganisée » sur des bases semi-militaires. Comme la Guerre Civile tendait à transformer toutes les industries importantes en sources de ravitaillement de l'Armée Rouge, la « politique du travail » devint une affaire de stratégie militaire.

Il est nécessaire de préciser maintenant que, contrairement à certains anarchistes, nous doutons de la valeur *intrinsèque* de la décentralisation. La Commune de Paris, un Congrès de Conseils ouvriers (ou un comité de shop stewards ou un comité de grève, pour prendre des exemples actuels) sont des types d'organisation tout à fait centralisée et pourtant réellement démocratique. Les régimes de type féodal sont aussi là pour nous rappeler que la décentralisation peut aller de pair avec l'absence de démocratie. La véritable question est donc de savoir si l'appareil « centralisé » est dirigé par la base (au moyen de délégués élus et révocables) ou bien s'il est séparé de ceux .au nom desquels il prétend agir.

On assista durant cette période à une baisse considérable de la production, due à un ensemble complexe de facteurs que d'autres ont déjà décrit minutieusement<sup>182</sup>. Les porte-parole du Parti tendaient à attribuer les problèmes rencontrés à l'influence pernicieuse d'idées peu orthodoxes,

<sup>179</sup> N. Ossinsky, « O stroitelstve sotsialisma », *loc. cit.*

<sup>180</sup> A. Lozovsky, *Die Gewerkschaften in Sowjetrussland*, Berlin, 1920, cit. par D. L. Limon, *loc. cit.*, p. 105.

<sup>181</sup> R. V. Daniels, *op. cit.*, p. 91.

<sup>182</sup> V. par exemple I. Deutschcr, *Trotsky, II, le prophète désarmé (1921-1929)*, Paris, .Milliard, 1964, pp. 19-27.

uniformément baptisées « anarcho-syndicalistes » pour la circonstance. Qu'il y ait eu des erreurs de faites, c'est certain ; mais bien plus grave était cette tendance à ne voir, dans les difficultés croissantes que rencontrait un mouvement social qui venait de naître, que des vices inhérents à toute tentative des travailleurs pour dominer la production. « Le contrôle ouvrier de l'industrie tel qu'il est pratiqué par les Comités d'usine — écrivait un porte-parole du gouvernement — a montré ce qui peut arriver si les projets des anarchistes se réalisent »<sup>183</sup>. Les tentatives de contrôle par la base commencèrent à être systématiquement réprimées. Les ouvriers qui appuyaient certains Comités d'usine essayèrent de lutter, mais on vint facilement à bout de leur résistance<sup>184</sup>. L'amertume et le désespoir commencèrent à gagner certains secteurs du prolétariat soviétique (et il ne s'agissait en aucune façon des secteurs les plus « arriérés »). De tels facteurs doivent être pris en considération — mais ils ne le sont que trop rarement — dans une discussion sur la baisse de la production et l'extension des « activités anti-sociales » qui caractérisèrent les années du « communisme de guerre ».

## 21 Août — 1er Septembre

*Première Conférence Panrusse des Anarcho-syndicalistes*, qui eut lieu à Moscou. La résolution sur la situation dans l'industrie « accusait le gouvernement d'avoir trahi la classe ouvrière en supprimant le contrôle ouvrier au profit de méthodes capitalistes comme la « direction d'un seul », la « discipline dans le travail » et l'emploi d'ingénieurs et de techniciens « bourgeois ». En abandonnant les Comités d'usine - « les fils bien-aimés de la grande révolution ouvrière — pour « ces organisations mortes », les syndicats, les dirigeants bolcheviks étaient en train de créer un monstre, le « capitalisme d'État », un Behemoth, bureaucratique qu'on appelait comiquement socialisme »<sup>185</sup>.

*Volny Goloss Trouda* [La Voix Libre du Travail] avait pris la succession de *Goloss Trouda* (supprimé en mai 1918). Le nouveau journal fut lui aussi interdit après la parution de son quatrième numéro (le 16 septembre 1918). Il contenait un intéressant article de « M. Sergven » (probablement Maximov) intitulé « Les Chemins de la Révolution ». L'article, écrit Avrigh, « était remarquable dans la mesure où il refusait de reprendre à son compte l'accusation classique lancée habituellement contre les bolcheviks d'avoir « trompé et trahi la classe ouvrière ». Lénine et ses partisans n'étaient pas nécessairement des cyniques qui, de sang-froid, avaient préparé avec une habileté machiavélique la création d'une nouvelle structure de classe pour satisfaire leur soif de pouvoir. Ils étaient très probablement mus par un désir sincère de mettre fin aux souffrances des hommes (...). Mais la division de la société en administrateurs et en travailleurs n'était que la conséquence inéluctable de la centralisation de l'autorité. Il ne pouvait en être autrement (...). Lorsqu'on en arrivait à séparer les fonctions de direction de celles du travail (en confiant les premières à une minorité d'« experts », les autres aux masses incultes) on détruisait ainsi toute possibilité de dignité ou d'égalité »<sup>186</sup>. Dans le même numéro du journal Maximov s'en prenait aux « Manilov »<sup>187</sup> du camp anarchiste, aux « visionnaires romantiques, ayant la nostalgie des utopies pastorales, qui oublient la complexité des forces à l'œuvre dans le monde moderne ». Il était temps de cesser de rêver à l'Âge d'or. Il fallait maintenant « s'organiser et agir ». Pour avoir défendu ces points de vue réalistes, sans avoir toutefois renié ses principes, Maximov et les anarcho-syndicalistes furent féroceusement accusés d'être des « Judas anarcho-bureaucratiques » par d'autres tendances du mouvement anarchiste<sup>188</sup>.

## Août 1918

Un décret gouvernemental établit la composition de la Vésenka : 30 membres nommés par le Conseil Central Panrusse des Syndicats, 20 nommés par les Conseils Régionaux de l'Économie Nationale (Sovnar-khozy) et 10 nommés par l'Exécutif Central Panrusse des Soviets (V.Ts.I.K.)- Les affaires courantes de la Vésenka devaient être confiées à un présidium de 9 autres membres, dont le président, et son adjoint, étaient nommés par le Conseil des Commissaires du Peuples

<sup>183</sup> I.I. Stepanov-Skortsov, *op. cit.*, p. 24.

<sup>184</sup> M. Dobb, *Soviet Economic Development since 1917*, New York, 1948, pp. 89-90.

<sup>185</sup> P. Avrigh, *op. cit.*, p. 191.

<sup>186</sup> *Ibid.*, pp. 192-193.

<sup>187</sup> Manilov, propriétaire foncier rêveur, est un personnage des *Âmes mortes* de Gogol.

<sup>188</sup> P. Avrigh, *op. cit.*, pp. 196-197.

(Sovnarkom), et les autres par le V.Ts.I.K. Officiellement, le Présidium était censé mettre en vigueur les décisions des assemblées mensuelles des 69 membres de la Vésenka. Mais il allait bientôt assumer des tâches de plus en plus importantes. Après l'automne 1918, il n'y eut plus d'assemblées générales de la Vésenka. La Vésenka était devenue un simple appendice de l'appareil d'État<sup>189</sup>.

Ce qui veut dire, en d'autres termes, qu'un an après la prise du pouvoir par les bolcheviks, les rapports de production (partiellement bouleversés pendant un temps au plus fort du mouvement des masses) en étaient revenus au modèle autoritaire classique de toute société de classes. Il ne restait plus aux travailleurs, *en tant que tels*, aucun pouvoir de décision réel dans les affaires qui les concernaient le plus directement.

## 28 Septembre

Le dirigeant syndicaliste bolchevik Tomski déclare au *Premier Congrès Panrusse des Cheminots Communistes* : « La tâche des communistes a été : premièrement, de créer des syndicats solides dans leurs industries respectives ; deuxièmement, de s'emparer de la direction de ces organisations par un travail tenace ; troisièmement, de rester à la tête de ces organisations ; quatrièmement, d'expulser tout groupe non prolétarien ; cinquièmement, de soumettre les syndicats à notre propre influence communiste »<sup>190</sup>.

## Octobre

Décret gouvernemental réaffirmant que seule la Vésenka, « en tant qu'organisme central réglant et organisant toute la production de la république » a le droit de mettre sous séquestre des entreprises industrielles<sup>191</sup>. Qu'il ait été nécessaire de publier un tel décret donne à penser que des soviets locaux, ou peut-être même des Sovnarkhozy locaux, prenaient des mesures de cette sorte.

## 6-9 Novembre

*Sixième Congrès Panrusse des Soviets.*

## 25 Novembre — 1er Décembre

*La Deuxième Conférence Panrusse des Anarcho-syndicalistes* se tient à Moscou.

## Décembre

Un nouveau décret abolit les Svarkhozy régionaux, et reconnaît les Sovnarkhozy provinciaux comme « organes exécutifs de la Vésenka ». Les Sovnarkhozy locaux devenaient des « sections économiques » des comités exécutifs des Soviets locaux correspondants. Les « glavki » devaient avoir leurs propres organes subordonnés dans les centres provinciaux : « Cela représentait clairement une nouvelle étape vers le contrôle centralisé de chaque branche de l'industrie dans tout le pays par son « glavk » ou centre à Moscou, sous l'autorité suprême de la Vésenka »<sup>192</sup>.

## Décembre

*Deuxième Congrès Panrusse des Conseils Économiques Régionaux.* Molotov analysa la composition des 20 « glavki » et « centres » les plus importants. Sur 400 personnes concernées, il y avait 10% d'anciens patrons ou cadres supérieurs, 9% de techniciens, 38% de fonctionnaires de divers départements (y compris la Vésenka) ... et 43 % de travailleurs et de représentants des organisations de travailleurs, y compris les syndicats. La gestion de la production était entre les mains d'individus qui, en majorité, « n'avaient aucun rapport avec les éléments prolétariens de l'industrie. Les « glavki » devaient donc être considérés comme des « organes ne correspondant en aucune façon à la dictature prolétarienne ». Ceux qui *dirigeaient* leurs activités et dictaient leur orientation étaient «

---

<sup>189</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, pp. 180-181

<sup>190</sup> *Vserossiiskaya konferentsiya zheleznodorozhnikov komunistov* [Première Conférence Panrusse des cheminots communistes], Moscou, 1919, p. 72.

<sup>191</sup> *Sbomik dekretov i postanovlenii po narodnomu khozyaistvu* (1920), ii, p. 83.

<sup>192</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 183.

des représentants des employeurs, des techniciens et des spécialistes »<sup>193</sup> : « Il ne fait pas de doute que le bureaucrate soviétique de ces premières années était en général un ancien membre de l'intelligentsia bourgeoise ou de la classe des fonctionnaires, et apportait avec lui beaucoup de traditions de la vieille bureaucratie russe »<sup>194</sup>.

## 1919

### 16-25 Janvier

*Second Congrès Panrusse des Syndicats.* Tout au long de l'année 1918, les syndicats avaient joué un rôle important dans la gestion de l'industrie. Celui-ci s'était considérablement accru quand le gouvernement, de peur que les propriétaires privés de l'industrie ne refusent de travailler pour les besoins de l'Armée rouge, fit accélérer le programme des nationalisations (« il s'agissait au début d'une affaire de politique militaire plutôt que de politique économique », note Deutscher)<sup>195</sup>. Ce que Lénine appelait « les fonctions étatiques » des syndicats s'étaient étendues rapidement. Les membres du Parti dans la direction des syndicats (comme Tomski, président du Conseil Central Panrusse des syndicats) jouissaient d'un pouvoir considérable.

Cependant, les rapports des dirigeants des syndicats avec la base étaient loin d'être démocratiques. « En pratique, plus les syndicats assumaient les fonctions administratives d'une bureaucratie gestionnaire, plus ils devenaient bureaucratiques eux-mêmes »<sup>196</sup>. Un délégué au Congrès, Chirkin, affirma par exemple que « même s'il existe dans la plupart de nos régions des institutions représentant le mouvement syndical, les membres de ces institutions ne sont ni élus, ni ratifiés ; quand il y a des élections et que les individus élus ne plaisent pas au Conseil Central ou aux pouvoirs locaux, les élections sont annulées très facilement et les élus remplacés par d'autres individus, plus dociles »<sup>197</sup>. Un autre délégué, Perkin, s'éleva contre les nouveaux règlements qui exigeaient que les représentants envoyés par les organisations ouvrières au Commissariat du travail soient ratifiés par le Commissariat. « Si à une réunion syndicale nous élisons une personne pour être commissaire - c'est-à-dire si la classe ouvrière, dans une situation donnée, est autorisée à exprimer sa volonté — on pourrait croire que cette personne devrait être autorisée à représenter nos intérêts au Commissariat, qu'elle devrait être notre commissaire. Et bien non, en dépit du fait que nous avons exprimé notre volonté — la volonté de la classe ouvrière — il faut encore que le commissaire que nous avons choisi soit confirmé par les autorités (...). Le prolétariat a juste le droit de se rendre ridicule. Il a le droit bien sûr d'élire ses représentants, mais le pouvoir d'État, avec son droit de ratifier ou non les élections, agit comme il lui plaît avec nos représentants »<sup>198</sup>.

Les syndicats — et il en était de même de toutes les autres organisations — étaient de plus en plus sous le contrôle de l'État, lui-même déjà entre les mains exclusivement du Parti et de ses agents. Mais bien qu'il y eut déjà un déplacement certain du pouvoir en faveur de la bureaucratie naissante, l'organisation et la conscience de la classe ouvrière étaient encore suffisamment fortes pour arracher des concessions - au moins verbales - au Parti et aux dirigeants syndicaux. Les Comités d'usine autonomes avaient déjà complètement liquidés, mais les travailleurs livraient encore des combats d'arrière-garde à l'intérieur même des syndicats. Ils essayaient de préserver des lambeaux de leur pouvoir de jadis.

Le second Congrès des syndicats « approuva les accords qui avaient transformé les syndicats à la fois en bureaux de recrutement militaire, en services de ravitaillement, en organes répressifs, et ainsi de suite »<sup>199</sup>. Tomski souligna, par exemple « qu'au moment où les syndicats déterminent les salaires et les

---

<sup>193</sup> *Trudy vtorogo vserossiïskogo s'yezda sovetov narodnogo khosyaïstva* (s.d.) [Second Congrès Panrusse des Conseils Économiques Régionaux], p. 213.

<sup>194</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 190.

<sup>195</sup> I. Deutscher, *Soviet Trade Unions*, p. 25.

<sup>196</sup> Waldermar Koch, *Die Bohchevistischen Gewerkshafte* Iena 1932, pp. 81-82.

<sup>197</sup> *Vtoroi vserossiïski s'yezd professionalnykh soyuzov stenograficheski otchet* [Second Congrès Panrusse des syndicats, rapport sténographié], Moscou, Editions Syndicales Centrales, 1919, I, 34. (Réf. par la suite : *Second Congrès des syndicats*).

<sup>198</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>199</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, p. 26.

conditions de travail, les grèves ne peuvent plus être tolérées. Il est nécessaire de mettre des points sur les i ». Lénine parla de l'« inévitable étatisation des syndicats » (la pilule était enrobée dans un discours sur la fonction éducatrice des syndicats vis-à-vis des travailleurs dans l'art de l'administration, et sur l'éventuel « dépérissement de l'État »). Lozovski, qui avait quitté le parti, parla en tant qu'internationaliste indépendant contre la politique bolchevik dans les syndicats. Une résolution fut adoptée demandant « qu'un statut officiel garantisse les prérogatives administratives des syndicats ». On y parlait d'« étatisation des syndicats » (*ogusudarstvlenie*), « dans la mesure où ses fonctions s'élargissaient toujours davantage et se fondaient avec celles de l'appareil gouvernemental d'administration et de contrôle de l'industrie »<sup>200</sup>. Le Commissaire au Travail, V. V. Shmidt, accepta que « les organes du Commissariat du Travail eux-mêmes puissent être construits à partir de l'appareil syndical »<sup>201</sup>. (À cette époque, il y avait 3 500 000 adhérents dans les syndicats. Il y en avait eu 2 600 000 au temps du Premier Congrès des syndicats, en janvier 1918, et 1 500 000 à la Conférence de juillet 1917)<sup>202</sup>. Et, pour finir, le deuxième Congrès mit en place un Exécutif, investi de l'autorité suprême entre les Congrès. Les décrets de cet Exécutif seraient « obligatoires pour tous les syndicats dans les affaires de leur juridiction et *pour chaque membre de ces syndicats* ». « La violation des décrets ou le refus de les appliquer de la part de syndicats particuliers, seront sanctionnés par leur expulsion de la famille des syndicats prolétariens »<sup>203</sup>. Ce qui naturellement placerait le syndicat expulsé en dehors de la seule structure légale permise par le régime bolchevik.

## 2-7 Mars

*Premier Congrès du Komintern (Troisième Internationale).*

## 18-23 Mars

*Huitième Congrès du Parti.*

L'Ukraine et la Région de la Volga ayant été réoccupées par l'Armée rouge, il s'en suivit une brève période de stabilité relative. Un peu plus tard dans la même année, les offensives des troupes de Dénikine et de Youdenich allaient menacer respectivement Moscou et Pétrograd.

Une vague de critiques de gauche contre les tendances ultra-centralistes déferla sur le Huitième Congrès. Un nouveau programme du Parti fut discuté et approuvé. Le point 5 de la « Section Économique » déclarait que « l'appareil d'organisation de l'industrie socialisée doit être basé essentiellement sur les syndicats (...). Les syndicats qui, conformément aux lois de la République Soviétique et à la pratique quotidienne, participent déjà aux tâches de tous les organes centraux et locaux de l'administration industrielle, doivent procéder à la concentration effective *dans leurs propres mains* [nous soulignons, M.B.] de toute l'administration de l'économie dans son ensemble, considérée comme une seule unité économique (...). La participation des syndicats à la gestion économique et leur rôle, qui consiste à entraîner de larges masses dans ce travail, constitue également la meilleure méthode de lutte contre la bureaucratisation de l'appareil économique »<sup>204</sup>.

Ce paragraphe célèbre devait soulever de violentes discussions dans les années qui suivirent. Les « conservateurs » du Parti sentirent qu'on allait trop loin. Riazanov lança cet avertissement au Congrès : « nous n'éviterons pas la bureaucratisation tant que *tous* les syndicats n'auront pas abandonné (...) *toutes* leurs prérogatives dans l'administration de la production »<sup>205</sup>. D'un autre côté, ceux des bolcheviks qui avaient voté pour l'incorporation des Comités d'usine dans la structure syndicale — et qui tardivement comprirent leur erreur — devaient s'accrocher à cette clause, comme le dernier bastion qu'ils cherchaient à défendre contre l'envahissement continu de la bureaucratie du Parti. Deutscher<sup>206</sup> décrit le célèbre « point 5 » comme un « écart » syndicaliste dû à la reconnaissance

<sup>200</sup> *Second Congrès syndicats*, I, p. 27.

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 99.

<sup>202</sup> Zinoviev, *Desyat' s'yezd RKP (b) : Protokoly* [Le Dixième Congrès du PCR (b) : compte rendu], Moscou, IMEL, 1933. (réf. par la suite : *Dixième Congrès du Parti*).

<sup>203</sup> *Second Congrès des syndicats*, I, 127.

<sup>204</sup> *Vosmoi' s'yezd RKP (b) : Protokoly* [Le Huitième Congrès du PCR (b) : compte rendu], Moscou, IMEL, 1933. (Réf. par la suite : *Huitième Congrès du Parti*). Résolutions, I, 422.

<sup>205</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>206</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, p. 29

sincère des dirigeants bolcheviks pour le travail effectué par les syndicats pendant la guerre civile ». Il montre comment Lénine et les autres dirigeants bolcheviks « durent bientôt chercher toute sorte de justifications pour annuler ce chèque en blanc que le Parti avait si solennellement donné aux syndicats ». L'interprétation est discutable. Il n'était pas dans les habitudes de Lénine de commettre ce genre d'« écarts » (fussent-ils syndicalistes), ni de prendre des décisions en fonction de quelque chose comme la « reconnaissance ». Il est plus vraisemblable de supposer que le rapport de forces qui apparut au Congrès — qui n'était à son tour qu'un pâle reflet de l'attitude des ouvriers hors du Parti — obligea les dirigeants bolcheviks à entreprendre une retraite « verbale ». De toutes façons, cette clause était accompagnée de beaucoup d'autres qui l'invalidaient partiellement.

Le programme déclarait que « la méthode socialiste de la production ne peut être assurée que par une discipline entre camarades ouvriers ». Il confiait aux syndicats « le rôle principal dans la création de cette nouvelle discipline socialiste ». Le point 8 pressait les syndicats de « faire comprendre aux travailleurs la nécessité de travailler avec des techniciens et spécialistes bourgeois, d'apprendre d'eux — et de surmonter la méfiance « ultra-radical » envers ces derniers (...). Les ouvriers ne pourront pas construire le socialisme sans une période d'apprentissage auprès de l'intelligentsia bourgeoise (...). On acceptait ainsi les hauts salaires et les primes des « spécialistes » bourgeois. C'était la rançon que le jeune État prolétarien devait payer s'il voulait obtenir l'aide indispensable des techniciens et des scientifiques de formation bourgeoise »<sup>207</sup>.

Il nous est bien entendu impossible d'aborder ici la discussion de fond sur le rôle des « spécialistes » après la révolution. Nous nous bornerons à faire quelques remarques. En premier lieu, même si les conditions spécifiques du développement de la Russie ont abouti à un divorce particulièrement aigu entre les techniciens et les ouvriers de l'industrie, le problème n'est pas spécifiquement russe. Il est évident que, quel que soit le pays où ils parviendraient à installer leur pouvoir, les Conseils ouvriers auraient besoin de connaissances techniques spécialisées ; ce qui est beaucoup moins évident, c'est que ceux qui possèdent actuellement ces connaissances doivent se placer, tous, sur le terrain de la bourgeoisie ; et, en outre, on ne voit pas pourquoi ce savoir, en lui-même, donnerait un droit à quiconque d'imposer des décisions ou de jouir de privilèges matériels.

Ces problèmes ont été abondamment discutés ailleurs, mais ceux qui les ont abordés l'ont fait presque toujours en s'enfermant dans la fausse alternative de l'opportunisme grossier ou de la défense de « principes » inaltérables, sans s'occuper vraiment de leurs implications théoriques. D. L. Limon, dans le texte que nous avons cité, fait à cet égard quelques remarques intéressantes<sup>208</sup>. Si l'aspect de la gestion que Limon appelle « formel »<sup>209</sup> est de nature essentiellement technique, les circonstances

---

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>208</sup> D. L. Limon, *op. cit.*, p. 79.

<sup>209</sup> [La distinction entre « substance » et « forme » de la gestion (et en tout cas l'usage qu'en fait Limon, et la définition qu'il donne de chacun de ces aspects) est plus que discutable. Ce que Limon (et Lénine) entendent par gestion « formelle » (« direction technique et financière de la fabrication ») n'est justement pas une simple « forme » pouvant être mise au service de n'importe quel « contenu », c'est un type d'organisation sociale affectant l'une des activités humaines fondamentales : le travail (v. à ce propos le texte de Castoriadis cité à la note 58). La définition que Limon donne de la « substance » de la gestion (« fixation de la qualité et quantité de la production », qui se fait en système capitaliste « par les lois du marché » et en système socialiste « en établissant une relation entre la production et les besoins de la société telle que leur équilibre puisse se recréer à tout moment sans provoquer les crises de surproduction et de chômage propres à l'économie capitaliste »), et l'objection qu'il en tire contre la gestion ouvrière de l'entreprise (« la simple substitution des ouvriers d'une entreprise au ou aux propriétaires dans l'exercice du droit de gestion *quant à sa substance*, serait absolument incapable de répondre aux exigences d'une économie socialisée. Le caractère de cet élément du droit de propriété n'est en rien modifié si, au lieu d'être l'attribut d'une personne, il échoit à une fraction de la société : comité d'usine ou syndicat, qui déciderait en la matière de sa propre autorité »), n'ont de sens que si l'on précise alors *comment* et *par qui* sont définis ces « besoins de la société ». On peut, bien entendu, postuler que les travailleurs sont de toutes façons incapables de forger les instruments qui leur permettraient de résoudre le problème, mais il faut bien voir - et on a pu voir - ce que cela veut concrètement dire : que définition et gestion reviendront alors à une autre « fraction de la société », censée représenter les intérêts de l'ensemble et ne représentant en fait que les siens propres - le parti et la classe bureaucratiques. Mais si l'on refuse d'accepter que ce soit là la seule solution possible - et c'est apparemment la position de Limon - il faut bien comprendre qu'il ne peut en aucun cas y avoir de véritable séparation entre ces

historiques dans lesquelles la classe ouvrière aborde ce problème « font que celui-ci lui apparaît comme étant d'ordre éminemment politique et social ». Au niveau quotidien, immédiat et *humain*, les travailleurs, au moment de la révolution socialiste, verront presque inévitablement les techniciens et spécialistes non pas comme des être humains (qui se trouvent avoir *aussi* des capacités technologiques) mais uniquement comme des agents de l'exploitation de l'homme. « Si le monde capitaliste — ajoute Limon — est bien celui du fétichisme intégral où les relations d'homme à homme disparaissent derrière des rapports de choses, il se fait précisément que dans le moment où les masses laborieuses s'insurgent contre ce monde, elles transpercent l'écran tabou des choses pour s'en prendre directement aux hommes qu'elles avaient respectés jusque-là au nom du fétiche sacro-saint de la propriété privée ». Le spécialiste, le directeur ou le capitaliste apparaissent alors aux ouvriers, quelles que soient leurs relations techniques ou personnelles avec l'entreprise, comme l'incarnation de l'exploitation, comme les ennemis, comme ceux qu'il faut à tout prix expulser de leur vie. Demander aux ouvriers à *ce moment là* d'avoir une attitude plus équilibrée, de ne voir dans l'ancien patron que le nouveau « directeur technique », l'« indispensable spécialiste », « revient en quelque sorte — à l'heure où ils viennent soudain de prendre conscience de leur rôle historique et de leur puissance sociale, d'affirmer leur autonomie, à l'heure où ils ont enfin confiance en eux-mêmes, en leurs propres forces — à exiger des ouvriers qu'ils confessent leur incompetence, leur faiblesse, leur insuffisance en un domaine qui leur est sensible au plus haut degré car il embrasse leur vie quotidienne depuis l'enfance, celui de la production »<sup>210</sup>.

La bureaucratisation du Parti lui-même provoqua des commentaires acerbes au Congrès. Ossinsky déclara : « Il est indispensable que des ouvriers entrent en masse au Comité Central ; il est indispensable qu'ils y soient assez nombreux pour « prolétariser » le Comité Central »<sup>211</sup>. (Lénine devait parvenir à des conclusions semblables ... en 1923, peu avant la célèbre « promotion » dite « de Lénine »). Ossinsky proposa également que le Comité Central soit élargi de 15 à 21 membres. C'était pourtant passablement naïf de s'attendre à ce que l'accession de prolétaires aux échelons les plus élevés de la machine administrative puisse compenser d'une façon ou d'une autre le fait que la classe ouvrière avait maintenant perdu la quasi totalité du pouvoir qu'elle avait possédé pendant une courte période *sur les lieux de production*.

On discuta également au Congrès du déclin des Soviets. Les Soviets ne jouaient plus aucun rôle actif dans toutes les affaires liées à la production — et n'avaient d'ailleurs plus qu'un rôle mineur dans les autres affaires. De plus en plus, les décisions n'étaient prises que par les membres du Parti travaillant dans « l'appareil soviétique ». Les Soviets étaient devenus des organes de ratification de décisions prises ailleurs, de simples distributeurs de tampons officiels. Les thèses de Sapronov et d'Ossinski — selon lesquelles le Parti ne devait pas chercher à « imposer sa volonté aux Soviets » — furent catégoriquement rejetées<sup>212</sup>.

---

deux aspects de la gestion. S'il est vrai que les travailleurs ne peuvent diriger effectivement l'entreprise que s'ils dirigent l'économie et la société dans son ensemble (car ni objectifs de production, ni moyens, ni salaires, ne peuvent être déterminés indépendamment de ce qui se passe dans les autres secteurs), encore faut-il que ce pouvoir des masses existe ailleurs que dans les discours des dirigeants ; or le texte de Brinton montre ce qu'il en était dans la Russie pré-stalienne. D'un autre côté, il ne peut y avoir de gestion socialiste de l'économie sans gestion socialiste de l'entreprise (et donc sans bouleversement des « techniques de fabrication » et de l'organisation du travail) parce qu'il est absurde de prétendre que les travailleurs seraient capables de résoudre des problèmes à l'échelle de la société tout entière mais non dans leurs lieux de travail, et qu'« on ne peut concevoir une société d'esclavage hebdomadaire dans la production interrompue par des Dimanches d'activité politique libre » (« Sur le contenu du socialisme », *loc. cit.* p. 14). Cette situation étant effectivement inconcevable, on aboutit à une situation dans laquelle les travailleurs sont *dépourvus de tout pouvoir* et dans l'usine, et dans l'économie, et dans l'ensemble des activités sociales. Mais les critiques que l'on peut faire à la position de Limon ne font que donner encore plus de poids à cette description, que résume Brinton, de « la tragique et inévitable antinomie enfermée dans la conception léninienne du contrôle ouvrier » (Limon dit) - faite justement par un défenseur « subtil » de cette même conception].

<sup>210</sup> D. L. Limon, *loc. cit.*

<sup>211</sup> Ossinsky, Huitième Congrès du Parti, p. 30 et 168.

<sup>212</sup> [V. par exemple la franchise brutale de cette résolution du VIIIème Congrès : « Le Parti communiste cherche à exercer la prépondérance et à prendre intégralement en main la direction de toutes les organisations de travailleurs : syndicats, coopératives, communes agricoles, etc. Il vise en particulier à obtenir

Les dirigeants du Parti firent quelques concessions mineures, mais le processus de renforcement du contrôle dans le Parti et dans l'ensemble de l'économie continua au même rythme. Le Huitième Congrès créa le Politbureau, l'Orgbureau et le Secrétariat, qui n'étaient techniquement que de simples sous-comités du Comité Central, mais qui devaient rapidement assumer un énorme pouvoir. Il s'agissait d'un grand bond en avant dans la concentration du pouvoir de décision. La « discipline du Parti » fut renforcée. Le Congrès décida que toutes les décisions devaient être d'abord appliquées, et ce n'est *qu'une fois appliquées* qu'on pouvait présenter un appel devant les instances correspondantes du Parti<sup>213</sup>. « Tout ce qui concerne le déplacement des camarades qui font du travail de Parti est entre les mains du Comité Central. Ses décisions sont obligatoires pour tous »<sup>214</sup>. C'était le véritable début de la période des « déplacements politiques » comme méthode pour éliminer les critiques embarrassantes.

#### **Avril**

Point culminant de l'offensive de Koltchak dans l'Oural.

#### **Juin**

Décret introduisant des « cartes de travail » pour les travailleurs de Moscou et de Pétrograd.

#### **Octobre**

Point culminant de l'offensive de Dénikine dans le Sud de la Russie. Youdénich avance vers Pétrograd.

#### **2-4 Décembre**

*Huitième Conférence du Parti.* La Huitième Conférence du Parti élaborait un statut qui définissait de façon stricte les droits et les devoirs des cellules du Parti (fraktsya ou fractions), et un schéma destiné à garantir au Parti un rôle dirigeant dans toutes les organisations syndicales. « Le syndicaliste communiste devait être d'abord un communiste et ensuite seulement un syndicaliste, et assurer par son activité disciplinée la direction du Parti dans les syndicats »<sup>215</sup>. Au fur et à mesure que le Parti dégénérait, cette « direction » devait jouer un rôle de plus en plus néfaste.

#### **5-9 Décembre**

*Septième Congrès Panrusse des Soviets.* (Il y eut deux Congrès en 1917 et quatre en 1918). On y vota une résolution en faveur de la gestion collective de l'industrie<sup>216</sup>. Pendant le Congrès, Sapronov attaqua les impopulaires « glavki », déclarant qu'ils représentaient une tentative de substituer « une organisation par département à une organisation par Soviets, un système bureaucratique à un système démocratique ». Un autre orateur affirma que si l'on demandait aux gens « ce qui devait être détruit le lendemain même de la destruction de Dénikine et de Koltchak, 90 % répondraient : les glavki et les centres »<sup>217</sup>.

---

des actuels organismes d'État, les soviets, l'exécution de son programme autant qu'à les diriger en tout (...). Le Parti communiste de Russie doit arriver à exercer sur les soviets une domination politique incontestée et à contrôler effectivement leurs activités grâce à un travail pratique et à une abnégation de chaque jour, grâce aussi à l'occupation de tous les postes soviétiques par les militants les plus dévoués et les plus sûrs ». (*V.K.P. (b) v rezoljucijakh s-ezdov, konferencii i plenumov C.K.*, Moscou, 1932, p. 356, cit. par O. Anweiler, *Les Soviets en Russie*, Paris, Gallimard, 1972, p. 306)].

<sup>213</sup> On peut trouver, près de cinquante ans plus tard, un écho pathétique et dérisoire de ce genre de méthodes dans les « Perspectives pour I.S. » présentées en septembre 1968 par le Comité Politique de l'organisation *International Socialism*. Le point 4 stipule que « les différentes sections doivent accepter les directives du Centre, à moins qu'elles ne soient en désaccord total avec elles, en quel cas elles essayeront de les respecter tout en demandant l'ouverture d'une large discussion sur le sujet ».

<sup>214</sup> *Huitième Congrès du Parti*, Résolutions, I, p. 144.

<sup>215</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, p. 33.

<sup>216</sup> Préobajenski, *Devyaty s'yezd RKP fbj : Protokoly* [Le Neuvième Congrès du PCR (b) : compte rendu], Moscou, IMEL, 1934, p. 72.

<sup>217</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, p. 184.

## 16 Décembre

Trotsky soumet au Comité Central du Parti ses «Thèses sur la transition de la guerre à la paix » (où la plus importante de ses propositions était la « militarisation du travail »), croyant que la discussion ne sortirait pas du cadre du Comité<sup>218</sup>. Les décisions les plus importantes concernant les conditions matérielles de vie et de travail de centaines de milliers d'ouvriers russes allaient être discutées et prises à huis clos, par les dirigeants du Parti. Mais le jour suivant, *La Pravda* dirigée par Boukharine publia « par erreur » les thèses de Trotsky (il s'agissait en fait d'une campagne dirigée contre Trotsky). Pour ceux qui n'en restent pas à la surface des choses, cet épisode est très symptomatique des tensions existant dans le Parti à cette époque.

L'appui que Lénine apporta à ce moment-là aux propositions de Trotsky n'était accompagné d'aucune réserve. La mythologie élaborée ultérieurement — trotskyste ou autre — voudrait faire croire que « Trotsky s'était peut-être trompé en ce qui concerne la militarisation du travail » mais que Lénine s'y était toujours opposé. C'est absolument faux. Nous verrons plus tard que *ce n'est que douze mois plus tard, à la fin de 1920, que Lénine s'opposa à Trotsky sur cette question.*

Les propositions de Trotsky déclenchèrent « une avalanche de protestations »<sup>219</sup>. Il fut hué aux Conférences de membres du Parti, administrateurs et syndicalistes.

Il est peut-être bon d'ouvrir ici une parenthèse sur le problème des attitudes des révolutionnaires face aux « mesures radicales » (ou « impopulaires ») que peut exiger le salut de la révolution. Les masses ont montré plus d'une fois dans l'histoire qu'elles étaient prêtes à faire d'énormes sacrifices chaque fois qu'elles sentaient que ce qui était en jeu était vraiment fondamental. Mais ce qui est important, ce n'est pas de savoir, si telle ou telle mesure était « trop radicale » ou pas assez, c'est de savoir d'où vient la décision prise. Est-elle prise par des institutions contrôlées par la base ? Ou par un organisme séparé des masses qui s'est désigné lui-même et se reproduit par cooptation ? Or les membres du parti qui s'opposèrent alors à ces mesures furent incapables d'échapper à la situation contradictoire qui était la leur. Ils dénonçaient telle ou telle *politique* des dirigeants du Parti, mais ils étaient incapables de réaliser dans quelle mesure leurs propres conceptions organisationnelles avaient joué un rôle dans cette nouvelle phase — ou plutôt, ce processus de dégénérescence — de la révolution. Il n'y eut que quelques membres de l'Opposition ouvrière de 1921 (mais de façon assez superficielle) et du Groupe Ouvrier de Miasnikov en 1922 (bien plus clairement) qui commencèrent à comprendre que quelque chose de nouveau était en train de naître.

## 27 Décembre

Avec l'approbation de Lénine, le gouvernement crée la Commission du Travail Obligatoire, avec Trotsky<sup>220</sup> (qui était toujours Commissaire à la Guerre) comme Président.

# 1920

## Janvier

Débâcle des Blancs en Sibérie. La Grande-Bretagne, la France et l'Italie lèvent le blocus. Le Sovnarkom publie un décret définissant des règles généralisant le Service du Travail obligatoire « pour subvenir aux besoins de main-d'œuvre de l'industrie, l'agriculture, les transports et les autres branches de l'économie nationale sur la base d'un plan économique général ». N'importe qui pouvait être mobilisé, exceptionnellement ou périodiquement, pour différents travaux (dans l'agriculture, le bâtiment, la construction des routes, l'approvisionnement en nourriture ou en combustible, pour enlever la neige, dans les transports ou pour « faire face aux calamités publiques »). Dans un petit paragraphe assez inquiétant, le document signalait qu'il fallait dans une certaine mesure « regretter la destruction du vieil appareil policier qui avait su recenser les citoyens, non seulement

<sup>218</sup> I. Deutscher, *Trotsky, I, Le prophète armé (1879-1921)*, Paris, Julliard, 1962, p. 642.

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 648.

<sup>220</sup> *Ibid.*, p. 648.

dans les villes mais aussi dans les campagnes »<sup>221</sup>.

## 12 Janvier

*Réunion du Conseil Central Panrusse des syndicats.* À la réunion de la fraction bolchevik, Lénine et Trotsky demandèrent instamment tous les deux que la militarisation du travail soit acceptée. Mais seulement deux des quelque soixante dirigeants syndicaux bolcheviks les appuyèrent. « C'était la première fois que Trotsky ou Lénine se heurtaient à un refus aussi brutal »<sup>222</sup>.

## 10-21 Janvier

Dans un discours au Congrès, Lénine déclara que « le principe collégial » (la direction collective) (...) représente quelque chose de rudimentaire, valable seulement dans une première étape, quand il faut construire à partir de zéro (...). Le passage à un travail pratique est lié à l'autorité individuelle. C'est le système qui, plus que tout autre, assure la meilleure utilisation des ressources humaines »<sup>223</sup>. En dépit de cette exhortation, l'opposition aux idées de Lénine et de Trotsky gagnait lentement du terrain. Le Congrès vota une résolution *en faveur* de la gestion collective de la production.

## Février

Les Conférences régionales du Parti à Moscou et Kharkov se prononcèrent contre « la direction d'un seul », ainsi que la fraction bolchevik du Conseil Central Panrusse des syndicats lors de ses réunions de janvier et de mars<sup>224</sup>. Tomsy, leader syndical bien connu et membre du CCPS, présenta des « thèses » (« sur les tâches des syndicats ») qui furent adoptées malgré la critique implicite des projets de Lénine et de Trotsky qu'elles contenaient.

Les thèses de Tomsy demandaient que « le principe fondamental qui guide les différents organismes qui dirigent et administrent l'économie, reste le principe de la gestion collective qui est pratiquée en ce moment. Ce principe doit être appliqué de haut en bas : du Présidium de la Vésenka jusqu'à la direction des usines. Seule la gestion collective peut garantir la participation des masses sans Parti, par l'intermédiaire des syndicats ». Mais il s'agissait toujours pour lui d'une question d'opportunité plutôt que d'un principe fondamental. « Les syndicats — déclara Tomsy — sont les organisations les plus capables mais aussi les plus intéressées par le rétablissement de la production dans le pays et son bon fonctionnement »<sup>225</sup>.

L'adoption des thèses de Tomsy par une large majorité marqua le point culminant de l'opposition aux thèses de Lénine à l'intérieur du Parti. Ce n'étaient pourtant pas des résolutions de Congrès qui allaient résoudre les désaccords, et les deux tendances en avaient parfaitement conscience. Cependant, une menace plus sérieuse pour la direction du Parti vint des efforts que réalisaient certains éléments dissidents du Parti dans l'industrie, pour créer un centre indépendant, qui leur aurait permis de contrôler les organisations communistes dans les syndicats. La nomination de membres du Parti pour certaines activités syndicales accentua la tension entre les autorités du Parti et celles des syndicats. La fraction du Parti dans le Conseil Central Panrusse des Syndicats (CCPS), dominée par la « gauche », « essayait d'obtenir une autorité directe sur tous les membres du Parti dans les divers syndicats de l'industrie. Peu avant le 9ème Congrès du Parti, la fraction du Parti dans le CCPS adopta une résolution qui allait dans ce sens, soumettant directement toutes les fractions du Parti dans les syndicats à la fraction du Parti dans le CCPS plutôt qu'aux organisations « régionales » du Parti. Cela aurait créé véritablement un Parti à l'intérieur du Parti, une organisation semi-autonome contrôlant un pourcentage élevé des membres du Parti (...). La simple existence d'un tel « sous-parti » à l'intérieur du Parti était en contradiction avec les principes centralistes — sans parler de la perspective de le voir dominé par des opposants de « gauche » à la politique de Lénine (...) Il était inévitable que

<sup>221</sup> *Sobraniye Uzakonenii*, 1920, N° 8, art. 49, V. aussi *Treti vserossiiski s'yezd professionalnykh soyzov* [Troisième Congrès Panrusse des syndicats] 1920, I, Plenumi, pp. 50-51 (Réf. par la suite à *Troisième Congrès des syndicats*).

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 493.

<sup>223</sup> V.I. Lenin, [Discours au Troisième Congrès des Conseils Économiques], *Sochmemya*, XXV, p. 17.

<sup>224</sup> E. H. Carr, *op. cit.*, vol. 2, p. 193.

<sup>225</sup> Tomsy, « Zadachi prosoyuzov » [Les tâches des syndicats]. *Neuvième Congrès du Parti*, Appendice 13, p. 534.

les revendications d'autonomie des syndicalistes à l'intérieur du Parti soient repoussées, et c'est précisément ce qui arriva quand la résolution fut soumise à l'Orgbureau »<sup>226</sup>.

L'épisode eut des répercussions intéressantes. Confrontés à un conflit entre démocratie et centralisme, les « centralistes démocratiques » montrèrent que sur ce problème — comme sur tant d'autres — ce qui l'emportait, pour eux, c'était le centralisme. Ils présentèrent une résolution, votée par l'organisation moscovite du Parti, stipulant que « la discipline du Parti doit toujours l'emporter sur la discipline syndicale »<sup>227</sup>. Mais le Bureau méridional du CCPS fit voter une résolution en faveur de l'autonomie des syndicalistes du Parti semblable à celle qu'avait présenté l'organisation sœur — *et la fit approuver par la 4ème Conférence Ukrainienne du Parti.*

## Mars

*Le Second Congrès Panrusse des Travailleurs de l'Industrie Alimentaire* (avec une forte influence des syndicalistes-révolutionnaires) se réunit à Moscou. On y reprocha au régime bolchevik d'avoir instauré « une domination absolue et incontrôlée sur le prolétariat et la paysannerie, et poussé jusqu'à l'absurde un effroyable centralisme!...) détruisant dans le pays tout ce qui est vivant, spontané et libre ». « La soi-disant dictature du prolétariat est en réalité la dictature du Parti sur le prolétariat, et même la dictature de quelques individus »<sup>228</sup>.

## 29 Mars - 4 Avril

*Neuvième Congrès du Parti.*

La guerre civile était alors pratiquement gagnée. Les masses attendaient avec impatience de pouvoir goûter, enfin, aux fruits de leur Révolution. Mais le Congrès laissa prévoir la continuation et l'extension, en temps de paix, de certaines méthodes du communisme de guerre (mobilisation de la main-d'œuvre, service du travail obligatoire, rationnement strict des biens de consommation, paiement des salaires en nature, réquisition de produits agricoles au lieu d'impôts). Les points les plus discutés furent la « militarisation du travail » et la « direction par un seul » dans l'industrie. On peut considérer que les propositions faites en ce sens à ce Congrès représentaient les points de vue de Lénine et de Trotsky sur la période de reconstruction industrielle. On sent dans les idées de Trotsky sur la direction du travail l'énorme influence de son expérience de Commissaire à la Guerre. On avait déjà employé des bataillons non encore démobilisés à des travaux forestiers, et à d'autres besognes. Selon Deutscher, « c'était seulement un premier pas : de l'emploi des forces armées comme bataillons de travail, on allait passer à l'organisation du travail « civil » en unités militarisées »<sup>229</sup>. « On ne peut permettre à la classe ouvrière — disait Trotsky — de se promener à travers toute la Russie. Il faut dire aux ouvriers où ils doivent être, les déplacer et les diriger, tout comme des soldats (...) L'obligation de travailler atteindra son plus haut degré d'intensité pendant la période de transition du capitalisme au socialisme (...). Les « déserteurs » du travail devront être incorporés dans des bataillons disciplinaires, ou mis dans des camps de concentration ». Il préconisait « des salaires stimulants pour les ouvriers efficaces », « l'émulation socialiste », et parlait de « la nécessité d'adopter ce qu'il y a d'essentiellement progressiste dans le taylorisme »<sup>230</sup>.

En ce qui concerne la gestion industrielle, ce qui primait toute autre considération aux yeux de Lénine et de Trotsky c'était « l'efficacité économique ». Et comme la bourgeoisie (avant et après eux) ils identifiaient efficacité et direction individuelle. Ils savaient cependant que la chose serait dure à avaler pour les travailleurs, et qu'ils devaient agir avec prudence. « La direction individuelle », déclarait avec tact la résolution officielle, « ne limite en aucune façon les droits de la classe ouvrière ou ceux des syndicats, car la classe ouvrière peut exercer son pouvoir de différentes façons, selon les nécessités techniques du moment. C'est la classe dirigeante dans son ensemble [identifiée une fois de plus avec le parti, M.B.] qui, dans chaque cas, « nomme » tel ou tel individu à tel ou tel

<sup>226</sup> R. V. Daniels, op. cit., p. 126.

<sup>227</sup> [Thèses du Comité de la Province de Moscou du P.C.R. (b)]. Neuvième Congrès du Parti, Appendice 15, p. 542.

<sup>228</sup> Vmesto programmy : rezolyutsii I i II vserossiiskik konferentsii anarkho-sindikalistov, *Berlin, 1922*, p. 28.

<sup>229</sup> I. Deutscher, *Soviet Trade Unions*, p. 36.

<sup>230</sup> L. Trotsky, *Sochineniya*, vol. XV, p. 126.

poste de direction et d'administration »<sup>231</sup>. Ces précautions oratoires étaient justifiées. Les travailleurs n'avaient pas oublié que l'une des résolutions du Premier Congrès des Syndicats (janvier 1918) avait annoncé que « le contrôle ouvrier doit éliminer l'autocratie dans le domaine économique, comme elle a déjà été éliminée dans le domaine politique »<sup>232</sup>.

Plusieurs modèles de gestion de l'industrie furent bientôt ébauchés<sup>233</sup>. Il est douteux que Lénine et Trotsky, en élaborant leur projets, fussent encombrés de considérations doctrinales comme celle de Kritzman, le théoricien communiste de « gauche », qui avait défini la gestion collective comme « le signe distinctif du prolétariat (...), qui le distingue de toutes les autres classes sociales (...), le principe d'organisation le plus démocratique »<sup>234</sup>. Tout ce que Trotsky trouva à dire sur la question (pour autant qu'il eut une position de principe là-dessus), c'est que la gestion collective était « une idée menchevik ».

Au 9<sup>ème</sup> Congrès, le groupe « Centralisme Démocratique » (Ossinsky, Sapronov, Préobrajenski) s'opposa violemment à Lénine et Trotsky : Smirnov, manifestement en avance sur son temps, demanda pourquoi, si la direction individuelle était une si bonne chose, n'était-elle pas appliquée au Sovnarkom (Conseil des Commissaires du Peuple). Loutouvinov, un leader des métallurgistes, qui devait jouer un rôle important dans le développement de l'Opposition ouvrière la même année, affirma que « seul le syndicat correspondant peut assumer la responsabilité de diriger un secteur de la production. Et pour l'industrie dans son ensemble, ce ne peut être que le Conseil Central Panrusse des Syndicats — et il ne peut en être autrement »<sup>235</sup>. Chliapnikov réclama explicitement une « séparation des pouvoirs » entre le Parti, les Soviets et les Syndicats<sup>236</sup>. Parlant au nom des « centralistes-démocratiques », Ossinsky appuya l'idée de Chliapnikov. Il fit remarquer qu'on assistait à un « conflit entre plusieurs cultures » (la culture « soviétique-militaire », la culture « soviétique-civile » et le mouvement syndical, qui avait « créé sa propre sphère culturelle »). Il ne fallait donc pas appliquer à toutes ces cultures certaines méthodes particulières (comme la militarisation) qui n'étaient appropriées qu'à l'une d'entre elles<sup>237</sup>. C'était un bon exemple de la façon de se laisser prendre au piège que l'on a tendu soi-même.

Sur la question de la « direction par un seul », les « centralistes démocratiques » avaient aussi une position qui passait à côté du véritable problème. La résolution qu'ils avaient votée peu de temps avant à la Conférence du Parti de la Province de Moscou, minimisait l'importance de l'affaire. « La question du système collégial (la gestion collective) et de l'autorité individuelle n'est pas une question de principe, mais une question pratique. Elle doit être résolue dans chaque cas selon les circonstances »<sup>238</sup>. Même s'ils signalaient avec raison que la direction collective n'a *en elle-même* aucune vertu intrinsèque, ils ne comprirent pas que le véritable problème était celui du rapport entre la direction (individuelle ou collective) et ceux qui sont dirigés, c'est-à-dire d'où « le » ou « les » dirigeants tireraient-ils leur autorité.

Lénine était décidé à ne faire aucune concession sur la question de l'autonomie des syndicats. « Le Parti Communiste Russe ne peut en aucun cas se contenter de la direction politique laissant ainsi la direction de l'économie aux syndicats »<sup>239</sup>. Krestinsky dénonça les idées de Loutouvinov comme de « l'anarcho-syndicalisme de contrebande »<sup>240</sup>. À l'instigation de Lénine, le Congrès demanda aux syndicats « d'expliquer aux plus larges couches de la classe ouvrière que la reconstruction industrielle ne peut s'accomplir qu'en réduisant à un minimum l'administration collective et en introduisant graduellement la direction individuelle dans toutes les unités directement engagées

---

<sup>231</sup> *Neuvième Congrès du Parti*, p. 128.

<sup>232</sup> Premier Congrès des Syndicats, pp. 269-72.

<sup>233</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, p. 35.

<sup>234</sup> L. Kritzman, *Geroicheski period russkoi revolyutsii* [La période héroïque de la révolution russe], Moscou et Leningrad, 1926, p. 83.

<sup>235</sup> *Neuvième Congrès du Parti*, pp. 254-255.

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 564, N° 32.

<sup>237</sup> *Ibid.*, pp. 123-124.

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 571, N° 75.

<sup>239</sup> [Aux organisations du P.C.R. (b) sur la question de l'ordre du jour du Congrès du Parti], *Neuvième Congrès ....* Appendice 2, p. 474.

<sup>240</sup> *Pravda*. 12 mars 1920.

dans la production »<sup>241</sup>. La direction individuelle devait être instaurée dans toutes les institutions, des Trusts d'État aux usines particulières. « Le principe de l'élection doit être remplacé maintenant par le principe de la sélection »<sup>242</sup>. La gestion collective était « utopique », « non praticable » et même « nuisible »<sup>243</sup>. Le Congrès appelait aussi à lutter « contre la présomption et l'ignorance (...) de ces éléments démagogiques (...) qui pensent que la classe ouvrière peut résoudre ses problèmes sans avoir recours à des spécialistes bourgeois pour les postes de la plus haute responsabilité ». « Il n'y a pas de place dans les rangs du Parti du socialisme scientifique pour ces démagogues qui se plaisent à entretenir ces préjugés dans les secteurs arriérées de la classe ouvrière »<sup>244</sup>. Le neuvième Congrès décida explicitement qu'« aucun groupe syndical ne doit intervenir directement dans la gestion industrielle » et que les « Comités d'usine doivent se consacrer aux problèmes de la discipline au travail, de la propagande et de l'éducation des ouvriers »<sup>245</sup>. Pour éviter toute réapparition de tendances à l'« indépendance » chez les dirigeants syndicaux, des éléments « prolétariens » bien connus, Boukharine et Radek, furent nommés au Conseil Central Panrusse des Syndicats, pour représenter la direction du Parti et garder ainsi un œil vigilant sur les travaux du CCPS<sup>246</sup>.

Tout ceci, naturellement, était en contradiction flagrante avec l'esprit des décisions prises un an plus tôt, au Huitième Congrès du Parti, et en particulier avec le célèbre point 5 de la « section économique » du programme du parti de 1919. C'est une parfaite illustration de la vulnérabilité de la classe ouvrière lorsqu'elle a dû abandonner son véritable pouvoir, celui qu'elle eut pendant un moment dans la production, et qu'elle échangea pour une ombre, le pouvoir politique représenté par le pouvoir de « son » parti. La politique préconisée par Lénine devait être rigoureusement suivie. À la fin de 1920, sur 2051 entreprises importantes (pour lesquelles il existât des informations valables) 1783 étaient déjà « dirigées par un seul »<sup>247</sup>.

Au neuvième Congrès, on procéda également à des changements dans le régime interne du Parti, changements qui soulevèrent une tempête de protestations. Les comités locaux du Parti (démocratiques, du moins « formellement ») devaient être subordonnés à des « départements politiques » créés bureaucratiquement. « La création de ces organismes, imposait un contrôle strict d'en haut sur toute l'activité politique à l'atelier, dans l'industrie, l'organisation ou la localité qui dépendaient de sa juridiction (...). Cette innovation (...) copiée de l'armée (...) était faite pour transmettre de la propagande vers le bas plutôt que les opinions de la base vers le haut »<sup>248</sup>.

On fit à nouveau quelques concessions verbales, noyées dans un flot d'appels à l'unité. Aussi bien pendant le Congrès que plus tard dans l'année, les « opposants commirent l'erreur de concentrer leurs efforts sur des tentatives de réforme des instances politiques dirigeantes, de changement des formes du contrôle politique ou d'injection du sang neuf à la direction, sans s'occuper pratiquement des véritables sources du pouvoir (...). Ils croyaient naïvement qu'une meilleure organisation était l'arme la plus efficace contre la bureaucratie »<sup>249</sup>.

Finalement, le Neuvième Congrès donna à l'Orgbureau (créé un an plus tôt et formé de 5 membres du Comité Central) le droit de transférer et de nommer des membres du Parti occupant des postes responsables, sans en référer au Politbureau. Comme cela était déjà arrivé avant, et comme cela devait encore arriver si souvent dans les années à venir, les changements réactionnaires dans la

---

<sup>241</sup> « Pô voprosu o professionalnykh soyuzokh i ikh organizatsii » (Sur la question des syndicats et leur organisation), *Neuvième Congrès du Parti*. Résolutions, I, p. 493.

<sup>242</sup> [« Les syndicats et leurs tâches » (thèses de Lénine)], *Ibid.*, Appendice 12, p. 532.

<sup>243</sup> *Ibid.*, pp. 26 et 28

<sup>244</sup> *Ibid.*

<sup>245</sup> Lénine devait déclarer plus tard au Onzième Congrès, en 1922 : « Il est absolument essentiel que toute l'autorité dans les usines soit concentrée dans les mains de la direction (...). Dans de telles circonstances, toute intervention directe des syndicats dans la gestion des entreprises doit être regardée comme nuisible et inacceptable » (Résolutions, I, pp. 607, 610-612).

<sup>246</sup> Neuvième Congrès du Parti, p. 96.

<sup>247</sup> L. Kritzman, *op. cit.*, p. 83.

<sup>248</sup> R. V. Daniels, *op. cit.*, p. 114.

<sup>249</sup> *Ibid.*, pp. 115, 117.

politique industrielle allaient de pair avec des changements réactionnaires dans la structure interne du Parti.

## Avril

Trotsky est placé à la tête du Commissariat aux transports, tout en gardant son poste à la Défense. « Le Politbureau (...) lui offrit de l'appuyer jusqu'au bout, quelle que fût la sévérité des mesures qu'il pourrait décider »<sup>250</sup>. Nous prions ceux qui répandent le mythe d'une prétendue opposition léniniste aux méthodes de Trotsky à *ce moment* d'en prendre bonne note.

## 6-15 Avril

*Troisième Congrès Panrusse des Syndicats*. Trotsky déclara que « la militarisation du travail (...) est une méthode inévitable d'organisation et de discipline de la main-d'œuvre dans l'époque de transition du capitalisme au socialisme » (...). « Est-il bien vrai que le travail obligatoire ait toujours été improductif ? On est bien obligé de répondre à cela que c'est le plus pauvre et le plus libéral des préjugés (...) L'organisation du servage a été, dans certaines conditions, un progrès et a amené à une augmentation de la production » (...). « Dans la période difficile actuelle, les salaires ne sont pas pour nous un moyen d'adoucir l'existence personnelle de tout ouvrier, mais un moyen d'estimer ce que tout ouvrier apporte par son travail à la République ouvrière » (...). « Aucune autre organisation dans le passé, excepté l'armée, n'a exercé sur l'homme une plus rigoureuse coercition que l'organisation gouvernementale de la classe ouvrière à la plus dure époque de transition. Et c'est précisément pour cela que nous parlons de militarisation du travail »<sup>251</sup>. Trotsky souligna que la coercition, l'enrôlement forcé et la militarisation du travail n'étaient pas de simples mesures d'exception. « [L']État des travailleurs avait normalement le droit de contraindre n'importe quel citoyen à accomplir n'importe quel travail à n'importe quelle place de son choix »<sup>252</sup>. La philosophie du travail qui allait sous-tendre la pratique stalinienne des années 30 dans ce domaine était bien celle de Trotsky — appliquée avec la plus grande rigueur.

À ce Congrès, Lénine se vanta d'avoir été, dès le début, partisan de la direction « individuelle ». Il déclara qu'en 1918 il « avait signalé la nécessité de reconnaître l'autorité dictatoriale d'individus pour mettre en application l'idéologie soviétique »<sup>253</sup>, et qu'à ce moment-là « il n'y avait pas de conflit sur ce problème » (de la « direction par un seul »). Cette dernière affirmation est évidemment fautive — même si on ne se réfère qu'aux membres du Parti. La collection de *Kommunist* peut en fournir aisément la preuve.

## Juin-Juillet

Peu ou pas de changements en ce milieu de l'année 1920 dans la dure réalité de la vie des travailleurs russes. Des années de guerre mondiale, de guerre civile, d'intervention, s'ajoutant à la dévastation, au sabotage, à la sécheresse, à la famine et au faible développement initial des forces productives, rendaient difficile une quelconque amélioration matérielle. Mais, maintenant, l'horizon lui-même semblait assombri. Dans la Russie « soviétique » de 1920, les ouvriers étaient « à nouveau soumis à l'autorité des directeurs, à la discipline du travail, aux « stimulants » matériels, à la gestion « scientifique » — à toutes les formes bien connues de l'organisation industrielle capitaliste, avec les mêmes directeurs bourgeois, avec la seule différence que le propriétaire était maintenant

---

<sup>250</sup> I. Deutscher, *Trotsky, I, le prophète armé*, p. 656.

<sup>251</sup> *Treti vserossÛski s'yezd professionalnykh soyuzov : stenograficheski otchet* (Troisième Congrès Panrusse des Syndicats : compte rendu sténographique), Moscou, 1920, pp. 87-97. (Réf. par la suite à *Troisième Congrès des Syndicats*). [Le « Rapport sur l'organisation du Travail » de Trotsky présenté à ce Congrès, complété de passages empruntés aux rapports présentés au Congrès Panrusse des Conseils Économiques et au IX<sup>ème</sup> Congrès du P.C.R., est reproduit dans le chapitre VIII de *Terrorisme et communisme*. Nous donnons les passages cités ci-dessus dans la version française de la coll. « 10/18 », Paris, U.G.E., 1963, pp. 216-217, 225 et 254].

<sup>252</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, p. 659.

<sup>253</sup> *Trade Unions in Soviet Russia* (Labour Research Department and ILP Information Committee), November 1920.

l'État »<sup>254</sup>.

Un professeur « blanc » qui arriva à Omsk, venant de Moscou, à l'automne 1919, déclara qu'« à la tête de beaucoup de centres et de « glavki » siégeaient les anciens patrons, fonctionnaires et directeurs. Le visiteur non prévenu qui connaît personnellement l'ancien monde des affaires commerciales et industrielles, aura la surprise de voir les anciens propriétaires des grandes industries du cuir siégeant dans le « Glavkhos », de grands fabricants dans les organisations centrales du textile, etc. »<sup>255</sup>.

Étant donné les circonstances, il n'est pas étonnant que l'unité artificielle obtenue au Neuvième Congrès quelques mois plus tôt ne pût durer. Pendant tout l'été et l'automne, les discussions sur la bureaucratie à l'intérieur du Parti, les rapports entre les syndicats et l'État, et même sur la nature de classe de l'État lui-même, allaient prendre une tournure de plus en plus aiguë. Des groupes d'opposition apparaissaient à presque tous les niveaux. À la fin de l'année (après la fin de la guerre russo-polonaise), le mécontentement refoulé éclata ouvertement. À l'automne, l'autorité de Lénine allait être contestée comme elle ne l'avait jamais été depuis le mouvement des communistes de « gauche », au début de 1918.

## Juillet

Publication de l'ouvrage classique de Trotsky *Terrorisme et Communisme* (juste avant le Second Congrès de l'Internationale Communiste). On y trouve la formulation la plus achevée, la plus lucide et la moins ambiguë des idées de Trotsky sur l'organisation « socialiste » du travail. « Au fond, l'organisation du travail constitue l'organisation de la nouvelle société, toute société reposant sur l'organisation du travail »<sup>256</sup>. « La fondation de la société socialiste signifie l'organisation des travailleurs sur de nouvelles bases, leur adaptation à celles-ci, leur rééducation afin d'augmenter constamment la productivité »<sup>257</sup>. « Les salaires, tant en argent qu'en nature, doivent être mis en concordance le plus exactement possible avec la productivité du travail individuel. Sous le régime capitaliste, le travail aux pièces et à forfait, la mise en vigueur du système Taylor, etc., avaient pour but d'augmenter l'exploitation des ouvriers et de leur dérober la plus-value. Par suite de la socialisation de la production, le travail aux pièces, à forfait etc., ont pour but un accroissement de la production socialiste et par conséquent une augmentation du bien-être commun. Les travailleurs qui concourent plus que les autres au bien-être commun acquièrent le droit de recevoir une part plus grande du produit social que les fainéants, les indolents et les désorganisateur »<sup>258</sup>. « Le principe même de l'obligation du travail est pour les communistes indiscutable (...) L'unique solution régulière, en principe comme en pratique, des difficultés économiques, consiste à considérer toute la population du pays comme un réservoir nécessaire de force ouvrière — comme une source presque inépuisable — et à en organiser dans un ordre rigoureusement établi le recensement, la mobilisation et l'utilisation »<sup>259</sup>. « L'obligation du travail serait impossible sans l'application — dans une certaine mesure — des méthodes de militarisation du travail »<sup>260</sup>. « Il ne peut pas y avoir chez nous d'autre moyen pour aller au socialisme qu'une direction autoritaire des forces et des ressources économiques du pays, qu'une répartition centralisée de la force ouvrière conformément au plan gouvernemental général (...) Sans obligation du travail, sans droit de donner des ordres et d'exiger leur exécution, les syndicats perdent leur substance, car ils sont nécessaires à l'État socialiste en édification, non afin de lutter pour de meilleures conditions de travail — c'est la tâche de l'ensemble de l'organisation sociale gouvernementale — mais afin d'organiser la classe ouvrière pour la production, afin de la discipliner, de la répartir, de l'éduquer, de fixer certaines catégories et certains ouvriers à leur poste pour un laps de temps déterminé, afin, en un mot d'incorporer autoritairement, en plein

<sup>254</sup> R. V. Daniels, *op. cit.*, p. 107.

<sup>255</sup> O.K. Gins, *Sibir, Soyuzniki, Kolchak*, Pékin, 1921, p. 429.

<sup>256</sup> L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, p. 202.

<sup>257</sup> *Ibid.*, p. 221.

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 225.

<sup>259</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>260</sup> *Ibid.*, p. 208.

accord avec le pouvoir, les travailleurs dans les cadres du plan économique unique »<sup>261</sup> (...) - « Et ce serait la plus grosse des erreurs que de confondre la question de l'autorité du prolétariat avec celle des bureaux ouvriers qui gèrent les usines. La dictature du prolétariat se traduit par l'abolition de la propriété privée des moyens de production, par la domination sur tout le mécanisme Soviétique de la volonté collective des masses [euphémisme qui signifie : par le parti M.B] et non par la forme de direction des diverses entreprises »<sup>262</sup> (...). « Je présume que si la guerre civile n'avait pas ruiné nos organes économiques en les privant de tout ce qu'ils avaient de plus vivant, en fait d'initiative et d'activité, nous nous serions engagés bien plus tôt et sans douleur dans la voie du système unipersonnel pour la direction économique »<sup>263</sup>.

### **Août**

À cause de la guerre civile — et d'autres facteurs dont on parle moins d'habitude, comme l'attitude des cheminots vis-à-vis du « nouveau » régime — les chemins de fer russes avaient pratiquement cessé de fonctionner.

Trotsky, Commissaire aux Transports, obtint des pouvoirs exceptionnels pour mettre en pratique ses théories sur « la militarisation du travail ». Il commença à mettre tout le personnel des chemins de fer et des ateliers de réparation sous le régime de la loi martiale. « Quand le syndicat des cheminots souleva des objections, Trotsky révoqua ses chefs [*avec le soutien total du Politbureau* — M.B] et en désigna d'autres, disposés à exécuter des ordres. Il répéta cette mesure dans les autres syndicats ouvriers des transports »<sup>264</sup>.

### **Début Septembre**

*Création du Tsektran* (Commission Centrale des Transports). L'idée était de Trotsky, et consistait à faire fusionner de façon autoritaire le Commissariat du Transport, les Syndicats des Chemins de fer et les organes du parti (« départements politiques ») dans ce secteur. Tout le système des chemins de fer et des transports fluviaux dépendait du Tsektran. Trotsky fut placé à sa tête. Il dirigea le Tsektran en employant des méthodes strictement bureaucratiques et militaires. « Conformément à sa promesse, le Politbureau lui donna son appui complet »<sup>265</sup>. Et les chemins de fer fonctionnèrent à nouveau. Mais l'affaire causa des dommages incalculables à l'image du Parti dans les masses. Ceux qui se demandent pourquoi, quelques années plus tard, Trotsky fut incapable d'obtenir l'appui des masses russes dans sa lutte à l'intérieur de l'appareil contre la bureaucratie « stalinienne », auraient intérêt à méditer sur de tels épisodes.

### **22-25 Septembre**

*Neuvième Conférence du Parti*. Zinoviev présenta le rapport officiel au nom du Comité Central. Sapronov présenta le rapport de la minorité « centraliste — démocratique », qui était assez bien représentée. Loutouvinov parla au nom de « l'Opposition Ouvrière » récemment constituée. Il demanda que des mesures immédiates fussent prises pour rétablir la démocratie prolétarienne, qu'on

---

<sup>261</sup> *Ibid.*, pp. 215 et 216.

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 243. [Sur ce qu'il faut entendre par « domination sur tout le mécanisme soviétique de la volonté collective des masses », v. la résolution du VIIIème Congrès du Parti citée dans la note (18) de l'année 1919. Et sur ce que Lénine, en 1920, entendait par « domination de la classe ouvrière », v. le « discours prononcé à la séance de la fraction communiste du Conseil central des syndicats de Russie » le 15 mars 1920 : « [En ce qui concerne l'administration], je m'en réfère à la bourgeoisie : à quelle école irions-nous, si ce n'est à la sienne ? Elle administrerait en tant que classe, du temps où elle avait le pouvoir ; mais ne nommait-elle pas de chefs ? Nous n'avons pas encore atteint leur niveau (...). Les ouvriers n'en sont pas encore là et nous devons, pour vaincre, nous débarrasser des vieux préjugés. La domination de la classe ouvrière est dans la Constitution, dans le régime de propriété et dans le fait que c'est nous qui mettons les choses en train ; mais l'administration, c'est autre chose, c'est une question de savoir-faire, d'habileté. La bourgeoisie le comprenait admirablement, mais nous, nous ne l'avons pas encore compris ». (V. I. Lénine, *Oeuvres*, t. 36, Moscou, 1959, p. 536). ]

<sup>263</sup> *Ibid.*, p. 244.

<sup>264</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, p. 660.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 660.

abandonne définitivement le système des désignations d'en haut à des postes « formellement » élus, et qu'on purge le Parti des éléments carriéristes qui y entraînent en masse. Il demanda aussi que le Comité Central cesse d'intervenir de façon constante et excessive dans la vie des Syndicats et des Soviets.

La direction dût faire un pas en arrière. Zinoviev évita de répondre aux principales plaintes formulées. On vota une résolution stipulant la nécessité « d'une égalité complète à l'intérieur du parti » et dénonçant « la domination des bureaucrates privilégiés sur les membres de la base ». La résolution demandait au Comité central de faire plus de « recommandations » et moins de nominations autoritaires, et de s'abstenir d'avoir recours à des mutations de responsables du Parti comme sanctions imposées en fonction de divergences politiques<sup>266</sup>.

Malgré ces concessions verbales, le porte-parole de la direction, Zinoviev, réussit à obtenir de la Conférence de septembre qu'elle accepte la création des Commissions de Contrôle Centrales et Régionales, qui allaient jouer un rôle important dans l'aggravation de la bureaucratization du parti, lorsque leurs premiers dirigeants (Dzerhinsky, Préobrajenski et Mouranov) furent remplacés par des acolytes de Staline.

## **Octobre**

Signature du Traité de Paix avec la Pologne.

## **2-6 Novembre**

*Cinquième Conférence Panrusse des Syndicats.* Trotsky déclare qu'il faut en finir avec l'existence parallèle des syndicats et d'organismes administratifs, responsable, d'après lui, de la confusion régnante. Ce qui ne pourrait être obtenu que par la transformation des organisations syndicales (professionalny) en organisations de production (proizvodstvenny). Si les dirigeants des syndicats font des objections, il faudra les « secouer », comme on l'a fait dans les chemins de fer.

## **14 Novembre**

Le Général Wrangel évacue la Crimée. Fin de la Guerre Civile.

## **Novembre**

*Conférence de l'organisation provinciale du Parti de Moscou.* Les groupes d'opposition à l'intérieur du parti se renforcent rapidement. L'Opposition Ouvrière, récemment formée, les Centralistes-Démocratiques et le groupe Ignatov (une fraction locale de Moscou, proche de l'Opposition Ouvrière, qui plus tard fusionnera avec elle) avaient 124 délégués à cette Conférence, contre 154 partisans du Comité Central<sup>267</sup>.

## **8-9 Novembre**

*Réunion du Plénum du Comité Central.* Trotsky soumet un « projet préliminaire de thèse » intitulé « Les syndicats et leur rôle futur », publié plus tard en brochure le 25 décembre, sous une forme légèrement différente, sous le titre « Le rôle et les tâches des syndicats » — « Il est nécessaire de réorganiser immédiatement les syndicats, c'est-à-dire de sélectionner le personnel dirigeant » (Thèse 5). « Exalté par le succès, il (Trotsky) menaça de mettre au pas les autres syndicats, comme il avait mis au pas celui des ouvriers des transports »<sup>268</sup>. Ce qui était important « c'était de remplacer les agitateurs irresponsables [*sic*] par des syndicalistes s'intéressant sérieusement à la production »<sup>269</sup>. Au moment du vote, les thèses de Trotsky furent repoussées à une voix : 8 contre 7. Lénine « se désolidarisa brusquement de lui et persuada le Comité Central d'en faire autant »<sup>270</sup>. Une contre-proposition présentée par Lénine fut votée par 10 voix contre 4. Elle réclamait « une

<sup>266</sup> *Isvestiya* du C. C., 12 octobre 1920.

<sup>267</sup> *Dixième Congrès du Parti*, p. 829, N° 2.

<sup>268</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, p. 661.

<sup>269</sup> I. Deutscher, *Soviet Trade Unions*, p. 41.

<sup>270</sup> I. Deutscher, *Trotsky, I, Le prophète armé*, p. 661.

réforme du Tsektran », préconisait « des formes saines de militarisation du travail »<sup>271</sup> et proclamait que le parti « devait éduquer et appuyer (...) un nouveau type de syndicaliste, l'organisateur économique énergique et imaginatif et qui affronterait les problèmes économiques non sous l'angle de la distribution et de la consommation mais sous celui de l'augmentation de la production »<sup>272</sup>. On voit donc clairement quelle était l'idée dominante. L'« erreur » de Trotsky, c'est d'avoir poussé le raisonnement jusqu'au bout. Mais le parti avait maintenant besoin d'un bouc émissaire. Le Comité Central « interdit à Trotsky de parler en public des rapports entre les syndicats et l'État »<sup>273</sup>.

## 2 Décembre

Trotsky, dans son discours à la session plénière élargie du Tsektran, déclara « qu'un service civil compétent et hiérarchiquement organisé avait du bon ; et la Russie ne souffrait pas des excès, mais de l'absence, d'une bureaucratie efficace »<sup>274</sup>. « La militarisation des syndicats et la militarisation des transports exigent une militarisation interne idéologique »<sup>275</sup>. Staline devait décrire plus tard Trotsky comme le « patriache des bureaucrates »<sup>276</sup>. Quand une fois de plus le Comité Central le désavoua, « Trotsky rappela avec irritation à Lénine et aux autres membres du Comité, qu'ils l'avaient bien souvent poussé en privé (...) à agir avec rigueur et sans se soucier des principes de la démocratie. Il était déloyal de leur part affirmait-il, de jouer, en public, les défenseurs, contre lui, des principes démocratiques »<sup>277</sup>.

## 7 Décembre

À une *réunion plénière du Comité Central*, Boukharine présenta une résolution sur la « démocratie dans la production », formule qui devait rendre Lénine furieux : « c'est un terme gauche, artificiel, propre à la gent intellectuelle »<sup>278</sup>, « erroné sur le plan théorique », « inutile », « confusion et néant », etc. « La démocratie dans la production est un terme qui prête à la confusion. On peut le comprendre comme une négation de la dictature et de la direction unique »<sup>279</sup>. « Les primes en nature et les tribunaux disciplinaires d'honneur ont cent fois plus de valeur pour prendre en mains l'économie, diriger l'industrie et élever le rôle des syndicats dans la production que les propos complètement abstraits (et partant creux) sur « la démocratie dans la production etc. »<sup>280</sup>.

La plus forte opposition aux idées de Trotsky sur la « militarisation du travail » vint de la fraction du parti qui était le plus liée aux syndicats. Certains de ces membres du parti, non seulement avaient dirigé le Conseil Central des Syndicats jusqu'alors, mais en plus « la doctrine de la responsabilité autonome des syndicats les favorisait directement »<sup>281</sup>. En d'autres termes, ils étaient déjà dans une certaine mesure des bureaucrates syndicaux. C'est en partie parmi ces éléments qu'allait se développer l'Opposition Ouvrière.

L'appareil politico-économique dirigeant était déjà sensiblement différent de celui qu'on avait vu apparaître en 1918. Deux ans avaient suffi à l'appareil du Parti pour s'assurer un contrôle politique indiscutable sur l'appareil d'État (à travers les Soviets bureaucratisés). Il avait également réussi à contrôler presque complètement l'appareil économique (grâce aux fonctionnaires syndicaux et aux dirigeants d'industrie nommés par lui). Ces divers groupes avaient acquis la compétence et l'expérience nécessaires pour se transformer en une catégorie sociale ayant une

---

<sup>271</sup> V. I. Lenin, *Selected Works*, vol. IX, p. 30.

<sup>272</sup> G. Zinoviev, *Sochineniya*, Moscou, 1924-1926. VI, pp. 599-600.

<sup>273</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, p. 661. Cette sanction fut annulée par le Comité Central lors de la réunion du 24 décembre, qui décida aussi que toute l'affaire devait être discutée ouvertement.

<sup>274</sup> *Ibid.* p. 662

<sup>275</sup> L. Trotsky, *Sochineniya*, XV, pp. 422-423.

<sup>276</sup> J. Staline, *Sochineniya*, VI, p. 29.

<sup>277</sup> I. Deutscher, *op. cit.*, pp. 662-663.

<sup>278</sup> V. I. Lénine, « À nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky et Boukharine », *Oeuvres Choisies*, vol. 3, p. 631.

<sup>279</sup> *Ibid.*, p. 633.

<sup>280</sup> *Ibid.*, p. 636

<sup>281</sup> R. V. Daniels, *op. cit.*, p. 125.

fonction spécifique : diriger la société russe. Leur fusion était inévitable.

## 22-29 Décembre

Le *Huitième Congrès Panrusse des Soviets* se tient à Moscou. Il fournit l'occasion de débattre publiquement les opinions divergentes sur la question syndicale qui s'étaient développées à l'intérieur du Parti mais qu'il n'était plus possible d'y confiner. On peut se faire une idée du degré d'intensité auquel était parvenue alors l'opposition à la politique officielle du Parti par le contenu du discours de Zinoviev au Congrès : « Nous allons établir un contact plus étroit avec les masses ouvrières. Nous tiendrons des meetings dans les casernes, dans les camps, dans les usines. Les ouvriers comprendront alors (...) que nous ne plaisantons pas lorsque nous disons qu'une nouvelle ère est sur le plan de commencer, que dès que nous pourrons reprendre notre souffle, nous transférerons nos meetings politiques dans les usines (...). On nous demande ce que nous entendons par la démocratie ouvrière et paysanne. Je réponds : rien de plus et rien de moins que ce que nous entendions en 1917. Nous devons rétablir le principe de l'élection dans la démocratie ouvrière et paysanne (...). Si nous avons privé les ouvriers et paysans des droits démocratiques les plus élémentaires, il est temps de mettre un terme à cet état de choses »<sup>282</sup>.

Les soucis démocratiques de Zinoviev n'avaient guère de contenu. Ses motifs étaient tactiques, et son comportement dicté par des intérêts fractionnels (le tout faisait partie d'une campagne pour discréditer Trotsky). À cette époque, les orateurs qui voulaient se tailler un succès facile étaient toujours sûrs de faire rire leur public par des citations bien choisies de Zinoviev sur les droits démocratiques<sup>283</sup>.

## 30 Décembre

Réunion commune, au théâtre Bolchoï de Moscou, de la fraction du Parti au Huitième Congrès des Soviets, des membres du Parti du Conseil Central Panrusse des Syndicats, et de membres du Parti de plusieurs autres organisations, pour discuter de la « question syndicale ». Tous les protagonistes de la discussion purent exposer leurs positions respectives. Les différents points de vue, tels qu'ils furent exposés à la réunion (ou présentés dans des articles publiés à ce moment-là ou dans les semaines qui suivirent) peuvent être résumés comme suit<sup>284</sup>.

Trotsky, et surtout Boukharine, modifièrent leurs positions respectives afin de pouvoir constituer un bloc au Congrès. Pour Lénine, les syndicats étaient des « réservoirs du pouvoir d'État ». Ils devaient fournir une large base sociale « à la dictature prolétarienne exercée par le Parti », une base absolument indispensable étant donné le caractère essentiellement paysan de la population du pays. Les syndicats devaient servir de « lien », de « courroie de transmission » entre le Parti et les masses des travailleurs sans-parti. Les syndicats ne pouvaient pas être autonomes, ils ne pouvaient jouer un rôle indépendant ni dans la conception ni dans l'exécution d'une politique. Ils devaient être étroitement soumis à l'influence idéologique du Parti et entreprendre l'éducation idéologique des masses suivant une ligne déterminée par le Parti. Ils pourraient devenir ainsi des « écoles du communisme » pour leurs 7 millions de membres<sup>285</sup>. Mais le professeur, ce serait le Parti. Et c'est ce qui fut rappelé

---

<sup>282</sup> *Vosmoi vserossiiski s'yezd sovetov : stenograficheski otchet* [Huitième Congrès Panrusse des Soviets : compte-rendu sténographique], Moscou, 1921, p. 324.

<sup>283</sup> Léonard Schapiro, *The Origin of Communist Autocracy*, Praeger, NY, 1965 [1955], p. 271 [tr.fr. *Les bolcheviks et l'opposition*, Paris, les Îles d'Or, 1957].

<sup>284</sup> Nous avons utilisé pour ces brefs résumés des thèses en présence la minutieuse description de I. Deutscher (*Soviet Trade Unions*, pp. 42-52). « Au cours des discussions préliminaires pour la préparation du Congrès, un grand nombre de fractions et de groupes apparut chacun avec ses propres idées et ses « thèses » sur les syndicats. Les différences entre certains de ces groupes étaient vraiment très subtiles, et presque tous se référaient à tant de principes communs que parfois l'objet de la discussion semblait presque irréel ». « Finalement, trois notions seulement furent présentées au Congrès : celle de Lénine (la « Plateforme des Dix »), celle de Boukharine et de Trotsky, et les propositions de l'Opposition Ouvrière. « En comparant ces motions — remarque Deutscher — on obscurcit plutôt qu'on n'éclaire le problème qu'essayait d'affronter le Congrès, car les auteurs de chacune des motions avaient, pour des raisons de tactique, incorporé des passages de celles de leurs adversaires, masquant ainsi jusqu'à un certain point les véritables divergences ».

<sup>285</sup> Selon les chiffres donnés par Zinoviev au Xème Congrès du Parti, les syndicats comptaient 1,5 millions de

clairement au Xème Congrès : « Le Parti Communiste Russe, représenté par ses organisations centrales et régionales, reste toujours le guide *indiscutable* de tout l'aspect idéologique du travail des syndicats »<sup>286</sup>.

Cependant, Lénine soutint que les syndicats ne pouvaient pas être de simples organismes d'État. Trotsky se trompait en affirmant que les syndicats n'avaient plus besoin de défendre les ouvriers puisque l'État était maintenant un État ouvrier. « La nature de notre État est telle que l'ensemble du prolétariat organisé doit se défendre lui-même : *nous [sic]* devons utiliser ces organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur propre État, *et aussi pour que les ouvriers défendent notre État* ». (Les mots en italiques sont souvent omis quand on cite ce passage célèbre).

Selon Lénine, il ne fallait pas voir dans la militarisation un trait permanent de la politique socialiste du travail. Il fallait donc utiliser aussi bien la persuasion que la coercition. « Il était certes *normal [sic]* que l'on nomme des fonctionnaires « d'en haut » [on peut mesurer le chemin parcouru depuis les déclarations du 20 mai 1917 que nous avons citées, M.B.], mais il serait inopportun que les syndicats en fassent de même. Les syndicats pouvaient faire des suggestions pour certaines tâches économiques et administratives et devaient collaborer à la planification. Ils devaient surveiller, grâce à des départements spécialisés, le travail de l'administration économique. Le Conseil Central Panrusse des Syndicats aurait à fixer le taux des salaires. Il fallait, à cet égard, lutter contre l'extrême égalitarisme de l'Opposition Ouvrière. La politique des salaires devait être conçue de façon à « introduire la discipline dans le travail et augmenter la productivité »<sup>287</sup>. Les membres du Parti avaient assez « discuté à propos de principes à Smolny. Maintenant, après trois ans, il y a des décrets qui régissent tous les aspects du problème de la production »<sup>288</sup>. « Les décisions concernant la militarisation du travail, etc, sont incontestables, et je n'ai nul besoin de rétracter mes railleries envers ceux qui les ont contestées en invoquant la démocratie. L'unique conclusion à tirer est que nous allons élargir la démocratie dans les organisations ouvrières, sans en faire le moins du monde un fétiche (...) »<sup>289</sup>.

Trotsky affirma une fois de plus qu'il croyait que « la transformation des organisations professionnelles (syndicales) en organisations de production (...) était la tâche la plus importante de l'époque » (...) « Les syndicats devraient calculer continuellement la valeur de leurs membres du point de vue de la production et disposer toujours d'une estimation précise de la capacité productive de chaque ouvrier ». Il ajouta qu'il serait bon que les trois quarts ou la moitié des postes dans les organismes de direction des syndicats et de l'administration économique, soient occupés par les mêmes individus, afin d'en finir avec l'antagonisme existant entre ces deux instances. On devait permettre aux techniciens et aux administrateurs bourgeois qui étaient devenus membres de plein droit d'un syndicat, d'occuper des postes de direction, sans être surveillés par des commissaires. Il fallait également, après leur avoir assuré un salaire minimum réel, stimuler une concurrence entre ouvriers dans le « travail de choc » (*udarnichestvo*) de la production.

La position de Boukharine avait rapidement évolué. Ce qu'il essayait de faire maintenant, c'était d'arriver à une sorte de compromis entre les points de vue officiels du Parti et les idées de l'Opposition Ouvrière. Il pensait qu'il fallait créer une « démocratie ouvrière dans la production ». L'« étatisation des syndicats » devait aller de pair avec la « syndicalisation de l'État ». « Le résultat logique et historique (de ce processus) ne sera pas l'absorption des syndicats par l'État prolétarien, mais disparition de ces deux entités — aussi bien des syndicats que de l'État — et la création d'une troisième entité : la société organisée sur des principes communistes »<sup>290</sup>. Pour Lénine la plateforme de Boukharine constituait « une déviation syndicaliste, incompatible avec le

---

membres en juillet 1917, 2,6 millions en janvier 1918, 3,5 millions en 1919, 4,3 millions en 1920, et 7 millions en 1921.

<sup>286</sup> « O roli i zadachakh profsoyuzov » [Sur le rôle et les tâches des syndicats] *Dixième Congrès du Parti*, Résolution, 1, pp. 536-542.

<sup>287</sup> I. Deutscher, *Soviet Trade Unions*, p. 51.

<sup>288</sup> V. I. Lénine. *Selected Works*, vol. IX, p. 6.

<sup>289</sup> V. I. Lénine, « À nouveau les syndicats... », *Oeuvres Choisies*, vol. 3, p. 655.

<sup>290</sup> Boukharine, « O zadachakh i strukture profsoyuzov » [Sur les tâches et la structure des syndicats], *Dixième Congrès du Parti*, Appendice 16, p. 802.

communisme »<sup>291</sup>. « Le parti n'est pas opposé à toute extension des droits des ouvriers sans-parti, mais il suffit d'un peu de réflexion pour comprendre de quelle façon on peut avancer dans cette voie, et de quelle façon on ne le peut pas<sup>292</sup>. « Si les syndicats, composés dans leur neuf-dixièmes d'ouvriers sans-parti, nomment les dirigeants de l'industrie, à quoi sert le Parti ? (...). Nous sommes passés ajouta-t-il, menaçant - de petites divergences à une déviation syndicaliste qui représente une rupture totale avec le communisme et une scission inévitable dans le Parti »<sup>293</sup>. La célèbre brochure de Lénine *À nouveau les syndicats...*, qui critique les positions de Trotsky, contient des nombreuses autres attaques contre celles de Boukharine<sup>294</sup>.

Les idées de l'Opposition Ouvrière (que Kollontaï et d'autres élaboreront plus tard de manière plus complète) furent défendues à la réunion de Moscou par le métallurgiste Chliapnikov. Explicitement ou implicitement, elles préconisaient la domination de l'État par les syndicats. L'Opposition Ouvrière se référait, bien entendu, au « point 5 » du programme de 1919 et accusait la direction du Parti de ne pas tenir les promesses qu'il avait faites aux syndicats. Elle affirmait que « pendant les deux dernières années, la direction du Parti et des organes gouvernementaux avait systématiquement rétréci le champ d'action des syndicats et réduit presque à zéro l'influence de la classe ouvrière (...). Le Parti et les autorités économiques, débordés par des techniciens bourgeois et par d'autres éléments non-prolétariens, étaient manifestement hostiles aux syndicats (...) Il n'y avait qu'une solution : la concentration de la direction industrielle entre les mains des syndicats ». Et il fallait réaliser la transformation en partant d'en bas. « Au niveau de l'usine, les Comités d'usine devront récupérer leur ancienne position dominante ». (Les syndicalistes bolcheviks ont mis longtemps pour arriver à cette conclusion !). L'Opposition Ouvrière proposa que les syndicats soient mieux représentés dans divers organismes de contrôle. « Pas une seule personne ne devait être nommée à un poste économique administratif sans le consentement des syndicats (...). Les fonctionnaires recommandés par les syndicats devraient leur rendre compte de leur travail et pourraient être remplacés à n'importe quel moment ». L'élément clé de cet ensemble de propositions était la demande de convocation d'un « Congrès Panrusse des producteurs » qui élirait une direction centrale de toute l'économie nationale. De la même façon, les Congrès Nationaux des divers syndicats éliraient les dirigeants des divers secteurs de l'économie. Les Conférences syndicales locales constitueraient les directions locales et régionales, et la direction de chaque usine serait confiée au Comité d'usine, qui continuerait à faire partie de l'organisation syndicale. « Ainsi — affirma Chliapnikov — on parviendra à créer cette volonté unique qui est essentielle pour l'organisation de l'économie, mais aussi une possibilité réelle pour les larges masses de travailleurs de faire sentir leur influence dans l'organisation et le développement de notre économie »<sup>295</sup>. *Last but not least*, l'Opposition Ouvrière proposait une révision radicale de la politique des salaires dans un sens extrêmement égalitaire et qui présupposait une substitution graduelle du salaire en argent par des rémunérations en nature. L'Opposition Ouvrière représentait indiscutablement - à l'intérieur du Parti - une tentative tardive pour maintenir les idéaux révolutionnaires de *l'État de la Révolution* dans le domaine de la participation autonome et démocratique des masses aux fonctions de direction de l'économie.

## 1921

### Janvier

Campagne « officielle » de préparation du Dixième Congrès, lancée par le très léniniste Comité du Parti de Pétrograd (contrôlé par Zinoviev). Même avant l'ouverture du Congrès, on utilisa toute une

<sup>291</sup> V. I. Lénine, « À nouveau les syndicats... », p. 659.

<sup>292</sup> *Ibid.*, p. 659.

<sup>293</sup> V. I. Lénine, « Krisis partii », [La crise dans le parti], *Pravda*, 21 janvier 1921.

<sup>294</sup> V. I. Lénine, « À nouveau les syndicats... », pp. 620-660.

<sup>295</sup> Chliapnikov, « Orgarmatsiya narodnogo khozyaistva i zadachi suyuzov » [L'organisation de l'économie et les tâches des syndicats] [Discours du 30 décembre 1920], *Dixième Congrès du Parti* Appendice 2, pp. 789-793.

série de mesures administratives pour assurer la défaite de l'Opposition. Quelques unes de ces méthodes étaient tellement scandaleuses qu'à un moment donné le Comité du Parti de Moscou vota une résolution qui censurait *publiquement* l'organisation de Pétrograd « pour ne pas avoir respecté les règles d'une discussion correcte »<sup>296</sup>.

### 13 janvier

Le Comité du Parti de Moscou dénonça « la tendance de l'organisation de Pétrograd à agir comme un centre spécial de préparation des Congrès du Parti »<sup>297</sup>. Les léninistes utilisaient l'organisation de Pétrograd comme une base à partir de laquelle ils pourraient exercer des pressions sur tout le reste du Parti. Le Comité de Moscou insista auprès du Comité Central pour qu'il « garantisse une répartition équitable du matériel et des orateurs (...) afin que tous les points de vues puissent être représentés »<sup>298</sup>. On ne tint manifestement pas compte de cette recommandation. Alexandra Kollontai affirma, pendant le Congrès, que la diffusion de sa brochure avait été délibérément sabotée<sup>299</sup>.

### 14 janvier

Publication de la « Plateforme des Dix » (Artem, Kalinine, Kaménev, Lénine, Lozovski, Pétrovski, Roudzoutak, Staline, Tomsy et Zinoviev). Ce document présentait de la façon la plus élaborée les thèses de Lénine pour le Congrès.

### 16 janvier

La *Pravda* publie la plateforme de Boukharine, que Lénine qualifie de « monument de décomposition idéologique »<sup>300</sup>.

### 21 Janvier

Dans un article de la *Pravda* sur la crise du Parti, Lénine écrit : « Nous ajoutons maintenant à notre plateforme ce qui suit : nous devons lutter contre la confusion idéologique des éléments nocifs de l'opposition qui en arrivent à rejeter toute « militarisation de l'économie », à rejeter non seulement la « méthode de nomination », généralement suivie jusqu'à maintenant, mais *toute* nomination. En dernière analyse, cela signifie rejeter le rôle dirigeant du parti vis-à-vis des masses sans parti. Il faut lutter contre la déviation anarcho-syndicaliste qui tuera le parti, si nous ne nous débarrassons pas totalement d'elle ». Peu de temps après, Lénine déclara que la « déviation anarcho-syndicaliste » « *conduit* à la chute de la dictature du prolétariat »<sup>301</sup>. Ce qui revient à dire que le pouvoir de la classe ouvrière (« la dictature du prolétariat ») est impossible s'il y a des militants du Parti qui pensent que la classe ouvrière devrait exercer un pouvoir plus grand dans la production (« la déviation anarcho-syndicaliste »)<sup>302</sup>.

### 24 janvier

Réunion de la fraction communiste pendant le *Deuxième Congrès du Syndicat des Mineurs*. Kissélev, un mineur, défendit la plateforme de l'Opposition Ouvrière, qui obtint 62 voix — contre 137 pour celle de Lénine et 8 pour celle de Trotsky<sup>303</sup>.

---

<sup>296</sup> L. Trotsky, « Otvét petrogradskim tovarishcham » [Réponse aux camarades de Pétrograd], *Dixième Congrès du Parti*, pp. 826-827. Note 1.

<sup>297</sup> *Dixième Congrès du Parti*, Appendice 6, p. 779.

<sup>298</sup> *Ibid.*

<sup>299</sup> A. Kollontai, in *Dixième Congrès...*, p. 103.

<sup>300</sup> V. I. Lénine, *Selected Works*, vol. IX, p. 35.

<sup>301</sup> V. I. Lénine, « À nouveau les syndicats... », *Oeuvres Choisies*, vol. 3, p. 636.

<sup>302</sup> Il est clair que la question que pose ici Lénine est celle du rapport entre le « pouvoir du Parti » et le « pouvoir de la classe ». Et il opte, sans équivoque possible, pour le premier (tout en rationalisant bien sûr son option en identifiant les deux). Mais il va encore plus loin : non seulement il identifie le « pouvoir ouvrier » avec le pouvoir du Parti, mais aussi avec l'acceptation des idées des dirigeants du Parti !

<sup>303</sup> V. I. Lénine, « nouveau les syndicats ... ». p. 659.

## 25 janvier

La *Pravda* publie les « Thèses sur les Syndicats » de l'Opposition Ouvrière. Alexandra Kollontai publie la brochure *L'Opposition Ouvrière* qui développe les mêmes idées, sur un plan plus théorique<sup>304</sup>.

Malgré la tempête politique que souleva l'Opposition Ouvrière, on dispose de peu de documents dignes de confiance sur cette tendance. Le peu d'information qui existe provient essentiellement de sources léninistes<sup>305</sup>. La violence des attaques contre l'Opposition Ouvrière laisse supposer qu'elle jouissait d'une assez grande influence dans les usines parmi les ouvriers de la base, au point d'inquiéter sérieusement la direction du parti. Chliapnikov (qui fut le premier Commissaire au Travail), Loutovinov et Medvedev, leaders métallurgistes, en furent les principaux représentants. « Géographiquement, elle semble s'être concentrée dans certains secteurs du sud-est de la Russie d'Europe : le bassin du Donetz, les régions du Don et du Kouban et la province de Samara sur la Volga. À Samara, en 1921, l'Opposition Ouvrière contrôlait de fait l'organisation du Parti. Avant la crise du Parti en Ukraine, fin 1920, les membres de l'Opposition avaient une majorité de sympathisants dans l'ensemble de la république. Les autres points forts de l'Opposition étaient dans la province de Moscou, où elle réunissait approximativement le quart des voix du Parti, et le syndicat des métallurgistes dans tout le pays »<sup>306</sup>. Lorsque Tomsky abandonna les syndicalistes pour passer dans le camp léniniste, vers la fin de 1921, il voulut «expliquer» l'influence de l'Opposition Ouvrière par la popularité des idées de « démocratie industrielle » et des idées « anarcho-syndicalistes » chez les métallurgistes<sup>307</sup>. Il ne faut du reste pas oublier que ces mêmes métallurgistes avaient constitué, en 1917, le fer de lance du mouvement des Comités d'usine.

## février

Pendant les discussions qui précédèrent le Xème Congrès, la fraction léniniste se servit à fond de la nouvelle Commission de Contrôle pour son propre compte. Elle obtint la démission de Préobrajenski et de Dzerjinski (jugés beaucoup trop « mous » vis-à-vis de l'Opposition Ouvrière et vis-à-vis des trotskystes, respectivement) et leur remplacement par des « apparatchiks » endurcis comme Solts, qui commença par chapitrer les dirigeants du Parti, divisés sur la question, en leur reprochant leur lenteur à éliminer l'« ultra-gauche ». Les léninistes lancèrent une bruyante campagne, jouant systématiquement sur des thèmes comme l'unité et la lutte contre les dangers qui menaçaient la Révolution de l'intérieur, n'hésitant pas à utiliser continuellement le culte de la personnalité de Lénine. Toutes les autres tendances furent étiquetées comme « objectivement contre-révolutionnaires ». Ils réussirent à s'emparer de l'appareil du Parti, même dans les régions qui soutenaient depuis longtemps l'Opposition.

Certaines de ces « victoires » furent de tels « succès », qu'on peut sérieusement penser qu'elles furent parfois obtenues de façon frauduleuse. On déclara par exemple que les léninistes avaient obtenu 90 % des voix à une conférence du Parti de la Flotte de la Baltique, le 19 janvier<sup>308</sup>. Or, deux ou trois semaines plus tard un très fort mouvement d'Opposition s'y manifesta en force et distribua massivement un tract proclamant que « le département politique de la Flotte de la Baltique a perdu tout contact, non seulement avec les masses, mais aussi avec les ouvriers politiquement actifs. Il s'est transformé en un organe bureaucratique dépourvu d'autorité (...). Il a liquidé toute initiative locale, transformant tout travail politique en paperasserie »<sup>309</sup>. Hors des rangs du parti, les critiques étaient encore plus acerbes.

---

<sup>304</sup> A. Kollontai, *The Workers Opposition*, Solidarity Pamphlet N° 7. [Trad. fr. « L'Opposition ouvrière », *Socialisme ou Barbarie*, N° 35, mars 1964].

<sup>305</sup> V. par exemple *Rabochaya oppositsiya* [L'Opposition Ouvrière] de K. Shelavin, Moscou, 1930.

<sup>306</sup> R. V. Daniels, *op. cit.*, p. 127.

<sup>307</sup> Tomsky, in *Dixième Congrès du Parti*, pp. 371-372.

<sup>308</sup> *Pravda*, 27 janvier 1921.

<sup>309</sup> Cité par A. S. Poukhov, *Kronshtadtski myatezh v 1921 g.* [La révolte du Cronstadt de 1921], Leningrad, 1931, p. 52. Le petit livre d'Ida Mett, *La Commune de Cronstadt*, Paris, Spartacus, 1949 (où le texte est également cité, p. 25, comme « résolution de la 2ème Conférence communiste de la Flotte Baltique du 15 février 1921 »), donne une bonne idée du mécontentement qui se manifestait à Pétrograd à cette époque.

## 2-17 mars

*La révolte de Cronstadt.* Cet événement capital, qui eut de profondes répercussions sur le Congrès qui s'ouvrit quelques jours plus tard, a déjà été analysé en détail dans d'autres textes, et nous ne pouvons ici qu'y renvoyer le lecteur<sup>310</sup>.

## 8-16 mars

Le X<sup>ème</sup> Congrès du Parti fut l'une des réunions les plus dramatiques de toute l'histoire du bolchévisme. Mais en un sens, les arguments utilisés et les luttes qui s'y livrèrent ne furent que le reflet déformé de la crise, beaucoup plus profonde, qui secouait tout le pays. Des grèves importantes avaient éclaté fin février dans la région de Pétrograd ; Cronstadt se soulevait en armes. Mais ces événements ne constituaient que la partie visible d'un énorme iceberg. Le mécontentement et la désillusion étaient partout.

Le contrôle de l'appareil du Parti sur le Congrès fut total, du début à la fin. Un climat semi-hystérique, comme on n'en avait jamais connu dans les réunions bolcheviques, s'imposa dans les séances. La direction du Parti considérait maintenant comme absolument indispensable de liquider l'Opposition, car, qu'elle le sût ou non, qu'elle le voulut ou non, elle était en train de devenir le porte-parole de tous les mécontents et de toutes les aspirations déçues. Et il fallait surtout empêcher que Cronstadt n'apparaisse comme un mouvement qui défendait les principes de la Révolution d'Octobre contre les communistes — « l'idée de la « troisième révolution » — or c'était exactement ce que les insurgés affirmaient. « Nous luttons — proclamaient-ils — pour le pouvoir effectif des travailleurs, les communistes : Trotsky, Zinoviev et leur bande de vicaires ne massacrent et ne fusillent que pour maintenir leur dictature »<sup>311</sup>. « C'est Cronstadt que l'on trouva aux premières lignes en février et en octobre. C'est encore lui, qui brandit, le premier, le drapeau de la troisième révolution des travailleurs. L'autocratie est tombée. La Constituante n'est plus qu'un souvenir. Et le régime des commissaires s'écroulera de même à son tour. Le moment du véritable pouvoir des travailleurs est arrivé. Le moment du pouvoir des soviets est venu »<sup>312</sup>.

Au Congrès, Trotsky attaqua l'Opposition Ouvrière : « Ils ont avancé des mots d'ordre dangereux. Ils ont transformé les principes démocratiques en fétiches. Ils ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du Parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature entre momentanément en conflit avec l'humeur changeante de la démocratie ouvrière » ! Et il parla du « droit d'aînesse historique révolutionnaire du Parti ». « Le Parti est obligé de maintenir sa dictature (...) quelles que soient les hésitations temporaires même dans la classe ouvrière (...). La dictature n'est pas fondée à chaque instant sur le principe formel de la démocratie ouvrière (...) ».

Parallèlement à l'attaque (au sens strictement militaire) contre Cronstadt — à laquelle participèrent 200 délégués au Congrès — on assista à une brutale offensive verbale contre l'Opposition Ouvrière et les tendances similaires. Bien que des dirigeants de l'Opposition Ouvrière aient participé à l'attaque contre Cronstadt (car ils avaient encore des illusions sur le « rôle historique du parti » et n'avaient pas réussi à se débarrasser de leur vieux sentiment de fidélité envers l'organisation), Lénine et les autres dirigeants du Parti étaient, eux, parfaitement conscients de ce que les deux mouvements avaient en commun. « Les deux critiquaient la direction — écrit Daniels — pour avoir trahi l'esprit de la révolution, pour avoir sacrifié les idéaux égalitaires et démocratiques sur l'autel de l'opportunisme et de l'« efficacité », et tendre à s'intéresser de manière bureaucratique au pouvoir pour lui-même »<sup>313</sup>. Leurs revendications coïncidaient également sur de nombreux problèmes concrets.

---

<sup>310</sup> V. par exemple le livre d'Ida Mett et le chap. IV des *Mémoires d'un révolutionnaire* de Victor Serge, Paris, 1951. [V. aussi, en français, la trad. des *Izvestias* de Cronstadt (*La Commune de Cronstadt. Recueil de la traduction intégrale des Izvestias de Cronstadt, documents comprenant la traduction intégrale des Izvestias de Cronstadt*), Paris, Bélibaste, 1969) et *Kronstadt 1921* d'Alexandre Skirda, Paris, La Tête de Feuilles, 1971 (qui contient notamment un texte de l'anarcho-syndicaliste Yartchouk et deux témoignages de Pétrichenko, président du Provisoire Comité Révolutionnaire pendant l'insurrection)]

<sup>311</sup> « Appel radiophonique du Comité Révolutionnaire Provisoire au prolétariat mondial », *Izvestias* de Cronstadt du 13 mars 1921 [V. trad. in *La Commune... Recueil de documents...*, p. 81].

<sup>312</sup> *Izvestias* de Cronstadt du 12 mars 1921 [*Ibid.*, p. 74].

<sup>313</sup> R. V. Daniels, *op. cit.*, pp. 145-146.

Ceux de Cronstadt, parmi lesquels il y avait de nombreux dissidents du Parti, avaient déclaré que « la République socialiste des soviets ne deviendra forte que lorsqu'elle sera administrée par les classes laborieuses à l'aide des syndicats rénovés (...). Les syndicats n'ont jamais pu devenir d'authentiques organismes de classe (...) à cause [de la politique] du parti au pouvoir (...)»<sup>314</sup>. Leur langage était le même, jusques et y compris dans le « fétichisme » des syndicats. Le Congrès s'ouvrit sur un violent discours de Lénine, qui lança un appel en faveur de la loyauté envers le Parti et dénonça l'Opposition Ouvrière comme « une menace pour la révolution ». L'Opposition représentait une déviation « petite-bourgeoise », « syndicaliste et anarchiste », « provoquée d'une part par l'entrée au parti d'anciens mencheviks, ainsi que d'ouvriers et de paysans qui n'ont pas entièrement assimilé la doctrine communiste ; mais elle est due surtout à l'influence qu'exerçait sur le prolétariat et le PCR l'élément petit-bourgeois exceptionnellement puissant dans notre pays (...)»<sup>315</sup>. (En réalité, les membres de l'Opposition étaient exactement le contraire et représentaient une réaction de la base prolétarienne du parti contre l'entrée en masse de tels éléments « petit-bourgeois »). On ne procéda pas à la moindre analyse attentive des arguments essentiels de l'Opposition, et lorsque les léninistes utilisèrent des arguments et non des invectives, on peut dire qu'ils n'étaient pas très cohérents. Par exemple, l'Opposition Ouvrière était non seulement (a) « authentiquement contre-révolutionnaire » et (b) « objectivement contre-révolutionnaire », mais également... « trop révolutionnaire ». Ses revendications étaient « trop avancées », étant donné que le gouvernement soviétique devait encore consacrer tous ses efforts à liquider le retard culturel des masses<sup>316</sup>. D'après Smilga, ce que demandait l'Opposition Ouvrière était si excessif que cela gênait les efforts du Parti en faisant naître chez les ouvriers des espoirs qui ne pouvaient être que déçus<sup>317</sup>. En outre, ce qui était bien plus grave, les revendications de l'Opposition Ouvrière n'étaient pas révolutionnaires dans le *bon* sens du mot : elles étaient anarcho-syndicalistes. L'anathème définitif était lancé. « Si nous périssons — déclara Lénine lors d'une conversation privée — le plus important est de sauvegarder notre ligne idéologique et de laisser des enseignements à ceux qui continueront notre œuvre. C'est ce qu'il ne faut jamais oublier, aussi désespérée que soit la situation »<sup>318</sup>.

Adieu, les trop courtes journées de la lune de miel de 1917, adieu la rhétorique de *L'État et la Révolution* : on allait ressortir les cadavres de la scission de la 1ère Internationale. Le crime impardonnable de l'Opposition était que certains de ses membres (et surtout dans sa périphérie, des hommes comme Miasnikov et Bogdanov) commençaient à poser des questions trop gênantes. De manière maladroite et encore confuse, certains d'entre eux commençaient à mettre en question la suprématie du Parti — et d'autres à poser le problème de la nature de classe de l'État russe. Les dirigeants du parti pouvaient supporter (ils commençaient à y être habitués) les critiques sur les « déformations bureaucratiques » de telle ou telle institution — y compris du Parti lui-même. Mais ce qu'ils n'étaient pas disposés à tolérer, c'était qu'on sème le doute sur des questions aussi fondamentales.

La menace était d'ailleurs réelle, même si, à ce moment, ces idées n'étaient qu'implicitement contenues dans les thèses de l'Opposition. Il est vrai que les thèses d'Ignatov soulignaient le danger des effets probables de « l'entrée en masse d'éléments d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise dans notre Parti », se combinant avec « les dures pertes subies par le prolétariat pendant la Guerre Civile »<sup>319</sup>. Mais il était inévitable que certains tirent toutes les conclusions de leurs thèses. Ainsi, peu de temps après le Congrès, Bogdanov et le groupe *Vérité Ouvrière* affirmèrent que la révolution s'était terminée « par une défaite totale de la classe ouvrière ». Ils déclarèrent plus tard que « la bureaucratie et les « hommes de la NEP » sont devenus une nouvelle bourgeoisie, qui vit de l'exploitation des ouvriers et profite de leur désorganisation (...). Les syndicats étant aux mains de

<sup>314</sup> « Réorganisation des syndicats » in *Izvestias* de Cronstadt du 9 mars 1921 [ *La Commune... Recueil...*, pp. 50-51].

<sup>315</sup> « O sindikalistskom i anarkhistskom uklono v nashei parti! » [Sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre Parti], *Dixième Congrès du Parti*, Résolutions, I, p. 530 ; et V. I. Lénine, *Oeuvres choisies* vol 3 p. 695.

<sup>316</sup> *Dixième Congrès...*, pp. 382-383.

<sup>317</sup> *Ibid.*, p. 258.

<sup>318</sup> L. Trotsky [Lettre à des amis d'URSS, 1930] Archives de Trotsky, T3279.

<sup>319</sup> V. les thèses d'Ignatov in *Dixième Congrès du Parti*.

la bureaucratie, les ouvriers sont plus désamparés que jamais » « Le Parti Communiste (...) après être devenu Parti dominant, le parti des organisateurs et des dirigeants de l'appareil d'État et de l'activité économique de type capitaliste (...), à irrévocablement perdu tout lien et toute parenté avec le prolétariat »<sup>320</sup>. Ces conceptions menaçaient les fondements mêmes du régime bolchevique, il fallait les arracher impitoyablement de la tête des travailleurs.

« Le marxisme enseigne — déclara Lénine — (...) que le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti communiste, est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule capable (...) de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire le diriger politiquement et, par son intermédiaire, guider toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible »<sup>321</sup>. Bien entendu, le « marxisme » aurait pu également enseigner d'autres choses à Lénine. Que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »<sup>322</sup>, par exemple ou bien que « les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers »<sup>323</sup>. Ce que Lénine défendait alors, ce n'était pas le « marxisme » mais le « léninisme » grossier du *Que faire ?* (écrit en 1902), le léninisme qui affirmait que la classe ouvrière, par ses propres moyens, ne pouvait atteindre qu'une conscience « trade-unioniste », et qu'il fallait introduire du dehors la conscience politique dans son sein, grâce aux efforts des éléments « porteurs de la science » ; « l'intelligentzia petite-bourgeoise »<sup>324</sup>. Pour les bolcheviks, le Parti incarnait les intérêts historiques de la classe ouvrière, qu'elle le comprenne ou non — et qu'elle le veuille ou non. Si on acceptait ces postulats, toute contestation de l'hégémonie du Parti — en paroles ou en actes — devenait une « trahison » de la Révolution, une violation des lois de l'Histoire.

« L'unité » fut le thème omniprésent du Congrès. S'appuyant sur la menace extérieure et sur la « menace » interne, la direction du Parti obtint sans grandes difficultés l'approbation de toute une série de mesures draconiennes. Ces mesures limitaient encore plus les droits des membres du Parti. Le droit de fraction fut aboli. « Le congrès déclare dissous et ordonne de dissoudre immédiatement tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme (groupes de l'« Opposition Ouvrière », du « Centralisme démocratique », etc.). La non-exécution de cette décision du congrès doit entraîner sans faute l'exclusion immédiate du parti »<sup>325</sup>. Une clause secrète donna au Comité Central des pouvoirs disciplinaires illimités, y compris l'expulsion du Parti et du Comité Central lui-même (il suffirait pour cela d'une majorité des deux tiers).

Ces mesures, qui ouvraient un nouveau chapitre dans l'histoire de l'organisation bolchevik, furent approuvées à une écrasante majorité. Mais certains avouèrent leur inquiétude. Karl Radek, par exemple, affirma : « J'ai l'impression qu'une règle vient d'être établie, mais sans que nous sachions très bien contre qui elle peut être appliquée. Lorsqu'on a élu le Comité Central, les camarades de la majorité ont présenté une liste qui leur en donnait le contrôle. Nous savons tous que cela arriva au moment où les dissensions commencèrent à apparaître dans le Parti. Nous ne savons pas (...) quelles complications peuvent surgir. Les camarades qui proposent cette règle pensent qu'il s'agit d'une arme dirigée contre les camarades qui ne ressentent pas comme eux. Même si je vote en faveur de cette résolution, j'ai l'impression qu'elle peut se retourner contre nous ». Mais, en soulignant que le Parti et l'État se trouvaient dans une situation dangereuse, Radek concluait : « Laissons donc le Comité Central, dans ce moment de danger, prendre les mesures les plus sévères, même si c'est contre les meilleurs camarades, s'il le juge nécessaire »<sup>326</sup>. Cette attitude, ou plutôt cette mentalité, (la classe ne peut avoir raison contre le Parti, le Parti ne

<sup>320</sup> N. Karev, « O grappe « Rabochaya Pravda » » [Sur le groupe « Vérité Ouvrière »], *Bolchevik*, 15 juillet 1924, p. 31.

<sup>321</sup> *Dixième Congrès du Parti*, Résolutions, 1,531 ; et V. I. Lénine, *Oeuvres Choisies*, vol. 3, p. 696.

<sup>322</sup> K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, Paris, Éd. Sociales, 1962, p. 18.

<sup>323</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>324</sup> Mais il ne fallait pas non plus trop se fier à ces éléments. La première édition russe de *Que faire ?* portait en exergue le célèbre aphorisme de Lassalle : « Le Parti se renforce en s'épurant ».

<sup>325</sup> V. I. Lénine, « Avant-projet de résolution du Xème Congrès du P.C.R. sur l'unité du Parti », *Oeuvres Choisies*, vol. 3, p. 694 ; et *Dixième Congrès...*, Résolutions, I, p. 527-530.

<sup>326</sup> Radek in *Dixième Congrès...* p. 540.

peut avoir raison contre le Comité Central) donnera ultérieurement de terribles résultats. Elle deviendra un véritable nœud coulant passé au cou de milliers de révolutionnaires sincères. On la retrouve chez Trotsky, niant publiquement l'existence du « testament » politique de Lénine en 1927, ou chez certains de ces bolcheviks de la vieille garde qui vont « s'accuser ».

Face à cette transformation politique — ou plutôt, face à la brusque apparition au grand jour de quelque chose qui avait toujours été l'une des tendances sous-jacentes du bolchevisme — les « discussions » du Congrès n'eurent en elles-mêmes guère d'importance. Elles furent du reste délibérément laissées pour la fin. Perepechko, membre de l'Opposition Ouvrière, se situant toujours à l'intérieur du cadre idéologique du « Parti », accusa le « bureaucratisme » (au sein de celui-ci) d'être la cause de la coupure entre l'autorité des Soviets (et l'appareil soviétique dans son ensemble) et les grandes masses des travailleurs<sup>327</sup>. Medvedev attaqua le Comité Central pour sa « déviation qui consistait à se méfier des forces créatrices de la classe ouvrière et ses concessions à la petite bourgeoisie et aux couches de fonctionnaires d'origine bourgeoise »<sup>328</sup>. Pour lutter contre cette tendance et préserver l'esprit prolétarien du Parti, l'Opposition Ouvrière proposa que chaque membre du Parti soit obligé de vivre et de travailler trois mois par an comme « un ouvrier ou un paysan ordinaires, effectuant un travail manuel »<sup>329</sup>. Ignatov, dans ses thèses, demanda que tous les comités du Parti soient composés d'au moins deux tiers d'ouvriers. Cela faisait des années qu'on n'entendait pas de critiques aussi dures contre la direction. Un délégué provoqua un tumulte indescriptible en dénonçant Lénine comme le « plus grand des *Chinovnik* » (individu de rang élevé dans la hiérarchie de la bureaucratie tsariste)<sup>330</sup>.

La direction manœuvra comme d'habitude. Une longue résolution sur les syndicats, rédigée par Zinoviev, fut votée par 336 voix contre 50 (pour les thèses de Trotsky) et 18 (pour celles de l'Opposition Ouvrière)<sup>331</sup>. « Zinoviev, dans ce document, dut faire pas mal d'efforts pour affirmer la continuité absolue avec la doctrine syndicale... fixée par le Premier Congrès Syndical et le programme du Parti en 1919. Il s'agissait de la tactique habituelle, créer un rideau de fumée d'orthodoxie pour dissimuler un changement d'orientation »<sup>332</sup>. Le document, qui parlait énormément de « démocratie ouvrière », soulignait en termes parfaitement clairs que le Parti dirigerait tout le travail syndical.

L'avant-dernier jour du Congrès, à la fin d'une session, sans la moindre discussion préalable à l'intérieur du Parti, alors qu'un bon nombre de délégués étaient déjà partis, Lénine fit ses célèbres propositions sur la Nouvelle Politique Économique. Il proposait de remplacer les réquisitions de blé, l'un des aspects les plus détestés du « communisme de guerre » à la campagne, par un « impôt en nature ». Ce qui signifiait la fin du contrôle gouvernemental du ravitaillement en blé, et par conséquent la liberté du commerce des céréales. Cette très importante proposition ne fut suivie que de quatre interventions de dix minutes chacune au Congrès. Des 330 pages du compte-rendu officiel du Dixième Congrès, 20 seulement sont consacrées à la NEP<sup>333</sup>. De toute évidence, le Congrès s'était surtout occupé d'autre chose...

C'est alors que commença le véritable « durcissement » interne. On vota une résolution stipulant que la « tâche immédiate la plus importante du Comité Central est d'obtenir la stricte uniformité dans la structure des Comités du parti ». Le nombre de membres du Comité Central passa de 19 à 25, dont 5 devaient se consacrer exclusivement au « travail du Parti » (et spécialement visiter les comités provinciaux et assister aux Conférences provinciales)<sup>334</sup>. Le nouveau Comité Central imposa immédiatement un changement radical dans la composition du Secrétariat. Les « trotskystes » (Krestinski, Preobrajenski et Sérébriakov), jugés trop tièdes dans leur appui à la

---

<sup>327</sup> *Dixième Congrès...*, p. 93.

<sup>328</sup> *Ibid.* p. 140.

<sup>329</sup> V. la « Résolution sur l'organisation du Parti présentée par l'Opposition Ouvrière », *Dixième Congrès...*, p. 663.

<sup>330</sup> Yaroslavski, *Ibid.*, rapportant des propos d'Y.K. Milonov.

<sup>331</sup> *Dixième Congrès...*, p. 828.

<sup>332</sup> R.V. Daniels, *op. cit.*, p. 156.

<sup>333</sup> L. Schapiro, *op. cit.*, p. 308.

<sup>334</sup> *Dixième Congrès du Parti, Résolutions*, p. 522-526.

ligne léniniste, furent éliminés du Comité Central. Des changements considérables furent également apportés à l'Orgbureau, ainsi qu'à la composition d'un certain nombre d'organisations régionales du Parti<sup>335</sup>. On installa à tous les échelons des éléments médiocres mais « disciplinés » et « sûrs ». « Les changements intervenus dans l'organisation en 1921 — écrit Daniels — constituèrent une victoire décisive pour Lénine, pour les léninistes et pour la conception léniniste de la vie du Parti »<sup>336</sup>. Le Parti ayant voulu la fin, commençait maintenant à vouloir les moyens.

## Épilogue

### Mai 1921

*Congrès Panrusse du syndicat des Métallurgistes.* Ce syndicat avait joué un rôle décisif pendant les événements de 1905, et les bolcheviks en avaient pris la direction dès 1913. Il fut au centre du mouvement des Comités d'Usine, et fournit de nombreux détachements de Gardes Rouges. En 1921, les idées de l'Opposition Ouvrière trouvaient un grand écho dans ses rangs. Son leader, Medvedev, était un membre actif de l'Opposition. Il fallait en finir avec cette influence.

Pendant le Congrès des métallos, le Comité Central *du Parti* envoya à la fraction du Parti dans le syndicat une liste de ses propres candidats à la direction *du syndicat*. Les délégués au Congrès repoussèrent cette liste, et la fraction communiste en fit de même (par 120 voix contre 40). Tous les moyens de pression imaginables furent utilisés pour vaincre cette résistance. Il fallait écraser l'Opposition. Le Comité Central, sans tenir compte de ces votes, nomma son propre Comité des Métallurgistes<sup>337</sup>. Pauvres délégués « élus et révocables » ! Élus par la base syndicale, et révocables par la direction du Parti.

### 17-25 Mai

*Quatrième Congrès Panrusse des Syndicats.* Le Congrès devait discuter du rôle des syndicats dans le nouveau secteur privé de l'économie créé ou simplement légalisé par la NEP. Le Comité Central du Parti confia à Tomsky, en sa qualité de Président du Conseil Central Panrusse des Syndicats, la préparation des « thèses » appropriées, et la mission de les faire accepter d'abord par la fraction du Parti et ensuite par l'ensemble du Congrès. Tout alla bien jusqu'au moment où le Congrès adopta, par 1 500 voix contre 30, une motion d'apparence inoffensive, présentée par Riazanov au nom de la fraction du Parti, et qui devait provoquer un véritable scandale. Le point essentiel de cette résolution affirmait que « le Parti doit orienter globalement le choix du personnel dirigeant dans le mouvement syndical, mais le Parti doit faire un effort particulier pour garantir les méthodes normales de la démocratie prolétarienne, surtout dans les syndicats, où le choix des dirigeants doit être laissé aux syndiqués eux-mêmes »<sup>338</sup>.

Le Comité Central donna libre cours à sa colère, et celle-ci s'abattit sur le Congrès. Tomsky, qui n'avait même pas appuyé la malheureuse résolution, fut privé immédiatement de son mandat de représentant de Comité Central au Congrès. Il fut remplacé par des syndicalistes aussi notoires que Lénine, Staline et Boukharine, décidés à dompter la fraction rebelle. On interdit définitivement à Riazanov de s'occuper de toute activité syndicale.

On créa une commission spéciale, présidée par Staline, pour « examiner la conduite de Tomsky ». Lorsque cette commission termina ses travaux, elle blâma sévèrement Tomsky pour sa « négligence criminelle » (en permettant au Congrès d'exprimer sa propre volonté). Tomsky perdit toutes ses responsabilités au Conseil Central Panrusse des Syndicats. En ce qui concerne la fraction de Parti, on la « convainquit » de revenir sur sa décision de la veille. Les comptes-rendus officiels ne nous parlent pas des centaines d'autres syndicalistes qui votèrent la motion. Mais qui s'en souciait ? En 1917, on avait proclamé que « n'importe quelle cuisinière devait apprendre à

<sup>335</sup> R.V. Daniels, *op. cit.*, p. 151-152.

<sup>336</sup> *Ibid.*, p. 152.

<sup>337</sup> *Isvestiya Ts, K.*, N° 32. 1921, pp. 3-4. V. aussi Schapiro, *op. cit.*, pp. 323-324.

<sup>338</sup> Intervention de Riazanov in *Onzième Congrès...*, pp. 277-8. V. aussi Schapiro, *op. cit.*, pp. 324-325.

diriger l'État ». En 1921, l'État pouvait déjà « placer un commissaire derrière chaque cuisinière ».

## Conclusion

Les événements rapportés dans ce texte montrent que, dans le domaine de la « politique du travail », il y a un lien net et indiscutable entre ce qui arriva sous Lénine et Trotsky et la pratique stalinienne ultérieure. Nous savons que bon nombre d'éléments de la gauche révolutionnaire auront du mal à « avaler » cette affirmation. Nous sommes cependant convaincus que c'est là la seule conclusion que l'on puisse tirer d'un examen honnête des faits. Plus on analyse cette période, et plus il est difficile de mesurer — ou même de percevoir — ce fameux « abîme » qui, dit-on, sépare l'époque de Lénine de ce qui arriva par la suite. Et lorsqu'on connaît véritablement les faits, il n'est plus possible d'accepter — comme le fait Deutscher, par exemple — l'idée que l'ensemble des événements fut « historiquement inévitable » et « objectivement déterminé ». L'idéologie et la pratique bolcheviks constituèrent *en elles-mêmes* un facteur important et parfois décisif dans la tournure que prirent les événements à chaque moment critique de cette période critique. Les preuves dont nous disposons maintenant sont tellement accablantes, qu'il ne devrait plus être possible de continuer à s'auto-mystifier. Si quelqu'un, ayant lu ces pages, ne sait toujours pas « ce qu'il faut en penser », c'est parce qu'il est fermement décidé à ne rien entendre, ou parce que (en tant qu'éventuel bénéficiaire d'une société semblable à la société russe) il a tout intérêt à maintenir la confusion.

Il n'est pas très étonnant, à vrai dire, qu'un aussi grand nombre d'individus qui ont consacré toute leur vie au mouvement socialiste, sachent si peu de choses sur cette période. Au milieu de la première vague d'enthousiasme qui salua la « révolution socialiste victorieuse » de 1917, il était pratiquement inévitable que l'on n'écoutât que la voix de vainqueurs. Pendant des années, l'unique alternative semblait être représentée par les lamentations hypocrites de la social-démocratie, ou les grognements de la contre-révolution. On n'entendait plus l'écho de l'opposition révolutionnaire et libertaire au bolchevisme. Il est vrai que le verdict immédiat de l'histoire a toujours été « Malheur aux vaincus ». On a donc su très peu de choses de ces révolutionnaires qui, sans attendre 1923, virent dès 1918 quelle était la direction que prenait la société russe et s'y opposèrent, en le payant parfois de leur vie. L'énorme transformation bureaucratique des décennies suivantes, pudiquement nommée « construction du socialisme », effaça jusqu'à leur souvenir.

Pour que les doutes se répandent, et que les véritables questions commencent à être posées, il a fallu attendre ces dernières années, quand en Hongrie, en Tchécoslovaquie et ailleurs, on a commencé à voir clairement quels étaient les fruits de la révolution « victorieuse ». Et ce n'est que maintenant que l'on commence à s'occuper sérieusement du ver qui était dans le fruit (l'attitude bolchevik face au travail et aux rapports de production réels), et que les avertissements prophétiques des « vaincus » commencent à être pris en considération. Mais il reste encore une énorme masse de faits et de documents sur ces années de formation, qui attend d'être rendue à son légitime propriétaire : le mouvement révolutionnaire.

Cinquante ans après la Révolution russe, nous pouvons poser beaucoup plus clairement certains des problèmes qui furent si passionnément discutés entre 1917 et 1921. Les révolutionnaires libertaires de 1917 ont fait ce qu'ils ont pu. Mais nous, nous disposons aujourd'hui d'une expérience autrement plus riche. Tant le mouvement hongrois de 1956 que le mouvement français de 1968, ont montré clairement quels sont les véritables problèmes des sociétés capitalistes bureaucratiques modernes, et la nature des oppositions révolutionnaires qu'elles engendrent, dans le double contexte oriental et occidental. Ce qui est superficiel et contingent ne doit plus nous cacher l'essentiel : il est chaque jour plus évident que les problèmes centraux de notre époque sont la domination de l'homme sur son milieu environnant et sur les institutions qu'il crée pour résoudre les problèmes qu'il affronte — savoir s'il dominera ses créations ou s'il sera dominé par elles. Et la solution de ces problèmes est inséparable de la solution d'autres encore plus importants : celui de la « fausse conscience » de l'homme, et la nécessité de détruire le mythe de la « complexité » de la gestion des affaires sociales, de lui rendre confiance en lui-même, en sa capacité de pouvoir contrôler l'autorité qu'il a délégué, de parvenir à se réapproprier *tout* ce que le capitalisme lui a pris. Et partant, celui de parvenir à libérer l'énorme capacité de création que nous possédons tous et de l'utiliser pour atteindre des objectifs choisis par

nous-mêmes.

Dans cette perspective et par rapport à cette lutte, le bolchevisme apparaîtra comme une sorte d'aberration, le dernier déguisement d'une idéologie bourgeoise qui commençait à être attaquée dans ses racines mêmes. L'insistance des bolcheviks sur l'incapacité supposée des masses à acquérir une conscience socialiste par leur propre expérience de vie sous le capitalisme, leur recherche d'un « Parti d'avant-garde » hiérarchiquement structuré et d'une « centralisation qui puisse s'opposer au pouvoir d'État centralisé de la bourgeoisie », leur affirmation des « droits historiques » de ceux qui ont accepté une vision particulière de la société et de son avenir, et donc d'imposer cette vision aux autres, au besoin par les armes — il faut prendre tous ces traits pour ce qu'ils sont véritablement : la dernière tentative de la société bourgeoise pour conserver sa division stricte entre dirigeants et exécutants et pour maintenir des rapports sociaux autoritaires dans tous les secteurs de la vie sociale.

Pour avoir un sens, la révolution future devra être profondément libertaire et partir d'une assimilation véritable de l'ensemble de l'expérience russe. Elle devra refuser de remplacer certains dirigeants par d'autres, une bande d'exploiteurs par une autre, un type d'orthodoxie oppressive par une autre. Elle devra éliminer radicalement toutes les fausses solutions qui ne sont que de nouvelles manifestations de l'aliénation humaine. Une compréhension authentique de la nature du bolchevisme constitue un élément indispensable de toute révolution qui tente de dépasser *toutes* les formes de l'aliénation et de l'auto-mystification. Quand la vieille société s'écroulera, il faut qu'aussi bien la bourgeoisie que la bureaucratie disparaissent sous les décombres. Il faudra donc comprendre quelles ont été les véritables racines de leur naissance et de leur développement. Dans cette tâche gigantesque, la force et l'inspiration de la révolution future viendront de l'expérience réelle de millions d'individus, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Ce texte voudrait contribuer, fut-ce dans une faible mesure, à cette tâche.

## **CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS** **(manifeste du groupe *Solidarity*)**

1- Partout dans le monde, les hommes, dans leur grande majorité, sont privés de tout contrôle sur les décisions qui affectent leur vie de la façon la plus profonde et la plus directe. Ils vendent leur force de travail alors que d'autres, qui possèdent ou contrôlent les moyens de production, accumulent des richesses, font les lois et utilisent l'appareil d'État pour perpétuer et pour renforcer leurs privilèges.

2- Pendant un siècle, le niveau de vie des travailleurs s'est amélioré. Mais ni cette augmentation du niveau de vie, ni la rationalisation des moyens de production, ni l'arrivée au pouvoir de partis qui prétendent représenter la classe ouvrière, n'ont modifié fondamentalement la situation du travailleur en tant que travailleur. Et, en dehors de la production, elles n'ont donné à la grande majorité des hommes qu'une très relative marge de liberté. À l'Est comme à l'Ouest, le capitalisme n'a cessé d'être un type de société inhumain, où la grande majorité est opprimée dans son travail, manipulée dans sa consommation et dans ses loisirs. La propagande et la police, les prisons et les écoles, les valeurs et la morale traditionnelles, contribuent à renforcer le pouvoir d'une minorité et à convaincre ou à obliger la majorité d'accepter un système brutal, dégradant et irrationnel. Le monde « Communiste » n'est pas communiste, et le monde « Libre » n'est pas libre.

3- Les syndicats et les partis « ouvriers » furent créés à l'origine pour changer cette situation. Mais ils ont tous fini par s'adapter d'une façon ou d'une autre aux formes d'exploitation existantes. Dans les faits, ils sont devenus actuellement un rouage essentiel dans le fonctionnement « normal » de la société d'exploitation : les syndicats servent d'intermédiaires sur le marché du travail, les partis politiques utilisent les luttes et les aspirations de la classe ouvrière pour des fins qui leur sont propres. La dégénérescence des organisations de la classe ouvrière, qui est elle-même un résultat de l'échec du mouvement révolutionnaire, a contribué de façon décisive à plonger dans l'apathie la classe ouvrière, et cette apathie a conduit à son tour à une dégénérescence accrue des partis et des syndicats.

4- C'est une illusion de croire que les syndicats et les partis politiques peuvent être réformés, « noyautés », ou convertis en instruments de l'émancipation des travailleurs. Nous ne voulons pourtant pas créer de nouveaux syndicats - qui, dans les conditions actuelles, auraient un destin semblable à

celui de ceux qui les ont précédés. Nous ne demandons pas non plus aux militants de déchirer leurs cartes syndicales. Ce que nous voulons, c'est tout simplement que les ouvriers eux-mêmes décident des objectifs de leurs luttes, et que la direction et l'organisation de ces luttes ne leur échappent pas. Les *formes* que peut prendre cette activité autonome des travailleurs peuvent varier considérablement de pays à pays et d'industrie à industrie, mais non leur *contenu* essentiel.

5- Le socialisme, ce n'est pas seulement l'appropriation et la direction collectives des moyens de production et de distribution. Le socialisme implique également l'égalité, la liberté réelle, la reconnaissance réciproque et la transformation radicale de tous les rapports humains. Il est « la conscience de soi positive de l'homme », la compréhension par l'homme de ce qu'est son environnement et de ce qu'il est lui-même, sa domination sur son travail et sur les institutions sociales qu'il devra créer. Il ne s'agit pas là d'aspects secondaires, qui suivront automatiquement l'expropriation de l'ancienne classe dominante. Il s'agit, au contraire, d'éléments essentiels du processus de transformation sociale dans son ensemble, et sans lesquels il ne saurait y avoir de véritable transformation de la société.

6- Une société socialiste ne peut donc être construite qu'en partant de la base — « par en bas ». Les décisions concernant la production et le travail doivent être prises par des Conseils de travailleurs composés de délégués élus et révocables. Les décisions dans d'autres secteurs doivent être prises en partant de la discussion et de la consultation la plus large possible de l'ensemble de la population. Ce que nous entendons par « pouvoir des travailleurs », c'est justement cette démocratisation de la société dans son fondement même.

7- Les seules actions qui *aient un sens*, pour des révolutionnaires, sont celles qui permettent d'accroître la confiance, l'initiative, la participation, la solidarité, les tendances égalitaires et l'autonomie des masses et qui contribuent à les démystifier. Doit être considéré comme *stérile* et *nocif* tout ce qui renforce la passivité des masses, leur apathie, leur cynisme, leur différenciation hiérarchique, leur aliénation, leur abandon à d'autres des tâches qu'elles devraient exécuter elles-mêmes, et donc le degré auquel elles peuvent être manipulées par d'autres — même par ceux qui prétendent les « servir ».

8- Aucune classe dirigeante dans l'histoire n'a abandonné son pouvoir sans lutte, et il ne semble pas que ceux qui nous gouvernent actuellement doivent être une exception. Le pouvoir ne leur sera arraché qu'à travers l'action autonome de la grande majorité. La construction du socialisme implique la conscience et la participation des masses. Mais la structure hiérarchique rigide, les idées et la pratique *et* du type social-démocrate, *et* du type bolchevik, d'organisation, empêchent le développement de cette conscience et interdisent cette participation. L'idée que le socialisme puisse être, d'une façon ou d'une autre, l'œuvre d'un parti « d'élite », pour « révolutionnaire » qu'il soit, agissant « au nom » de la classe ouvrière, est en même temps absurde et réactionnaire.

9- Nous rejetons l'idée selon laquelle la classe ouvrière, par ses seules forces, ne peut atteindre qu'une conscience « trade-unioniste ». Nous croyons au contraire que ses conditions de vie et son expérience dans la production conduisent constamment la classe ouvrière à adopter des normes et des valeurs, et à créer des formes d'organisation, qui mettent en question l'ordre social établi et le type de pensée qui correspond à cet ordre. Et que ces réponses à sa situation ont donc un contenu socialiste implicite.

D'un autre côté, il est vrai que la classe ouvrière n'est pas homogène, qu'elle ne dispose pas des moyens de communication, et que, à tel ou tel moment, ses divers secteurs atteignent des degrés différents de lucidité et de conscience. Le rôle de l'organisation révolutionnaire est de contribuer à ce que la conscience prolétarienne ait un contenu explicitement socialiste, de fournir une aide pratique aux ouvriers en lutte et de faciliter l'échange d'expériences et de liaisons entre groupes de travailleurs séparés géographiquement.

10-Nous ne voulons pas être une « direction ». Nous voulons être un instrument de l'action des travailleurs. Le rôle de *Solidarity* est d'aider tous ceux qui, dans l'industrie et dans la société dans son ensemble, entrent en conflit avec la structure sociale autoritaire actuelle ; les aider à généraliser leur expérience, à faire une critique globale de leur condition et de ses causes, et à développer la conscience révolutionnaire de masse indispensable à la transformation totale de la société.

# **autogestion**

et socialisme

Études, débats, documents

15  
les bolcheviks  
et le  
contrôle ouvrier  
1917-1921

l'état  
et la contre-révolution

par maurice BRINTON  
du groupe "solidarity" de Londres

*cahier*  
*n°24-25*

SEPT. - DEC  
1973

Numéro double

15 F.